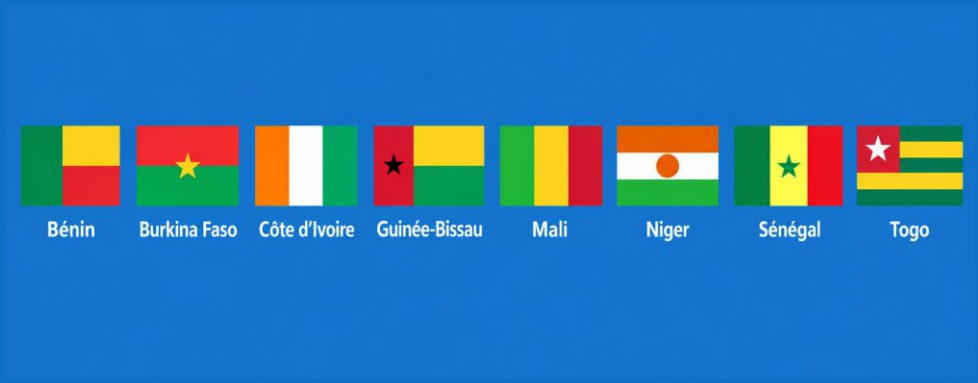
UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE OUEST AFRICAINE

LA COMMISSION

Département des Politiques Économiques et de la Fiscalité Intérieure

NOTE DE CADRAGE MACROECONOMIQUE DE L'UNION

Perspectives macroéconomiques régionales de l'UEMOA pour la période 2026-2030



7ème EDITION

Octobre 2026

Avant-propos

L'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) continue de faire preuve de résilience dans un contexte marqué par les menaces sécuritaires, l'intensification des effets du changement climatique, les tensions géopolitiques et la baisse de l'aide internationale. En 2025, la croissance économique de l'Union s'est établie à 6,5%, contre 6,2% en 2024, retrouvant ainsi un rythme d'expansion comparable à celui observé avant la crise sanitaire de la Covid-19. Cette performance est supérieure à celles enregistrées en Afrique et en Afrique subsaharienne, où la croissance a été respectivement de 4,4% et 4,5%.

Cette dynamique s'est accompagnée d'une amélioration des principaux indicateurs macroéconomiques suivis dans le cadre de la surveillance multilatérale. En effet, cinq (05) États membres ont enregistré un déficit budgétaire global n'excédant pas 3 % du PIB en 2025, contre deux (02) en 2024. Par ailleurs, le ratio d'endettement public a diminué dans l'ensemble des États membres, tandis que l'inflation a été contenue en dessous de 3%.

Toutefois, ces résultats favorables ne doivent pas occulter la persistance de contraintes structurelles. La lente transformation des économies de l'Union contribue au maintien de leur vulnérabilité aux aléas climatiques et aux fluctuations des cours internationaux des matières premières. Ces fragilités appellent à un suivi renforcé des évolutions macroéconomiques et une meilleure anticipation des risques susceptibles de compromettre la stabilité et la croissance. La présente note de cadrage macroéconomique s'inscrit, ainsi, dans cette démarche.

Pour rappel, dans les cinq (05) objectifs visés par le Traité fondateur de l'UEMOA figure celui d'assurer la convergence des performances et des politiques économiques des Etats membres par l'institution d'une procédure de surveillance multilatérale[1]. Le mécanisme de la surveillance multilatérale a pour but principal d'assurer la coordination des politiques budgétaires nationales et leur compatibilité avec la politique monétaire commune. À cet effet, la Commission, en tant qu'institution pilote du dispositif de ce mécanisme, évalue les performances macroéconomiques des États membres et propose de grandes orientations de politiques économiques pour les pays et l'Union par voie de recommandations. L'évaluation de ces performances et les principales recommandations se font à travers des rapports semestriels d'exécution de la surveillance multilatérale et au moyen d'indicateurs macroéconomiques appelés critères de convergence, conformément aux Pactes de Convergence, de Stabilité, de Croissance et de Solidarité (PCSCS)[2] et aux dispositions de la Recommandation

[1] Les autres missions sont : (i) renforcer la compétitivité des activités économiques et financières des Etats membres dans le cadre d'un marché ouvert et concurrentiel et d'un environnement juridique rationalisé et harmonisé, (ii) créer entre les Etats membres un marché basé sur la libre circulation des personnes, des biens, des services, des capitaux et le droit d'établissement des personnes exerçant une activité indépendante ou salariée, ainsi que sur un Tarif extérieur commun et une politique commerciale commune, (iii) instituer une coordination des politiques sectorielles nationales, par la mise en œuvre d'actions communes et éventuellement de politiques communes notamment dans les domaines suivants : ressources humaines, aménagement du territoire, transports et télécommunications, environnement, agriculture, énergie, industrie et mines, et (iv) harmoniser, dans la mesure nécessaire au bon fonctionnement du marché commun, les législations des Etats membres et particulièrement le régime de la fiscalité.

[2] L'Acte additionnel 04/99 du 08 décembre 1999 portant Pacte de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité (PCSCS) entre les États membres de l'UEMOA a été modifié 4 fois en 2002, 2005, 2008, 2015. Par ailleurs, le dernier Acte Additionnel portant PCSCS a été suspendu en 2020 à la suite de la Covid-19. Toutefois, l'exercice se poursuit à travers la recommandation citée.

N°02/2020/CM/UEMOA du 26 juin 2020 relative aux modalités d'exercice de la surveillance multilatérale.

Pour renforcer l'exercice de la surveillance multilatérale que la Commission conduit notamment à travers l'analyse, sur une base quantitative et qualitative, de la cohérence interne et externe des rapports semestriels d'exécution de la surveillance multilatérale (RSM) reçus des Etats membres, le Département des Politiques Economiques et de la Fiscalité Intérieure (DPE) élabore, depuis 2021, la note de cadrage macroéconomique. Une première version est produite au premier semestre de chaque année, puis révisée au dernier trimestre afin d'intégrer les évolutions conjoncturelles internationales et régionales. Son horizon de projection est aligné sur celui du dernier rapport d'exécution de la surveillance multilatérale. L'analyse de la période récente repose sur les données officielles transmises par les États membres à la date des travaux. La note de cadrage macroéconomique de l'Union a pour objectif de contribuer à l'amélioration du dialogue entre la Commission et les Etats membres sur leurs prévisions macroéconomiques en présentant les projections propres aux services techniques de l'institution et en analysant les principales causes des éventuels écarts.

La Note de cadrage macroéconomique de l'Union présente une analyse des évolutions économiques récentes, les perspectives à moyen terme ainsi que les principaux risques entourant les projections. Sur cette base, elle formule des recommandations de politique économique. Les résultats présentés dans la « *Note de cadrage macroéconomique de l'Union* » correspondent aux prévisions macroéconomiques pour les États membres et l'Union, vues à date par les services techniques de la Commission.

Cette septième édition présente les résultats du cadrage macroéconomique 2026-2030 des États membres et de l'Union, élaboré par la Commission au premier semestre 2026. Elle a été élaborée par une équipe de la Direction de la Prévision et des Études économiques (DPEE) du Département des Politiques économiques et de la Fiscalité intérieure (DPE), composée de Messieurs :

- **Kalidou THIAW,** Directeur de la Prévision et des Études Économiques ;
- **Soumana HAROUNA IDE,** Chef de la Division de la Prévision Économique ;
- **Abiboulaye MOUSSA,** Chef de la Division des Etudes Economiques ;
- **Totas Antonio Joao CORREIA,** Chargé des Prévisions et des Études Économiques ;
- **Diabel DIOP,** Chargé des Prévisions et des Études Économiques ; et
- **Yao Eric KOUAKOU**, Chargé de l'Analyse d'Impact des Politiques et Programmes.

Table des matières

Bref aperçu de quelques indicateurs de l'UEMOA 8
Messages clés 8
I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL 10
1.1. Perspectives de croissance des principaux partenaires commerciaux de l'Union 10
1.2. Evolution des cours internationaux des matières premières agricoles, produits miniers d'exportation et de taux de change de l'Union 14
II. SITUATION ECONOMIQUE RECENTE ET PERSPECTIVES 2026-2030 DE L'UNION 18
2.1. Situation économique récente 18
2.2. Perspectives économiques 2026-2030 de l'Union 23
III. EVOLUTION RECENTE ET PERSPECTIVES MACROECONOMIQUES 2026-2030 DES ETATS MEMBRES 30
3.1. BENIN 30
3.2. BURKINA FASO 34
3.3. CÔTE D'IVOIRE 39
3.4. GUINEE-BISSAU 43
3.5. MALI 47
3.6. NIGER 51
3.7. SENEGAL 55
3.8. TOGO 60
Conclusion 64
ANNEXES 66

Liste des encadrés

Encadré 1 : Impact de la guerre au Moyen-Orient sur les économies de l'Union 12
Encadré 2 : Méthode de calcul des agrégats de l'Union 23
Encadré 3 : Le phénomène El Niño et ses implications pour l'agriculture dans l'espace UEMOA 27

Liste des tableaux

Tableau 1: Evolution de la production agricole de l'UEMOA (en %) 19
Tableau 2 : Nombre de pays respectant les indicateurs macroéconomiques de suivi des économies de l'Union 21
Tableau 3: Perspectives de croissance 2026-2030 de l'Union et des Etats membres (en %) 25
Tableau 4 : Aperçu des indicateurs macroéconomiques 2023-2025 du Bénin 30
Tableau 5 : Agrégats de la BDP et de la monnaie du Bénin (en mds FCFA) 34
Tableau 6 : Aperçu des indicateurs macroéconomiques 2023-2025 du Burkina Faso 35
Tableau 7 : Agrégats de la BDP et de la monnaie du Burkina Faso (en mds FCFA) 38
Tableau 8 : Aperçu des indicateurs macroéconomiques 2023-2025 de la Côte d'Ivoire 39
Tableau 9 : Agrégats de la BDP et de la monnaie de la Côte d'Ivoire (en mds FCFA) 42
Tableau 10 : Aperçu des indicateurs macroéconomiques 2023-2025 de la Guinée Bissau 44
Tableau 11 : Agrégats de la BDP et de la monnaie de la Guinée Bissau (en mds FCFA) ... 46
Tableau 12 : Aperçu des indicateurs macroéconomiques 2023-2025 du Mali 48
Tableau 13 : Agrégats de la BDP et de la monnaie du Mali (en mds FCFA) 50
Tableau 14 : Aperçu des indicateurs macroéconomiques 2023-2025 du Niger 52
Tableau 15 : Agrégats de la BDP et de la monnaie du Niger (en mds FCFA) 55
Tableau 16 : Aperçu des indicateurs macroéconomiques 2023-2025 du Sénégal 56
Tableau 17 : Agrégats de la BDP et de la monnaie du Sénégal (en mds FCFA) 59
Tableau 18 : Aperçu des indicateurs macroéconomiques 2023-2025 du Togo 60
Tableau 19 : Agrégats de la BDP et de la monnaie du Togo (en mds FCFA) 63

Liste des graphiques

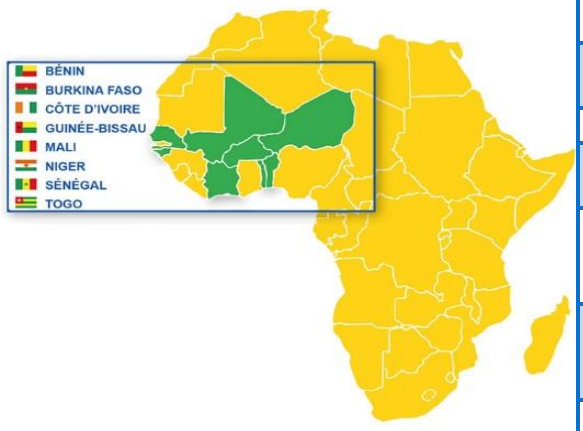
Figure 1 : Croissance économique des partenaires 10
Figure 2 : Croissance économique des partenaires 10
Figure 3: Evolution des cours de l'or ($/toz) 14
Figure 4: Evolution des cours du pétrole ($ US/baril) 15
Figure 5: Evolution des cours du coton (en $ US/Kg) 15
Figure 6: Evolution des cours de la fève de cacao ($/Kg) 16
Figure 7 : Evolution des cours du café arabica et robusta ($/Kg) 16
Figure 8 : Evolution des cours de l'uranium ($/Kg) 17
Figure 9 : Evolution des cours du lithium ($/Kg) 17
Figure 10 : Evolution du taux de change (F cfa/$, naira, yuan) 18
Figure 11 : Evolution du solde global de la BDP et de la masse monétaire 21
Figure 12: Evolution des exportations et importations de l'Union (en mds) 22
Figure 13 : Contribution des secteurs à la croissance 2024-2030 de l'Union (en points) 24
Figure 14 : Evolution des agrégats des recettes (fiscales et non) et dépenses (courantes et de capital) en % du PIB sur la période 2025-2030 26
Figure 15 : Evolution du solde budgétaire global et de la dette (en % du PIB) sur la période 2025-2029 26
Figure 16: Evolution de la croissance et du taux d'inflation du Bénin (en %) 32
Figure 17 : Contribution des secteurs à la croissance du Bénin (en points) 32
Figure 18 : Agrégats des finances publiques (en % du PIB) 31
Figure 19 : Solde budgétaire et encours de la dette (en % du PIB) 33
Figure 20 : Evolution de la croissance et du taux d'inflation au Burkina Faso (en %) 33
Figure 21 : Contribution des secteurs à la croissance du Burkina Faso (en points) 36
Figure 22 : Agrégats des finances publiques (en % du PIB) 37
Figure 23 : Solde budgétaire et encours de la dette (en % du PIB) 37
Figure 24 : Evolution de la croissance et du taux d'inflation en Côte d'Ivoire (en %) 40
Figure 25 : Contribution des secteurs à la croissance de la Côte d'Ivoire (en points) 40
Figure 26 : Agrégats des finances publiques (en % du PIB) 41
Figure 27 : Solde budgétaire et encours de la dette (en % du PIB) 41
Figure 28 : Evolution de la croissance et du taux d'inflation en Guinée-Bissau (en %) 45
Figure 29 : Contribution des secteurs à la croissance de la Guinée-Bissau (en points) 45
Figure 30 : Agrégats des finances publiques (en % du PIB) 46
Figure 31 : Solde budgétaire et encours de la dette (en % du PIB) 46
Figure 32 : Evolution de la croissance et du taux d'inflation au Mali (en %) 49
Figure 33 : Contribution des secteurs à la croissance du Mali (en points) 49
Figure 34 : Agrégats des finances publiques (en % du PIB) 50
Figure 35 : Solde budgétaire et encours de la dette (en % du PIB) 50
Figure 36 : Evolution de la croissance et du taux d'inflation au Niger (en %) 53

Figure 37 : Contribution des secteurs à la croissance du Niger (en points) 53
Figure 38 : Agrégats des finances publiques (en % du PIB) 54
Figure 39 : Solde budgétaire et encours de la dette (en % du PIB) 54
Figure 40 : Evolution de la croissance et du taux d'inflation au Sénégal (en %) 57
Figure 41 : Contribution des secteurs à la croissance du Sénégal (en points) 57
Figure 42 : Agrégats des finances publiques (en % du PIB) 57
Figure 43 : Solde budgétaire et encours de la dette (en % du PIB) 58
Figure 44 : Evolution de la croissance et du taux d'inflation au Togo (en %) 58
Figure 45 : Contribution des secteurs à la croissance du Togo (en points) 58
Figure 46 : Agrégats des finances publiques (en % du PIB) 62
Figure 47 : Solde bu dgétaire et encours de la dette (en % du PIB) 62

SIGLES ET ABREVIATIONS

BCEAO : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BDSM : Base de Données de la Surveillance Multilatérale
BDP : Balance des Paiements
CNPE : Comités Nationaux de Politique Economique
COVID-19 : Maladie à Coronavirus 2019
C.UEMOA : Commission de l'UEMOA
DPE : Département des Politiques Economiques et de la Fiscalité Intérieure
DPEE : Direction de la Prévision et des Etudes Economiques
FEC : Facilité Elargie de Crédit
FMI : Fonds Monétaire International
INS : Institut National de la Statistique
MAPS : Modèle d'Analyse, de Prévision et de Simulation
Mds : Milliards de FCFA
MQC : Modèle Quasi-Comptable de Prévision de la Commission
PEF : Programme Economique et Financier
PCSCS : Pacte de Convergence, de Stabilité, de Croissance et de Solidarité
PIB : Produit Intérieur Brut
PNDES : Plan National de Développement Economique et Social
pp : Point de pourcentage
RSM : Rapport Semestriel d'Exécution de la Surveillance Multilatérale
TRE : Tableau Ressources-Emplois
UEMOA : Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
WEO : World Economic Outlook

Bref aperçu de quelques indicateurs de l'UEMOA



Indicateurs	2023	2024	2025*[3]
Population (en millions)	142,8	147,0	151,3
Croissance du PIB réel (en %)	5,3	6,2	6,5
PIB nominal (mds FCFA)	124 278,4	135 355,4	148 380,1
Solde budgétaire global (en % du PIB)	-6,6	-5,3	-3,2
Taux d'inflation (en %)	3,7	3,5	0,0
Taux d'endettement (en %)	60,3	64,9	62,9
Ratio des Recettes fiscales sur le PIB nominal (en %)	14,0	14,2	15,1
Ratio de la Masse salariale sur les recettes fiscales (en %)	38,5	36,9	33,5
Taux d'investissement (en %)	28,3	27,2	26,0
Solde global BDP (mds FCFA)	-3 530,4	3 012,7	7 027,6
Masse monétaire (mds FCFA)	47 790,8	52 022,1	61 051,5

Messages clés

- **L'Union demeurerait résiliente malgré un ralentissement de sa croissance en 2026 à 5,7%[4] contre 6,5% en 2025.** Par rapport aux dernières prévisions de la Commission, la croissance économique de l'Union en 2026 a été révisée en baisse de 0,6 point de pourcentage (pp). Cette révision reflète essentiellement l'accentuation des incertitudes sur les plans international et régional observée depuis le déclenchement de la guerre au Moyen-Orient le 28 février 2026. Cependant, les perspectives à moyen terme restent globalement favorables. En effet, le taux de croissance de l'Union ressortirait à 6,0% en 2027 avant de s'établir en moyenne à 6,1% sur la période 2028-2030. Cette évolution serait soutenue par la mise en œuvre des programmes d'investissement inscrits dans les plans nationaux de développement, ainsi que par le renforcement de la production dans les secteurs extractif et manufacturier. Toutefois, la balance des risques est négative. En effet, les hypothèses sous-jacentes sont fragilisées notamment avec la reprise de nouvelles vagues de restriction commerciale imposées par les États-Unis à ses partenaires, l'incertitude sur la durée des conflits en Ukraine ainsi qu'au Moyen-Orient, la persistance de la crise sécuritaire dans la région ouest-africaine et la recrudescence des chocs climatiques.

- ***La gestion des finances publiques bénéficierait de l'engagement des États membres à poursuivre leurs efforts de consolidation budgétaire. Ainsi, le déficit budgétaire global de l'Union devrait être ramené à 3,0% du PIB à partir de 2027.*** Sous les hypothèses d'une optimisation du recouvrement des recettes publiques, d'une rationalisation des dépenses fiscales et d'une mise en œuvre rigoureuse des réformes communautaires, le déficit budgétaire global de l'Union se résorberait progressivement pour s'établir au plus à 3% du PIB à partir de 2027. L'atteinte de cette cible s'appuie sur plusieurs réformes déjà engagées en vue d'assainir les finances publiques. Celles-ci

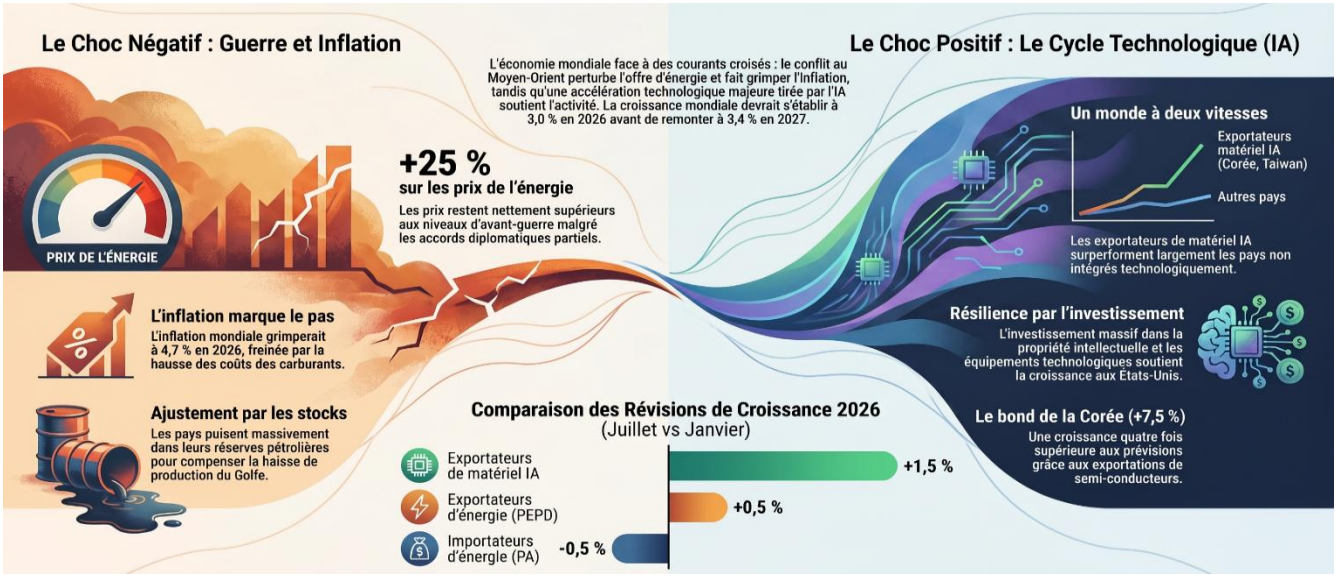
[3] Estimations.
[4] Avec les données des États membres reçues dans le RSM de juin 2026, le taux de croissance de l'Union serait de 5,9%, le déficit budgétaire global de 3,7% du PIB et le taux d'endettement de 62,5%.

s'inscrivent notamment dans le cadre des programmes économiques et financiers conclus avec le Fonds Monétaire International (FMI) et du plan d'actions révisé de l'UEMOA pour la mobilisation des recettes fiscales, adopté par la Décision n°01/2024/CM/UEMOA du 11 juillet 2024.

- ***La réduction des vulnérabilités liées à l'endettement demeurera une priorité des politiques publiques sur la période 2026-2030. Le taux d'endettement de l'Union devrait s'élever à 65,1% en 2026 soit une hausse de 2,2 pp par rapport à 2025, avant de diminuer à partir de 2028 tout en restant au-dessus de son niveau d'avant-Covid-19.*** Dans un contexte marqué par le renchérissement du coût des emprunts et la diminution de l'aide extérieure, les États membres devraient faire preuve d'une plus grande prudence dans la gestion de leur endettement. Ainsi, la réduction des déficits primaires, portée par les mesures de consolidation budgétaire, permettrait de ramener le taux d'endettement de l'Union à 61,2% en 2030.

I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

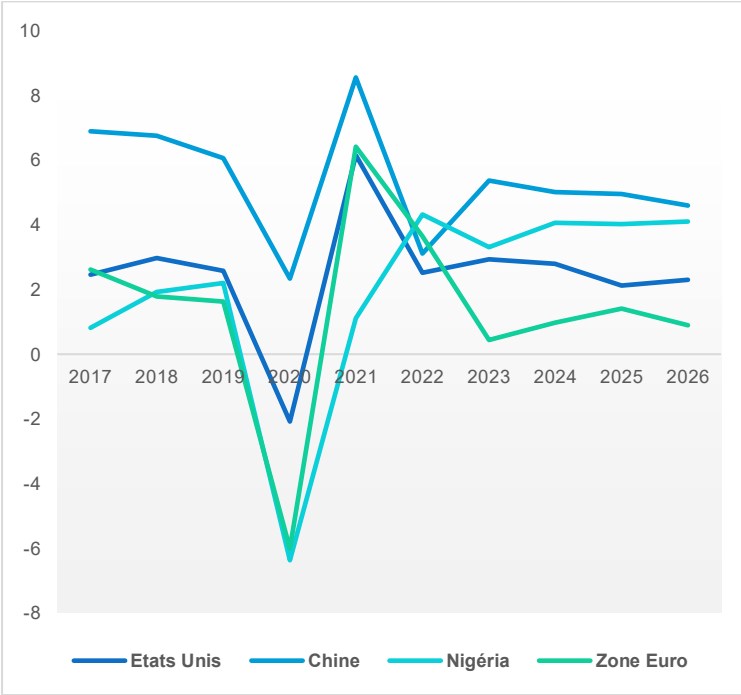
Figure 1 : Evolution de l'environnement international



1.1. Perspectives de croissance des principaux partenaires commerciaux de l'Union

La résilience de l'économie mondiale, soutenue par l'essor rapide des investissements dans l'intelligence artificielle, permettrait de contenir les chocs géopolitiques au Moyen-Orient, limitant le ralentissement de la croissance globale avant un rebond attendu dès 2027.

Figure 2 : Croissance économique des partenaires de l'UEMOA *(en %)*



Source : FMI, *Perspectives de l'Economie Mondiale (WEO)*, juillet 2026.

Selon le FMI, l'économie mondiale reste résiliente, en 2026, malgré les effets du conflit au Moyen-Orient avec une croissance projetée à 3,0% contre 3,5% en 2025. Cette situation s'explique par les investissements technologiques notamment par l'accélération de la dynamique du cycle technologique mondial, tirée par la demande et favorisée par les progrès et l'adoption de l'intelligence artificielle (IA) qui vient compenser en partie, les effets de la guerre au Moyen-Orient. La croissance mondiale remonterait ensuite à 3,4% en 2027 grâce à un retour progressif à la normale des chaînes d'approvisionnement en énergie avec l'augmentation des stocks ainsi que le boom technologique et l'effet d'entraînement de l'IA.

À court et moyen termes, la trajectoire de la croissance mondiale dépend principalement des perturbations géopolitiques qui pèsent sur le cours des matières premières et le commerce international. Ce dernier est notamment affecté par la hausse des droits de douane imposée par les États-Unis à la quasi-totalité de ses partenaires dont les pays à faible revenu en

particulier ceux d'Afrique. Toutefois, selon le FMI, les répercussions varient considérablement d'un pays à l'autre, en fonction de leur exposition aux conflits et de leur positionnement dans la chaîne de valeur technologique. En effet, au cours du premier semestre de l'année 2026, les pays bien intégrés dans la chaîne de valeur technologique mondiale particulièrement les quatre (04) principaux exportateurs nets de matériel lié à l'IA (la province chinoise de Taiwan, la Corée, la Thaïlande et la Malaisie) ont affiché une hausse de leur croissance inattendue.

Les prévisions de croissance mondiale pour 2026 et 2027 restent globalement inchangées par rapport aux Perspectives de l'économie mondiale (PEM) d'avril 2026 du FMI. Toutefois, cette situation masque d'importantes disparités entre les pays. En effet, les prévisions ont été revues à la hausse pour certains exportateurs d'énergie et pays intégrés à la chaîne de valeur technologique mondiale y compris ceux dont l'approvisionnement dépend du détroit d'Ormuz. À l'inverse, elles sont corrigées à la baisse pour les importateurs de produits de base qui peinent à tirer parti de la dynamique économique générée par l'IA.

Ainsi, aux États-Unis, la croissance reste inchangée par rapport aux dernières prévisions du FMI, s'établissant à 2,3% en 2026 et 2,2% en 2027. Cette croissance est soutenue par la politique budgétaire, des conditions financières accommodantes, la vigueur de la productivité et la poursuite des investissements des entreprises dans les technologies. Par ailleurs, les répercussions de la guerre au Moyen-Orient restent globalement limitées grâce au statut d'exportateur net d'énergie du pays. En zone euro, en revanche, la croissance est révisée à la baisse de 0,2 pp pour 2026, en lien avec la faiblesse de la confiance des consommateurs et le lourd impact négatif des résultats du premier trimestre en Irlande. Elle est attendue à 0,9% en 2026 et 1,2% en 2027. Enfin, le Japon et le Canada voient également leurs prévisions révisées à la baisse respectivement de 0,1 pp et 0,4 pp, tandis que celle du Royaume-Uni s'améliore de 0,2 pp pour 2026.

En ce qui concerne les « Pays émergents et en développement », leur croissance est prévue à 3,8% en 2026 et 4,5% en 2027, contre 4,5% en 2025, correspondant à une révision respectivement à la baisse de 0,1 pp et en hausse de 0,3 pp par rapport aux prévisions d'avril 2026 du FMI. Ces révisions sont différentes d'un pays à l'autre en fonction de leur dépendance vis-à-vis des produits de base, d'exposition géographique, d'envois de fonds et de recettes touristiques, de degré de sensibilité aux conditions financières, ainsi que de la place occupée dans la chaîne de valeur technologique mondiale. En effet, pour la Chine, la croissance devrait tomber à 4,6% en 2026 (+0,2 pp) et 4,1% en 2027 (+0,1 pp), car la hausse des cours mondiaux du pétrole, conjuguée à une incertitude persistante et à des vents contraires structurels, devrait peser sur l'activité. Pour ce qui est de l'Inde, elle figure toujours parmi les grandes puissances économiques qui connaissent la croissance la plus rapide, celle-ci étant attendue à 6,4% en 2026 (-0,1 pp) et 6,7% en 2027 (+0,2 pp), soutenue par une forte dynamique de la consommation privée et de l'activité dans le secteur des services.

Du côté des « Pays émergents et Pays en développement », la croissance devrait s'établir à 3,8% en 2026 et 4,5% en 2027, après 4,5% en 2025. Par rapport aux prévisions d'avril 2026 du FMI, ces trajectoires traduisent une révision à la baisse de 0,1 pp pour 2026 et une correction à la hausse de 0,3 pp pour 2027. Ces ajustements reflètent des réalités hétérogènes selon les pays en fonction de leur vulnérabilité aux cours des produits de base, de leur exposition géographique, des flux d'envois de fonds, des recettes touristiques, de leur sensibilité aux conditions financières ou encore de leur intégration dans la chaîne de valeur technologique mondiale. Ainsi, la croissance de la Chine fléchirait à 4,6% en 2026 (+0,2 pp) puis à 4,1% en 2027 (+0,1 pp), freinée par la hausse des cours mondiaux du pétrole, une incertitude persistante et des vents contraires structurels. À l'inverse, l'Inde demeure l'une des grandes économies les plus dynamiques avec une progression attendue de son activité de 6,4% en 2026 (-0,1 pp) et de 6,7% en 2027 (+0,2 pp), portée par la vigueur de la consommation privée et le dynamisme du secteur des services.

En Afrique subsaharienne, la croissance économique devrait s'établir à 4,3% en 2026 et 4,5% en 2027, après 4,5% en 2025. Cette croissance masque, toutefois, de fortes disparités entre les pays, qui reflètent les écarts en matière de marges de manœuvre budgétaires, d'avancement des réformes structurelles et de vulnérabilité aux chocs extérieurs. Ainsi, au Nigéria, les prévisions restent inchangées avec une croissance attendue à 4,1% en 2026 et 4,3% en 2027. Quant à l'Afrique du Sud, l'activité économique devrait se stabiliser à 1,1% en 2026 (+ 0,1 pp), maintenant son rythme de 2025, avant de se redresser à 1,3% en 2027.

Selon le FMI, les risques qui pèsent sur l'activité mondiale sont plus équilibrés qu'en avril 2026, mais les perspectives restent orientées à la baisse. Il s'agit notamment :

- **l'évolution de la situation au Moyen-Orient :** il s'agit du risque le plus immédiat pesant sur les prévisions. En effet, une recrudescence des tensions géopolitiques nuirait à la croissance et aggraverait les pressions inflationnistes. Toutefois, si la réouverture du détroit d'Ormuz se déroule plus facilement que prévu et si les cours des produits de base évoluent à la baisse par rapport au scénario de référence, la croissance pourrait être plus forte et l'inflation plus faible.
- **le regain des tensions commerciales :** le relèvement des droits de douane et la mise en place des restrictions non tarifaires pèseraient sur la croissance mondiale notamment si les dispositions touchent les secteurs en amont ou les intrants intermédiaires essentiels.
- **l'affaiblissement des marges de manœuvre :** alors que l'utilisation des ressources budgétaires s'avère cruciale pour atténuer l'impact direct des chocs actuels et relever les défis structurels, les marges de manœuvre s'amenuisent. Dans plusieurs grandes puissances économiques, le niveau élevé de la dette publique expose désormais les marchés souverains à des doutes quant à leur viabilité budgétaire, un risque accru en cas de nouveaux chocs simultanés. Pour bon nombre de pays à faible revenu, la situation est exacerbée par la baisse de l'aide publique au développement. Ce repli complique l'assainissement budgétaire nécessaire pour rétablir la confiance des marchés et contenir la hausse des rendements. Par conséquent, les systèmes de santé, d'éducation et de protection sociale se retrouvent affaiblis, alors même qu'ils doivent faire face à des menaces imminentes : l'urgence sanitaire internationale de la maladie à virus Ebola et la forte probabilité d'événements météorologiques extrêmes liés à un phénomène El Niño d'une intensité exceptionnelle.

Encadré 1 : Impact de la guerre au Moyen-Orient sur les économies de l'Union

Le conflit américano-israélo-iranien a éclaté le 28 février 2026 avec une opération militaire conjointe américano-israélienne consistant en des frappes sur l'Iran. En réponse, l'Iran a déclenché une vague de représailles massives à travers le Moyen-Orient.

Depuis le début de la guerre, le conflit a connu une intensification militaire et une extension géographique, notamment, à travers des opérations militaires dans plusieurs pays du Moyen-Orient. Il a pris également une dimension maritime et énergétique marquée par des attaques visant des installations pétrolières dans toute la région, ce qui provoque une forte inquiétude sur les marchés énergétiques internationaux. Six (06) mois après, le conflit est marqué par une violation répétée des accords de cessez-le-feu par les belligérants notamment le protocole d'accord d'Islamabad entre les Etats-Unis et l'Iran signé le 17 juin 2026 malgré les efforts diplomatiques dont le deuxième cycle de négociations techniques indirectes tenu à Doha (Qatar) qui s'est tenu les 30 juin et 1er juillet 2026. Sur le front israélo-libanais, la situation est également demeurée instable. Il est également à noter que le 20 juillet 2026, le porte-parole des houthis du Yemen, Yahya Saree, a annoncé officiellement l'instauration d'un blocus maritime contre l'Arabie saoudite, avec effet immédiat. Les Houthis ont déclaré que tout navire lié aux intérêts saoudiens transitant par la mer Rouge et le détroit de Bab el-

Mandeb sera considéré comme une cible potentielle. Cette situation exacerbe encore le conflit notamment son impact sur les cours des matières premières.

Le conflit en Iran et ses répercussions au Moyen-Orient génèrent un choc d'offre négatif pour l'économie mondiale, via la perturbation de l'acheminement des hydrocarbures et d'autres matières premières le long des différentes routes maritimes de la région (détroit d'Ormuz…) et de leur production dans les pays touchés par les frappes. Les conséquences de la crise pourraient se transmettre à l'économie mondiale à travers les différents canaux, non exhaustifs, ci-après : (i) la hausse des cours des hydrocarbures ; (ii) la perturbation des routes commerciales mondiales et le renchérissement des transports maritimes et aériens ; (iii) l'augmentation des cours des produits de base ; (iv) les difficultés de commercialisation de l'engrais et (v) la remontée des taux d'intérêt.

Au niveau régional, le conflit au Moyen-Orient pourrait entrainer, entre autres : (i) une accélération de l'inflation ; (ii) une réduction de l'aide publique au développement ; (iii) de fortes pressions sur les finances publiques ; (iv) une augmentation du service de la dette extérieure ; et (v) une détérioration possible des comptes extérieurs.

Il est à noter que, depuis le début du conflit, cinq (05) États membres de l'UEMOA (Bénin, Côte d'Ivoire, la Guinée Bissau, le Mali et le Togo) ont déjà révisé à la hausse le prix des produits pétroliers.

La Commission de l'UEMOA a mis en place un Comité ad hoc de suivi de la situation internationale afin d'analyser les conséquences du conflit en cours au Moyen-Orient sur les économies des Etats membres de l'Union. A cet effet, elle élabore des fiches hebdomadaires et des rapports mensuels.

Dans ce contexte de risques accrus liés notamment à la guerre au Moyen-Orient, les Etats membres sont invités à conduire des politiques prudentes pour préserver la stabilité macroéconomique et financière. En outre, les actions ci-après pourraient être entreprises pour atténuer l'impact du conflit sur les économies. Il s'agit de :

A court terme :

- adopter, le cas échéant, des mesures conjoncturelles nécessaires et ciblées pour limiter l'impact de la hausse des prix des produits énergétiques et alimentaires sur les populations vulnérables ;
- réactiver le projet de création d'une centrale régionale d'achat visant à acquérir de manière groupée et à fournir des engrais à des tarifs intéressants aux producteurs des Etats membres, et à pallier les risques de pénuries ;
- assurer une gestion saine et prudente des finances publiques visant à limiter les déficits budgétaires et l'endettement public afin de préserver la stabilité macroéconomique.

A moyen et long terme :

- accroitre les capacités de stockage en vue de constituer des stocks de sécurité de produits pétroliers adéquats. A cet égard, l'Union devrait actualiser et accélérer l'adoption du projet de directive relative à l'harmonisation de la constitution de stocks stratégiques de produits pétroliers ;
- renforcer les échanges intra-communautaires des produits agricoles à travers notamment, l'amélioration du système d'information, la levée des entraves à la libre circulation des biens, et la réalisation ou la réhabilitation des infrastructures de transport, de stockage, de conservation et de commercialisation des produits agricoles ;

- renforcer les actions pouvant contribuer à assurer une souveraineté économique, notamment, celles relatives à la transformation structurelle à travers l'intensification des investissements dans les secteurs stratégiques comme l'agro-industrie et l'énergie ;
- accélérer la mise en œuvre du Plan Stratégique de la Commission « IMPACT 2030 ». Dans cette démarche, il est urgent de s'attaquer particulièrement à l'exploitation accrue des phosphates et du gaz et de leur transformation locale en engrais afin de contribuer fortement à la transformation du secteur agricole, en dopant les rendements ;
- renforcer la compétitivité des Etats membres et du secteur privé de l'UEMOA à travers, notamment, la mise en œuvre d'initiatives telles que la stratégie régionale dénommée « ZLECAf-UEMOA 2025-2030 », adoptée par le Conseil des Ministres de l'Union, en sa session du 27 mars 2026 ;
- poursuivre le processus de mise en place du Fonds de Stabilisation Macroéconomique de l'UEMOA, en vue de doter l'Union d'un levier financier pouvant permettre de soutenir des actions visant l'atténuation des effets des chocs sur les économies des Etats membres.

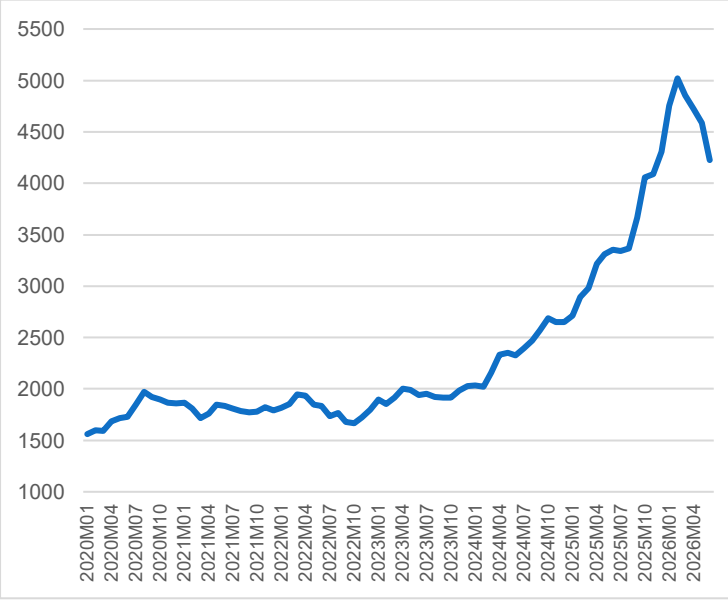
Source : Commission/DPE, juillet 2025

Le FMI souligne également que le choc technologique lié à l'IA représente un facteur d'incertitude majeur, oscillant entre opportunité historique et risque de bulle financière. D'une part, si les investissements massifs dans l'IA se traduisent rapidement par une adoption globale et des gains d'efficacité concrets, la croissance économique mondiale pourrait s'accélérer à moyen terme. D'autre part, si les promesses de rentabilité et de productivité s'avèrent décevantes, le secteur technologique risquerait de couper brutalement ses investissements. Un tel revirement provoquerait une correction boursière sévère, touchant de plein fouet les pays exportateurs d'IA et les marchés fortement dépendants des valeurs technologiques.

1.2. Evolution des cours internationaux des matières premières agricoles, produits miniers d'exportation et de taux de change de l'Union

Une évolution mitigée des cours internationaux des matières premières exportées par l'Union, au cours du premier semestre 2026, avec la poursuite de l'envolée du prix de l'or.

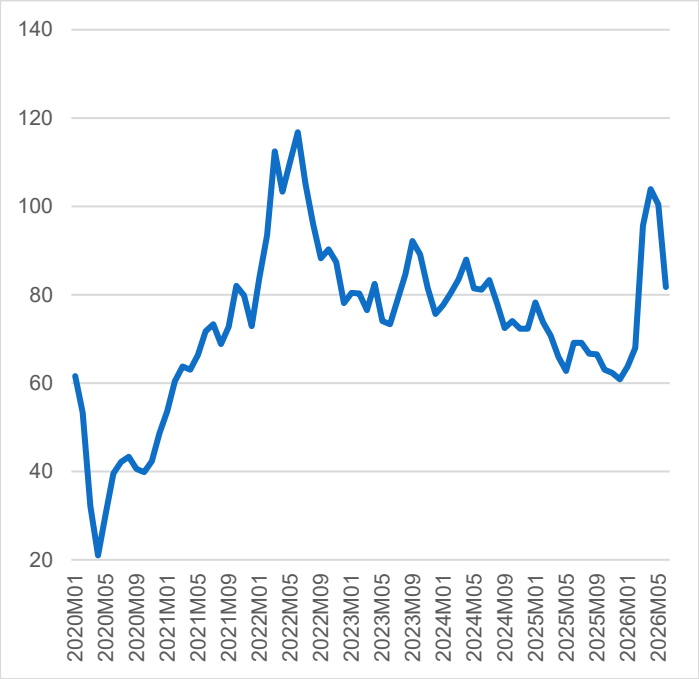
***Figure 3**: Evolution des cours de l'or ($/toz) et indice des métaux précieux*



Source : Banque mondiale, *Pink Sheet*, juillet 2025.

En 2025, le cours moyen de l'or a atteint un sommet historique à 3442 $ l'once, bondissant de 44,1% par rapport à 2024. Portés par des risques macroéconomiques persistants, les investisseurs maintiennent une forte demande pour cette valeur refuge, dont le prix ne cesse de battre des records depuis la crise de la Covid-19. Cette trajectoire s'est accélérée en février 2026 avec un pic inédit au-delà des 5 000 $, avant de s'établir à 4 228 $ en juin 2026 soit une hausse de 26,1% en glissement annuel. Sur le premier semestre 2026, la moyenne s'élève ainsi à 4 694 $l'once, contre 3 078$ sur la même période en 2025 (+52,5%). Ces perspectives demeurent favorables pour les pays de l'Union, grands producteurs d'or.

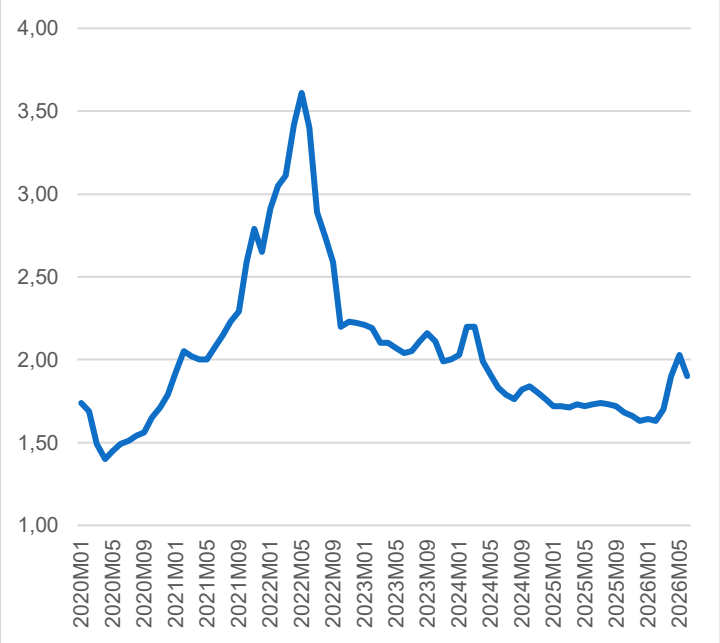
Figure 4: *Evolution des cours du pétrole (Moyenne) des cours « Dated Brent », « West Texas intermediate », et « Dubai Fateh », en $ US)*



Source : : Banque mondiale, *Pink Sheet*, juillet 2025.

En 2025, le cours moyen du baril de pétrole s'est établi à 67,4 $, soit une baisse de 14,4%, comparativement à 2024. Cette situation s'explique principalement par une combinaison de facteurs liés à l'offre robuste, après un relâchement progressif des quotas de l'OPEP+ et à la faible demande mondiale liée au ralentissement économique de grandes économies et aux incertitudes. De même, les incertitudes macroéconomiques et géopolitiques ont accentué son évolution à la baisse. Toutefois, le déclenchement de la guerre au Moyen Orient a renversé la tendance au cours de l'année 2026 avec un baril atteignant les 100 $ en avril et mai de l'année. En moyenne, sur les six (06) mois de l'année 2026, le cours du pétrole a été de 85,6 $/baril, soit une hausse de 22,1%, en glissement annuel. Globalement, en 2026, le prix du baril est attendu, en moyenne, à 89,3 $/baril et 78,7 $/baril en 2027.

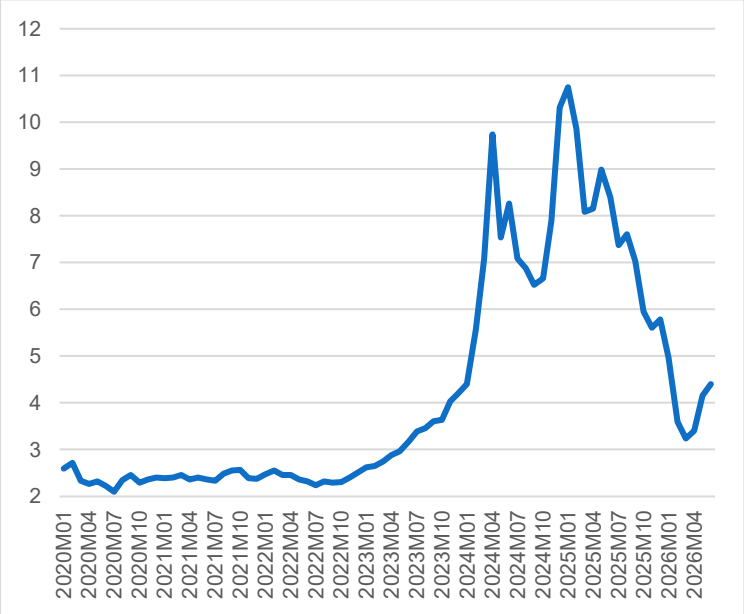
Figure 5: *Evolution des cours du coton (en $ US/Kg)*



Source : Banque mondiale, *Pink Sheet*, juillet 2026

En 2025, le prix moyen du Kg de Coton a été de 1,71$, soit une baisse de 10,5%, par rapport à 2024, en raison du ralentissement de la consommation mondiale des filatures combiné à une offre mondiale abondante, notamment du Brésil et de l'Afrique de l'Ouest. En outre, le marché du coton est fortement concurrencé par les fibres synthétiques, dans un contexte également de baisse des rentabilités due aux phénomènes climatiques. Au cours des six (06) mois de l'année 2026, le prix du coton a augmenté avec une moyenne à 1,8 $/Kg, soit une hausse de 4,6% en glissement annuel. Selon les prévisions, un redressement significatif n'est pas à espérer à court et moyen terme.

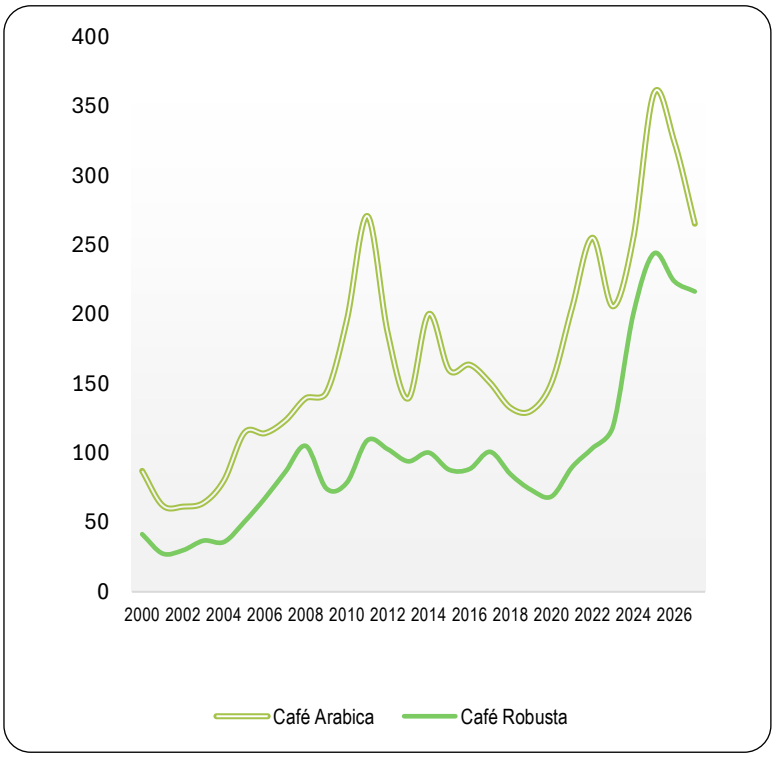
Figure 6: *Evolution des cours de la fève de cacao ($/Kg)*



Source : Banque mondiale, *Pink Sheet*, juillet 2026

En 2025, les cours moyens de la fève de cacao ont été de 7,8 $/Kg, soit une hausse de 6,4% comparativement à 2024, résultat d'une restructuration du marché. A cela s'ajoute la baisse volontaire des broyages industriels face aux coûts prohibitifs et d'une amélioration progressive des récoltes en Afrique de l'Ouest. Bien que la tension sur l'offre se soit atténuée en fin d'année 2025, les prix connaissent une forte chute depuis le début de l'année 2026 face au recul de la demande industrielle. En moyenne, sur les six (06) mois, le cours de la fève de cacao est ressorti à 3,96 $/Kg, soit une baisse de 56,2%, en glissement annuel.

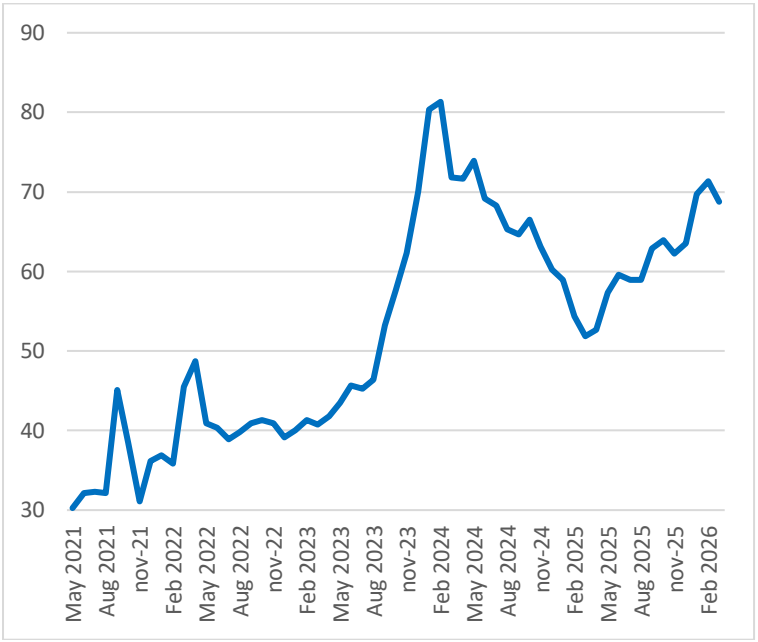
Figure 7 *: Evolution des cours du café arabica et robusta ($/Kg)*



Source : Banque mondiale, *Pink Sheet*, juillet 2025.

En 2025, les cours moyens des cafés *Arabica* qui ont atteint des sommets historiques et *Robusta* sont ressortis à 8,74 $/Kg et 4,86 $/Kg, soit une hausse respectivement de 50,7% et de 10,2% principalement due à une grave pénurie d'offre résultant de conditions météorologiques défavorables dans les principaux pays producteurs (Brésil, Colombie et Vietnam), combinée à une augmentation de la demande mondiale. En moyenne sur les six (06) mois, en 2026, les cours des cafés *Arabica* et *Robusta* enregistreraient respectivement une baisse en glissement annuel de 15% et 27,5% à la suite d'une augmentation de l'offre mondiale.

***Figure 8** : Evolution des cours de l'uranium ($/Kg)*



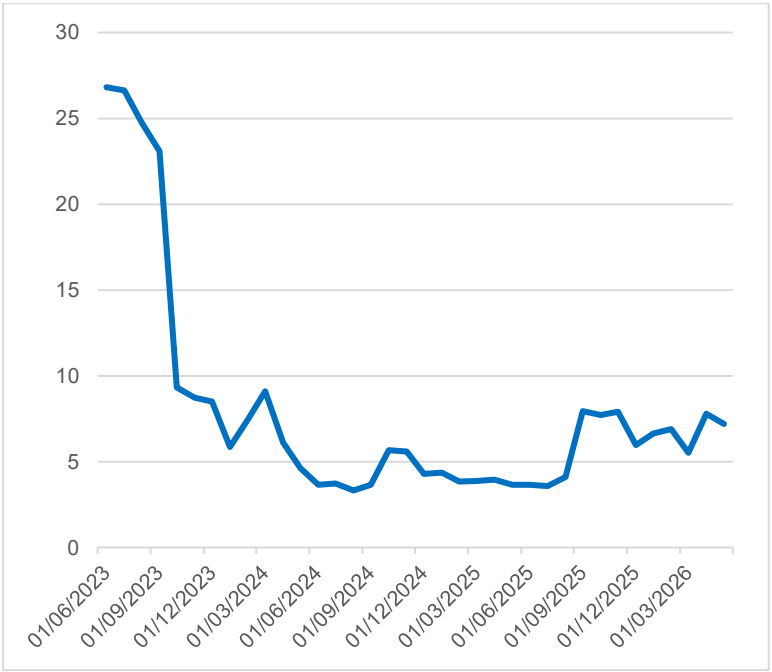
Source : Index Mundi, mars 2026

En 2025, les cours moyens de l'uranium sont sortis à 58,8 $/Kg soit une baisse de 15,8%. Sur les 3 mois de l'année 2026, le cours moyen a été de 69,9 $/Kg et de 68,78 $/Kg à mars en hausse respectivement de 27,1% et de 32,7% en glissement.

Le FMI les projette à 83,1 $/Kg en moyenne pour l'année 2026 après 58,77 $/Kg en 2025 et dépassant les 90 $/Kg à partir de 2027.

Cette tendance s'explique par plusieurs facteurs dont la relance du nucléaire et les nouveaux besoins énergétiques.

***Figure 9** : Evolution des cours du lithium ($/Kg)*

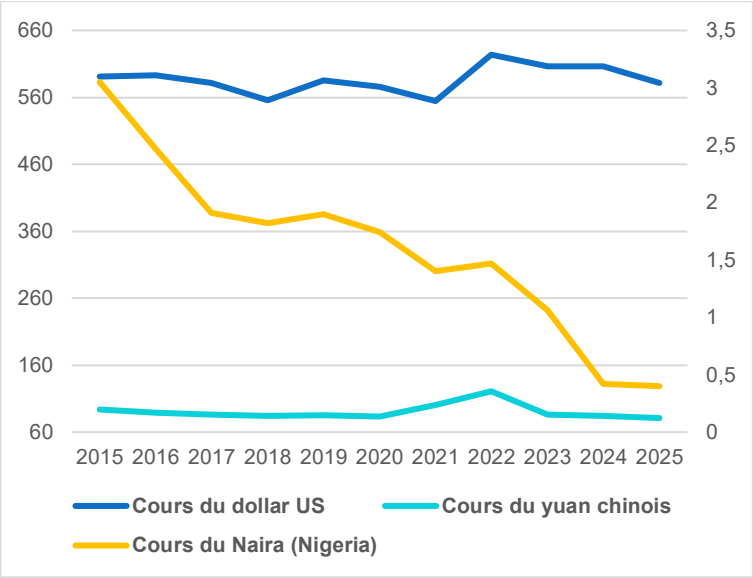


Source : Index Mundi, mars 2026

Les cours du lithium reprennent après la chute brutale de 2023, mais ils restent loin des niveaux de 2022.

En moyenne sur les 4 mois de 2026, les cours moyens étaient de 6,81$ en hausse de 72,7% en glissement annuel.

Figure 10 : *Evolution mensuelle du taux de change (F CFA/$, naira, yuan)*



Source : BCEAO, base de données.

Selon la BCEAO, sur le marché des changes, en 2025, le CFA s'est apprécié, sur un an, par rapport au dollar américain et au yuan chinois s'échangeant à 581,93 Francs et 80,93 Francs pour une unité respective de ces monnaies.

Dans la sous-région ouest africaine, le franc CFA a également gagné de la valeur par rapport au naira (+4,8%), au franc guinéen (+5,3%) et au dalasi (+6,6%). En revanche, le taux de change du franc CFA s'est déprécié de 7,9% à l'égard du cedi.

II. SITUATION ECONOMIQUE RECENTE ET PERSPECTIVES 2026-2030 DE L'UNION

2.1. Situation économique récente

2.1.1. Secteur réel et prix

En 2025, la croissance économique est restée solide, soutenue par une relative maîtrise de l'inflation. Toutefois, la persistance des défis structurels notamment liés à la diversification tout comme l'acuité des risques externes (géopolitiques, commerciaux) et internes (sécuritaires, gouvernance) imposent une vigilance constante et la poursuite active des réformes.

La croissance économique de l'Union s'est accélérée, passant de 6,2% en 2024 à 6,5% en 2025, soutenue par la bonne dynamique des principaux secteurs d'activité, notamment l'agriculture et les industries extractives.

Selon les résultats définitifs de la campagne agricole 2025/2026 publiés par le Comité permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS), la production céréalière dans la zone UEMOA a enregistré une hausse de 6,8%, après une progression de 3,0% lors de la saison 2024/2025. À l'échelle nationale, cette performance est portée par un net renforcement de la production en Guinée-Bissau (+25,6%), au Burkina (+17,8%), au Mali (+11,5%) et au Togo (+10,6%), suivi de hausses plus modérées en Côte d'Ivoire (+8,0%), au Sénégal (+4,1%) et au Bénin (+1,1%). En revanche, la production s'est repliée au Niger, affichant une baisse de 10,8%.

Concernant les cultures d'exportation, la tendance est globalement orientée à la hausse. D'après les données de la BCEAO[5], la récolte d'arachide a progressé de 16,4%, favorisée par une bonne répartition des pluies dans les bassins de production. Des augmentations substantielles ont été observées au Sénégal (+26,8%), en Côte d'Ivoire (+21,4%) et au Bénin (+21,3%). Pour sa part, l'offre régionale de caoutchouc s'est élevée à 1 853 100 tonnes, soit une amélioration de 9,9% par rapport à la campagne précédente. Cette dynamique résulte notamment des mesures d'accompagnement des autorités ivoiriennes visant à structurer la filière. Quant à la production de noix de cajou, elle s'est établie à 2 128 350 tonnes, en progression de 43,1%. Cette forte hausse est principalement imputable à l'expansion de l'offre en Côte d'Ivoire (+64,0%), et, dans une moindre mesure, en Guinée-Bissau (+11,0%)

[5] BCEAO, juin 2026, « Rapport sur la politique monétaire ». https://www.bceao.int/fr/publications/rapport-sur-la-politique-monetaire-dans-lumoa-juin-2026

et au Burkina (+10,0%). Cette évolution s'explique par des conditions climatiques favorables et, spécifiquement en Côte d'Ivoire, par un meilleur encadrement technique des producteurs ainsi que par la revalorisation des prix bord champ.

À l'inverse, les filières du café-cacao et du coton ont enregistré des replis. L'offre de cacao a diminué de 2,6% pour s'établir à 1 862 200 tonnes, en lien avec la baisse de la production en Côte d'Ivoire (-2,7%) induite par des conditions climatiques défavorables. Les récoltes de café ont subi une contraction encore plus sévère de 43,7% au terme de la campagne 2025/2026, retombant à 57 300 tonnes ; un recul essentiellement dicté par le choc climatique en Côte d'Ivoire où l'offre s'est effondrée de 62,2%.

Enfin, la production de coton graine est estimée à 1 988 034 tonnes, en baisse de 6,9 % par rapport à la campagne 2024/2025. Ce repli est imputable aux attaques persistantes de jassides, des ravageurs de la culture cotonnière qui ont lourdement affecté le Mali (-33,9%) et la Côte d'Ivoire (-10,4%). Ce fléchissement régional a toutefois été atténué par la résilience des productions au Togo (+21,9%), au Burkina (+14,9%), au Bénin (+7,4%) et en Guinée-Bissau (+2,7%).

Tableau 1: *Evolution de la production agricole de l'UEMOA (en %)*

	2022/2023	2023/2024	2024/2025	2025/2026
Production vivrière				
Céréales	14,4	8,8	3,1	6,8
Tubercules	3,6	4,7	0,4	3,7
Autres Cultures	12,8	-2,2	6,0	0,02
Cultures d'exportation				
Cacao	5,8	-22,5	3,8	-2,6
Café	41,1	-38,6	36,9	-43,7
Coton graine	-24,8	-4,8	1,9	-6,9
Arachide	3,6	9,9	12,9	16,4
Noix de cajou	14,2	8,3	16,2	43,1
Caoutchouc	15,9	21,1	21,9	9,9

Source : BCEAO, juin 2026.

Le secteur secondaire s'est vigoureusement renforcé, porté par l'essor de la production pétrolière au sein de l'Union. En Côte d'Ivoire, le gisement Baleine a consolidé sa montée en puissance, sa production atteignant 23 millions de barils en 2025, contre 16 millions l'année précédente. Au Niger, l'intensification des exportations de brut via le pipeline international a permis de porter la production à une moyenne annuelle d'environ 98 000 barils par jour, contre 52 000 barils par jour en 2024. Enfin, le Sénégal a pleinement bénéficié du démarrage de l'exploitation gazière et de la première année complète de production du champ pétrolier de Sangomar.

Au niveau des prix, l'inflation globale au sein de l'Union s'est établie à un niveau nul en 2025, marquant une nette décélération après la hausse de 3,5% enregistrée en 2024. Cette stabilité d'ensemble reflète une modération généralisée des indices de prix à la consommation dans tous les États membres, le taux maximum ne dépassant nulle part le seuil des 3%. Derrière cette moyenne communautaire se cachent toutefois des trajectoires divergentes. En effet, le Niger (-4,7%) et le Burkina Faso (-0,5%) ont enregistré une déflation. À l'inverse, une hausse modérée des prix a été observée dans le reste de l'Union, le Mali affichant la progression la plus marquée (+2,3%), suivi du Sénégal (+1,4%), du Bénin (+1,1%), de la Guinée-Bissau (+0,9%), du Togo (+0,5%) et de la Côte d'Ivoire (+0,1%).

2.1.2. *Finances publiques et dette*

En 2025, la consolidation budgétaire au sein de l'Union s'est traduite par une nette réduction du déficit global, portée par la rationalisation des dépenses publiques et une meilleure mobilisation des ressources internes. Cette rigueur a également permis de contenir le taux d'endettement, qui s'inscrit en recul en dépit d'un contexte financier international plus exigeant.

En 2025, la gestion des finances publiques dans l'Union a été conduite dans le cadre d'un effort général de consolidation budgétaire visant à réduire le déficit. Ainsi, grâce à une maitrise des dépenses publiques et à une amélioration du recouvrement des ressources internes, le déficit budgétaire global de l'Union est passé de 5,3% du PIB à 3,2%.

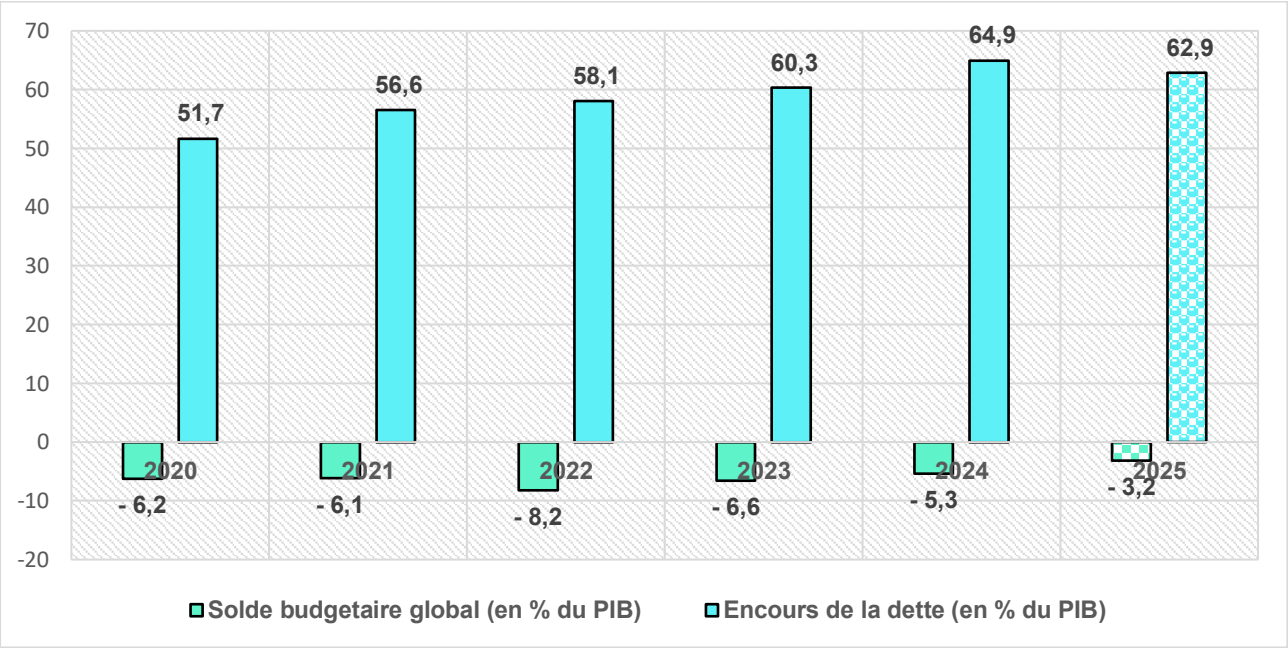
La mobilisation des recettes (17,9% du PIB en 2025, après 17,1% en 2024) s'est améliorée grâce à la mise en œuvre des réformes engagées par les États membres pour une meilleure administration de l'impôt et l'élargissement de l'assiette fiscale. Le taux de pression fiscale est ressorti à 15,1% en 2025, contre 14,2% en 2024. Cependant, les dons ont continué leur repli pour la 5ème année consécutive (-10,5%, contre -21,3% en 2024) démontrant, une fois de plus, l'importance pour les Etats membres d'améliorer la mobilisation des ressources internes pour faire face à leur besoin de développement économique et social. En ce qui concerne les dépenses publiques totales, elles ont été exécutées à hauteur de 21,1% du PIB après 22,4% du PIB témoignant de la volonté des Etats membres de les rationaliser.

Pour ce qui est de l'endettement, le taux de l'Union s'est établi à 62,9% du PIB en 2025, correspondant à 2,1 pp de moins que l'année 2024, en lien avec la réduction du déficit budgétaire et les efforts des Etats membres dans sa gestion.

En 2025, la gestion des finances publiques au sein de l'Union s'est inscrite dans une dynamique de consolidation budgétaire visant le redressement des comptes publics. Ainsi, sous l'effet conjugué de la maîtrise des dépenses et du renforcement de la collecte des ressources intérieures, le déficit budgétaire global de l'Union s'est réduit à 3% du PIB, contre 5,3% en 2024.

S'agissant de la dette publique, le taux d'endettement de l'Union est ressorti à 62,9% du PIB en 2025, soit un retrait de 2,1 pp par rapport à 2024. Cette amélioration reflète directement la résorption du déficit budgétaire et la gestion plus prudente de la dette par les États membres.

***Figure 11** : Evolution du solde budgétaire global et de l'encours de la dette de l'Union*



Source : Commission de l'UEMOA, juin 2026.

Globalement, en 2025, une amélioration a été observée au niveau des indicateurs macroéconomiques suivis dans le cadre de l'exercice de la surveillance multilatérale[6] pour la majeure partie des Etats membres. En effet, cinq (05) pays ont respecté l'indicateur clé portant sur le solde budgétaire global rapporté au PIB qu'aucun Etat membre ne respectait entre 2020 et 2023.

En plus, ces pays respectent les deux (02) indicateurs classés dans les critères de premier rang du dernier Pacte de Convergence, de Stabilité, de Croissance et de Solidarité (PCSCS) suspendu en 2020, permettant ainsi à l'Union de converger au regard de l'article premier Règlement n°10/2007/cm/uemoa portant définition de la notion de la masse critique d'Etats membres dans le cadre du Pacte de Convergence, de Stabilité, de croissance et de Solidarité entre les Etats membres de l'UEMOA. En effet, ledit stipule : « La notion de « masse critique », telle que prévue par l'article 9 de l'Acte additionnel n°04/99 du 08 décembre 1999 modifié par l'Acte additionnel n° 02/2006 du 27 mars 2006, s'entend d'un nombre d'États membres au moins égal à quatre, respectant les quatre critères de premier rang et représentant au minimum 65% du PIB nominal de l'Union ».

***Tableau 2 :** Nombre de pays respectant les indicateurs macroéconomiques de suivi des économies de l'Union*

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Solde budgétaire global (en % du PIB)	3	1	4	4	4	0	0	0	0	2	5
Taux d'inflation (en %)	8	8	8	8	7	8	2	1	3	3	8
Encours de la dette (en % du PIB)	8	8	8	8	7	6	7	6	6	6	6
Salaire et traitement (en % des recettes fiscales)	2	2	2	1	2	1	1	1	2	2	2
Ratio des Recettes fiscales sur le PIB nominal	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Source : Commission, juin 2026

[6] Les critères sont définis dans le Pacte de Convergence, de Stabilité, de Croissance et de Solidarité (PCSCS) de 2015 suspendus en 2020 mais la Commission continue à les suivre grâce aux dispositions de la Recommandation N°02/2020/CM/UEMOA du 26 juin 2020 relative aux modalités d'exercice de la surveillance multilatérale.

2.1.3. *Secteur extérieur et monnaie*

En 2025, le solde global de la balance des paiements s'est nettement amélioré, porté par une réduction substantielle du déficit courant, malgré le ralentissement des entrées de capitaux au titre du compte financier.

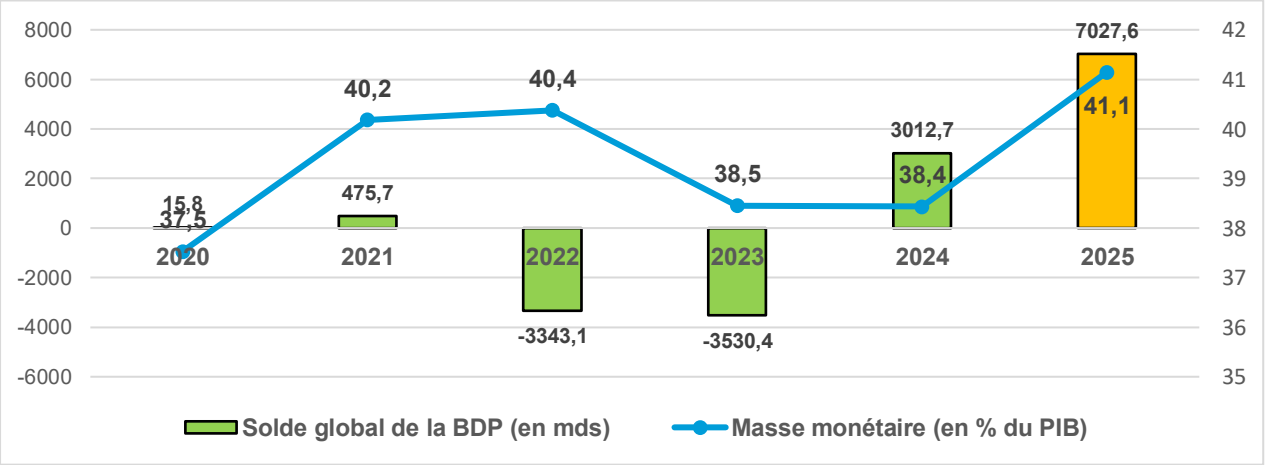
Les échanges extérieurs de l'Union ont affiché un excédent record du solde global estimé à 7027,6 mds en 2025, contre celui de 3 012,7 mds en 2024 en lien essentiellement avec la baisse considérable du déficit du compte des transactions courantes, atténuée par celle des entrées de capitaux au titre du compte financier.

Il est à noter que les exportations ont reflété essentiellement l'évolution favorable des termes de l'échange (+16,5%) et l'accroissement des ventes d'hydrocarbures, à la suite de la mise en pleine production des unités pétrolières au Niger, au Sénégal et en Côte d'Ivoire. Les ventes à l'extérieur de pétrole (+111,7%), de cacao (+59,0%), d'or (+48,4%) et de caoutchouc (+34,2%) ont contribué à la consolidation du niveau des exportations en 2025. La progression des importations est en lien avec l'augmentation des acquisitions de biens intermédiaires et d'équipement (+16,8%), de la facture énergétique (+12,8%) et, dans une moindre mesure, des achats à l'extérieur de produits alimentaires (+8,8%).

L'excédent du compte de capital a atteint 1 669,6 mds en 2025 contre 1 293,1 mds un an plus tôt, en relation avec la progression des dons-projets dans certains pays de l'Union. Les entrées nettes de capitaux au titre du compte financier se sont contractées de 24,9%, en lien principalement avec la baisse des flux d'investissements directs étrangers (IDE). Ce recul fait suite à l'achèvement de plusieurs grands projets pétroliers et gaziers dans l'Union, notamment Sangomar (pétrole) et Grand Tortue Ahmeyim (gaz) au Sénégal, ainsi que le pipeline Niger-Bénin, et s'est accompagné d'un fléchissement des tirages publics nets des Etats (-9,2%). Cette détérioration a toutefois été partiellement compensée par une hausse des investissements de portefeuille, soutenue par les émissions d'eurobonds du Bénin, de la Côte d'Ivoire et de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), pour un montant net total de 2 176,4 mds.

La situation monétaire de l'Union à fin décembre 2025, comparée à celle à fin décembre 2024, est caractérisée par un accroissement de 17,4% de la masse monétaire, contre 8,9% en 2024, en lien avec la consolidation des actifs extérieurs nets (+174,8%) et la hausse des créances intérieures de 6,5%. En particulier, les concours des institutions de dépôt à l'économie se sont accrus de 5,6%, après 4,5% observés en 2024. La masse monétaire est ressortie à 61 051,5 mds en 2025, contre 52 022,0 mds en 2024, correspondant à 41,1% du PIB et 38,4% du PIB respectivement.

Figure 12 : *Evolution du solde global de la balance des paiements et de la masse monétaire de l'Union*



Source : à partir des données de la BCEAO, juin 2026.

2.2. Perspectives économiques 2026-2030 de l'Union

Les perspectives macroéconomiques de l'Union sont prometteuses, mais fortement tributaires de l'évolution de la conjoncture économique internationale et régionale.

2.2.1. Hypothèses de prévision

Les perspectives macroéconomiques de l'Union sur la période 2026-2030 s'appuient sur un ensemble d'hypothèses sujet à des incertitudes au regard du contexte international et régional. Il s'agit notamment de :

- l'impact limité des crises géopolitiques (guerre au Moyen-Orient, en Ukraine, etc.) sur les économies de l'Union la levée progressive et coordonnée des principales barrières commerciales créées par la hausse des droits de douane américains, à court terme, qui permettrait une reprise de la croissance mondiale ;
- le renforcement de la coopération en matière de lutte contre le terrorisme qui conduirait à une diminution des menaces sécuritaires dans la région ;
- la mise en œuvre efficace des programmes et projets de développement structurants, nationaux et communautaires, qui soutiendrait notamment le secteur agricole et renforcerait sa résilience aux chocs climatiques ;
- la production pétrolière qui devrait s'accélérer en Côte d'Ivoire, au Niger et au Sénégal à partir de 2025, soutenant l'apport des investissements à la croissance de l'Union ; et
- la mise en œuvre efficace des réformes en matière de gestion des finances publiques et d'endettement par les États membres, mais aussi celle du plan d'actions pour la mobilisation optimale des recettes fiscales ainsi que des réformes soutenues par les programmes appuyés par le FMI et visant à améliorer la mobilisation des recettes, à mieux maîtriser les dépenses courantes, à optimiser l'efficacité des investissements, et à garantir un endettement prudent et durable à moyen terme.

Encadré 2 : Méthode de calcul des agrégats de l'Union

Les perspectives de l'Union sont dégagées à partir de celles des Etats membres. Ainsi, les agrégats de l'Union exprimés en valeur, notamment le PIB nominal et les agrégats des finances publiques, sont obtenus par la simple somme des valeurs observées au niveau des Etats membres. La démarche présente des limites, particulièrement pour les finances publiques dont la méthodologie de production des données n'est pas toujours harmonisée dans la pratique (différences de champs et de manuels de référence).

En revanche, pour les comptes nationaux, tous les Etats membres ont, aujourd'hui, procédé à la revalorisation de leurs PIB, avec comme nouvelles années de base 2014 pour le Sénégal, 2016 pour le Togo et 2015 pour les autres, ainsi qu'à la migration du Système de Comptabilité Nationale (SCN) de 1993 vers le SCN de 2008. A cet effet, la nouvelle année de base des comptes nationaux à prix constants de l'Union est passée de 1999 à 2015 et pour élaborer les agrégats et indicateurs régionaux à prix constants, les comptes de tous les Etats sont ramenés aux prix de n-1, à partir de leurs PIB à prix courants, tout en conservant le taux de croissance national.

2.2.2. Secteur réel et prix

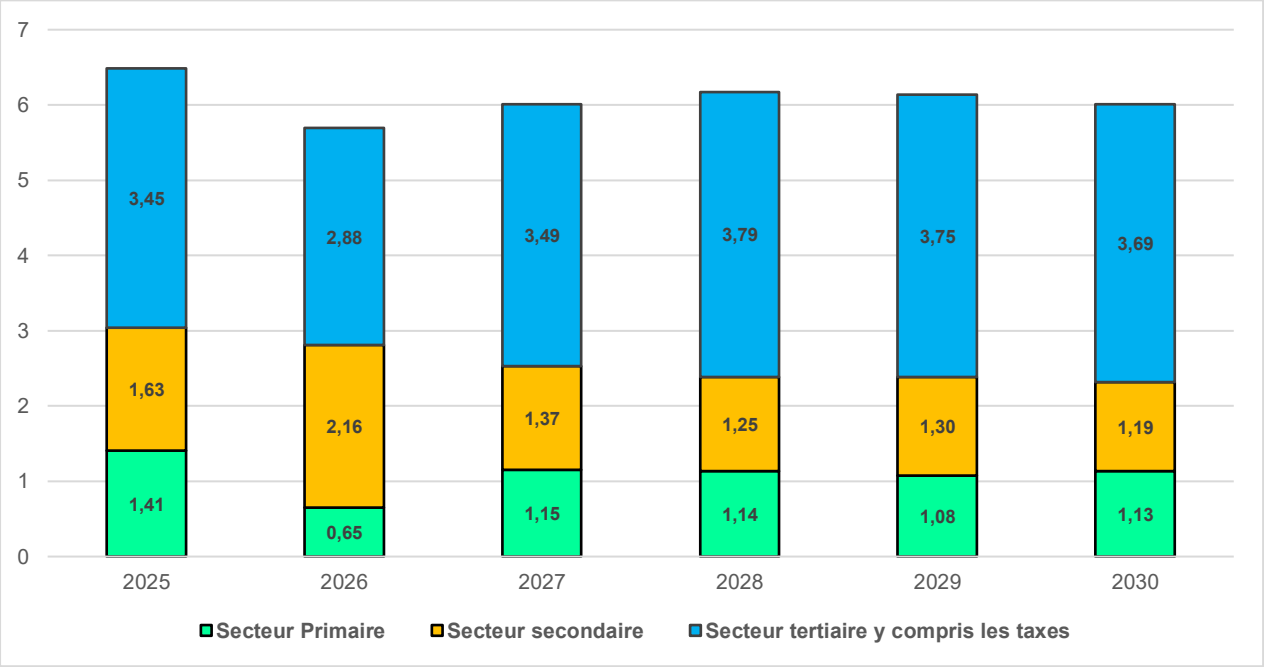
La croissance économique serait vigoureuse, sur la période 2026-2030, soutenue, entre autres, par la production agricole et énergétique ainsi que par une gestion macroéconomique prudente.

La croissance économique de l'Union ressortirait à 5,7% en 2026, après 6,5% en 2025, portée par la bonne tenue de l'ensemble des secteurs d'activité. Le primaire et le secondaire se revigoreraient notamment grâce à la hausse de la production agricole et au dynamisme des industries extractives, en particulier pétrolières. Ce taux de croissance est révisé en baisse de 0,6 pp par rapport aux dernières prévisions de la Commission, intégrant les récents développements défavorables de la conjoncture internationale, en partie atténués par la résilience des économies de l'Union.

La contribution du secteur primaire à la croissance serait de 0,9 pp en 2026, après 1,6 pp en 2024, à la suite des résultats relativement bons de la campagne agricole au sein des Etats membres, et celle du secteur secondaire passerait de 1,4 point en 2024 à 1,7 pp en 2025, grâce à l'augmentation de la production pétrolière. En ce qui concerne le secteur tertiaire (y compris les taxes nettes sur les produits), sa contribution ressortirait à 3,6% en 2025, après 3,3% en 2024, soutenue principalement par les activités des services marchands.

En 2027, la croissance économique de l'Union serait de 6,0%, soit une révision à la baisse de 0,4 pp par rapport aux dernières prévisions résultant des incertitudes relevées, aussi bien au niveau international que régional. En moyenne sur la période 2028-2030, la croissance économique de l'Union serait de 6,1%. Toutefois, ces perspectives sont sujettes à des risques liés, entre autres, aux (i) **tensions géopolitiques persistantes ; (ii) barrières commerciales et protectionnisme ; (iii) menaces sécuritaires au Sahel central et leurs extensions ; (iv) chocs climatiques ; et (v) financements extérieurs**[7]. Ces éléments de risques exigent une vigilance constante et la mise en œuvre de politiques macroéconomiques et structurelles robustes pour assurer une croissance durable et inclusive dans la région.

Figure 13 : *Contribution des secteurs à la croissance 2025-2030 de l'Union (en points)*



Source : Commission de l'UEMOA.

Sur la période 2026-2030, la structure économique de l'Union ne connaîtrait pas de modification significative. Le secteur tertiaire (y compris les taxes nettes sur les produits)

[7] , Les détails sur ces risques sont rapportés sur la partie relative aux risques et recommandations de politiques économiques au (2.2.4)

demeurerait le principal moteur de la croissance, porté par la dynamique des services marchands (commerce, transport, hébergement et services financiers).
Le secteur secondaire bénéficierait quant à lui de la bonne tenue de l'ensemble de ses branches, notamment du BTP, soutenu par les projets d'investissements publics structurants, ainsi que de la montée en puissance des activités extractives.
S'agissant du secteur primaire, sa contribution resterait tributaire d'une production agricole sujette aux aléas climatiques.
Enfin, les risques pesant sur ces perspectives demeurent orientés à la baisse. Ils sont principalement liés à la dégradation de la situation sécuritaire, aux retards dans la réalisation des projets publics à fort impact, ainsi qu'aux incertitudes entourant la finalisation des réformes structurelles.

En 2026, au niveau régional, l'inflation devrait se situer légèrement en dessous de 3,0% en dépit des hausses observées au cours du premier trimestre de l'année en lien avec le conflit au Moyen-Orient.

A fin juillet 2026, le taux d'inflation dans l'Union est ressorti à -0,3%, en moyenne annuelle, contre 1,8% à la même période de 2025. Dans les Etats membres, par ordre décroissant, le taux d'inflation est de 1,5% au Sénégal, 0,9% en Côte d'Ivoire, 0,5% au Bénin, 0,4% au Mali, 0,3% au Togo, -0,8% au Burkina Faso, -2,1% en Guinée Bissau et -7,6% au Niger.

Les perspectives de croissance de l'Union et des Etats membres sont résumées dans le tableau ci-après :

Tableau 3: *Perspectives de croissance 2026-2030 de l'Union et des Etats membres (en %)*

ETAT MEMBRE	CROISSANCE (en %)						DIFFERENCE PAR RAPPORT A JUILLET 2025 (*en point de pourcentage*)				
	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2025	2026	2027	2028	2029
BENIN	8,1	6,8	6,9	7,0	6,9	6,8	2,0	0,5	0,9	1,0	0,8
BURKINA FASO	5,3	5,2	5,0	5,2	5,4	5,1	0,4	0,0	-0,8	-0,3	0,1
CÔTE D'IVOIRE	6,6	6,0	6,5	6,9	6,8	6,6	0,5	0,1	0,2	0,0	0,2
GUINEE BISSAU	5,8	5,1	5,0	5,4	5,6	5,7	0,7	0,3	0,3	0,8	0,6
MALI	5,6	5,7	6,8	6,2	5,7	5,5	0,7	0,5	1,1	0,8	0,0
NIGER	6,9	6,8	6,5	6,7	6,2	5,5	-1,9	-1,0	-1,0	1,2	1,0
SENEGAL	6,7	4,3	4,9	4,6	4,9	4,8	0,0	-3,7	-2,7	-1,0	-0,3
TOGO	6,1	6,0	6,2	6,4	6,1	6,3	0,3	0,0	0,5	0,1	-1,0
UNION	**6,5**	**5,7**	**6,0**	**6,2**	**6,1**	**6,0**	**0,3**	**-0,6**	**-0,4**	**0,0**	**0,2**

Source : DPEE, Commission de l'UEMOA, juin 2026.

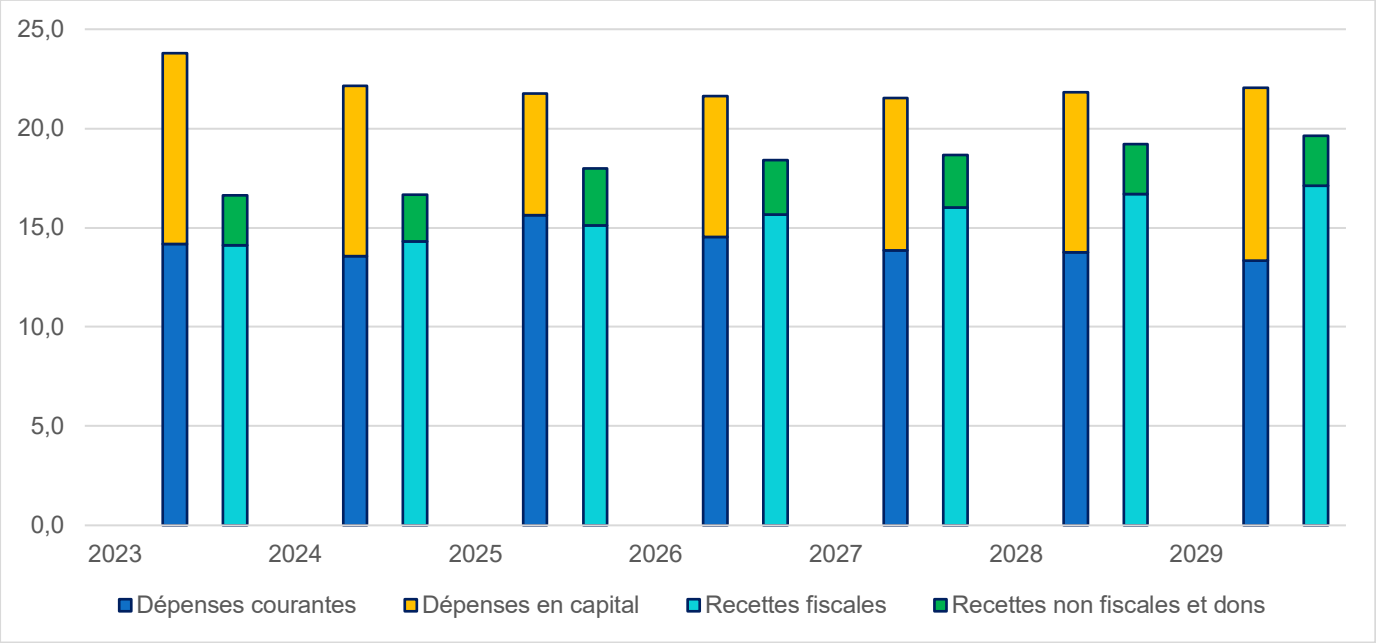
2.2.3. Finances publiques et dette publique

La poursuite vigoureuse des réformes dans les États membres, marquée par une gestion prudente des dépenses publiques et un renforcement de la mobilisation des recettes internes sont essentiels pour faire passer le déficit budgétaire global de l'Union en dessous des 3% du PIB à partir de 2027 ainsi que de réduire l'endettement.

La gestion des finances publiques se tiendrait dans un contexte de poursuite de la tendance baissière des dons donc de pression accrue pour améliorer la mobilisation des ressources intérieures. Les marges de manœuvre étant limitées dans cette mobilisation, au regard des multiples défis et chocs qui affectent l'Union, la volonté de consolidation budgétaire des États membres passerait par une maîtrise rigoureuse des dépenses publiques. Ainsi, grâce, entre autres, à la mise en œuvre des réformes aussi bien entreprises dans le cadre des programmes économiques et financiers appuyés par le FMI que celles du plan d'actions pour la mobilisation optimale des recettes fiscales, une amélioration serait observée avec un taux de pression fiscale passant de 15,1% en 2026 à 16,1% en 2030. De manière globale, les recettes de l'Union ressortiraient à 17,9% en 2026 et se situeraient à 18,7% en 2030. Pour ce qui est des dépenses publiques de l'Union, elles seraient en hausse de 6,6% en 2026,

atteignant ainsi 21,2% du PIB, après 18,9% du PIB en 2025 et, en moyenne, 21,1% du PIB sur la période 2027-2030.

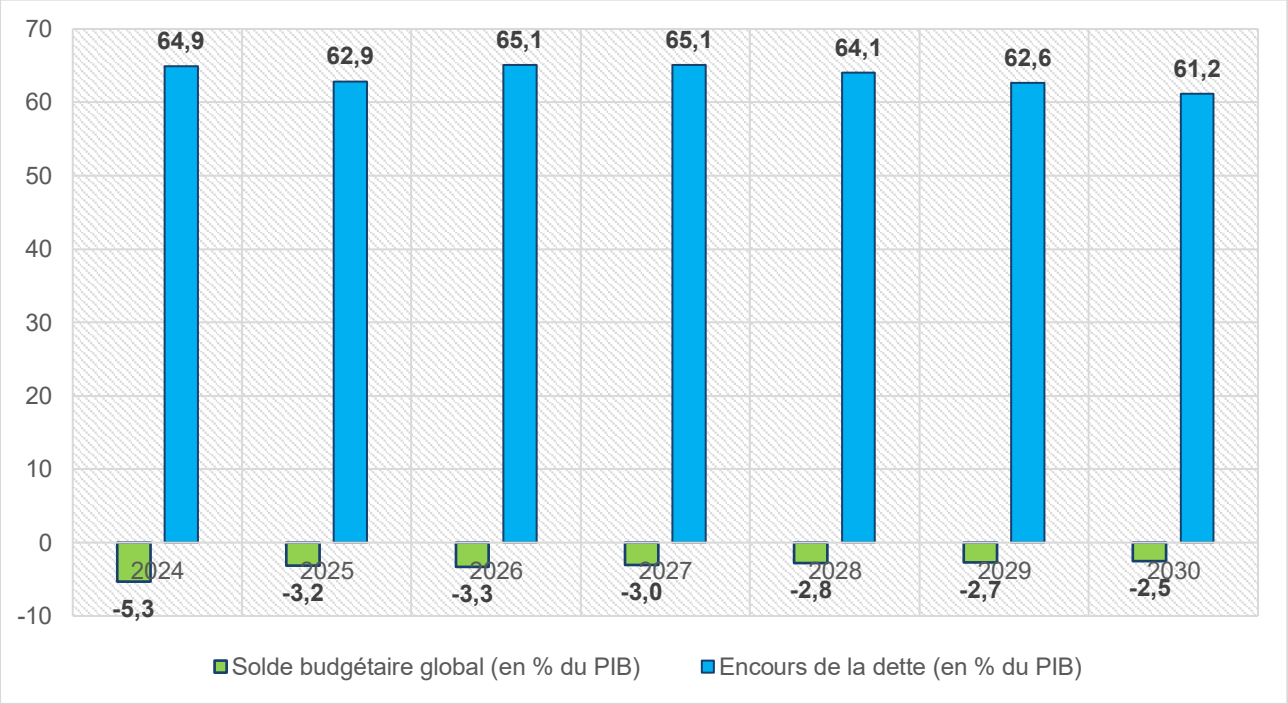
Figure 14 : *Evolution des agrégats des recettes (fiscales et non) et dépenses (courantes et de capital) en % du PIB sur la période 2025-2030 et perspectives sur le moyen terme*



Source : Commission de l'UEMOA, juin 2026.

Le déficit budgétaire global ressortirait à 3,3% du PIB en 2026 après 3,2% en 2025, ensuite à 3,0% en 2027 et 2,8% en 2028 et respectivement à 2,7% et 2,5% en 2029 et 2030.

Figure 15 : *Evolution du solde budgétaire global et de la dette (en % du PIB) sur la période 2024-2030 et perspectives sur le moyen terme*



Source : Commission de l'UEMOA, juin 2026.

En 2026, en pourcentage du PIB, le taux d'endettement de l'Union ressortirait à 65,1%, après 62,9% en 2025, dans un contexte de renchérissement du financement et de maintien des taux directeurs élevés des banques centrales ainsi que, plus généralement, des taux

d'intérêt, notamment dans les économies avancées. Le suivi et la réduction du poids toujours croissant du service de la dette publique depuis quelques années devraient constituer une priorité dans le cadre de la gestion de la dette publique dans les Etats membres. Le taux d'endettement de l'Union se situerait, en moyenne, à 63,2% PIB, sur la période 2027-2030 soit largement au-dessus de celui observé dans les années avant 2020.

2.2.4. Risques et recommandations de politiques économiques

Les perspectives prometteuses de l'Union restent sujettes à d'importants risques dont l'un des majeurs est le choc climatique. En effet, selon les prévisions hydrométéorologiques du Centre (AGRHYMET) publiées fin mai[8], la saison des pluies 2026 en Afrique de l'Ouest et au Sahel s'annonce contrastée en raison d'un épisode El Niño. En moyenne, ce phénomène survient tous les deux (02) à sept (07) ans et dure généralement entre 9 et 12 mois. Bien le phénomène El Niño fort soit en cours, cela ne traduit pas automatiquement un déficit pluviométrique généralisé. La variabilité s'annonce néanmoins forte, posant un risque majeur pour l'agriculture, l'élevage, la gestion des ressources en eau et la prévention des catastrophes.

Dans le Sahel occidental, les prévisions indiquent un risque accru de déficit pluviométrique et de séquences sèches prolongées. Ces conditions pourraient entraîner une baisse des rendements agricoles, entraver l'installation des cultures et réduire les pâturages et points d'eau, accentuant ainsi la pression sur les ressources pastorales.

À l'inverse, le Sahel central et oriental, tout comme plusieurs pays du Golfe de Guinée, devraient enregistrer des précipitations proches de la normale à excédentaires, s'accompagnant toutefois d'un risque élevé d'inondations localisées.

Encadré 3 : Le phénomène El Niño et ses implications pour l'agriculture dans l'espace UEMOA

El Niño est un phénomène climatique naturel caractérisé par un réchauffement anormal des eaux de surface de l'océan Pacifique équatorial, susceptible de modifier les régimes de précipitations et de températures à l'échelle mondiale. Les travaux du Centre Climatique Régional AGRHYMET et du Comité permanent Inter-États de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS) rappellent qu'un épisode El Niño fort n'entraîne pas automatiquement une sécheresse généralisée. Toutefois, il exacerbe l'instabilité des campagnes agropastorales et accroît les risques d'insécurité alimentaire aiguë. Bien que son origine soit éloignée de l'Afrique de l'Ouest, ses effets peuvent se manifester dans la région à travers une perturbation de la saison des pluies, une augmentation de la fréquence des épisodes de sécheresse et une variabilité accrue des conditions climatiques. En effet, les pays membres de l'UEMOA ont traversé plusieurs épisodes majeurs d'El Niño au cours des dernières décennies notamment en

- *1972-1973 : Sévère ; Sécheresse marquée, déficit pluviométrique précoce au Sahel et en zone guinéenne,*
- *1982-1983 : Majeure, Sécheresse aiguë, vagues de chaleur et séquences sèches prolongeables,*
- *1997-1998, Très forte, Déficits pluviométriques suivis de perturbations hydro-climatiques.,*
- *2015-2016, Extrême, Démarrage tardif des pluies et interruptions de la mousson au Sahel*
- *2023-2024, Forte, Stress thermique élevé, épisodes de sécheresse localisés et précipitations irrégulières.*

Dans les pays de l'UEMOA, où l'agriculture demeure majoritairement pluviale, les épisodes El Niño peuvent entraîner des déficits pluviométriques significatifs, particulièrement dans les zones sahéliennes du Burkina Faso, du Mali, du Niger et du Sénégal. Cette situation est susceptible de provoquer une baisse des rendements des principales cultures vivrières (mil, sorgho, maïs, niébé)

[8] https://fr.mongabay.com/2026/06/secheresses-a-louest-inondations-a-lest-le-sahel-face-a-une-saison-pluvieuse-incertaine/

et des cultures de rente, ainsi qu'une dégradation des pâturages et des ressources en eau destinées à l'élevage.

Les répercussions attendues incluent également une réduction des revenus agricoles, une pression accrue sur les marchés alimentaires, une hausse des risques d'insécurité alimentaire et nutritionnelle, ainsi qu'une vulnérabilité accrue des ménages ruraux déjà exposés aux aléas climatiques. Dans certains pays côtiers de l'Union, notamment le Bénin, la Côte d'Ivoire et le Togo, le phénomène peut aussi s'accompagner d'une plus forte irrégularité des précipitations et d'événements extrêmes localisés susceptibles de perturber les calendriers culturaux.

Face à ces risques, le renforcement des systèmes d'alerte précoce, de la veille agroclimatique, de l'irrigation et de la diffusion de technologies agricoles résilientes constitue un enjeu majeur pour préserver la production agricole et la sécurité alimentaire dans l'espace UEMOA.

Face à la récurrence des anomalies climatiques associées à El Niño, le renforcement de la résilience des pays de l'UEMOA exige une action coordonnée s'appuyant sur les institutions régionales. La valorisation des bulletins de prévision saisonnière du CILSS et d'AGRHYMET s'avère indispensable pour anticiper les chocs. L'accent doit être mis sur l'extension des techniques de maîtrise de l'eau et de l'irrigation au goutte-à-goutte, la promotion de semences à cycle court adaptées au stress hydrique, le développement de l'assurance prévisionnelle et l'intensification des pratiques agroforestières pour protéger les microclimats agricoles.

Source : Commission/DPE, juin 2025.

A ce risque climatique, s'ajoutent, entre autres :

- **les tensions géopolitiques persistantes :** les conflits en Ukraine et au Moyen-Orient, avec le déclenchement des hostilités entre Israël et l'Iran, ainsi que d'autres foyers de tensions dans le monde, continuent d'affecter les marchés mondiaux des matières premières et pourraient impacter la stabilité des prix dans l'UEMOA ;
- **les barrières commerciales et protectionnisme :** l'intensification des mesures protectionnistes, telles que les hausses de droits de douane imposées par les Etats-Unis à tous leurs partenaires commerciaux, dont ceux d'Afrique, notamment de l'UEMOA, pourrait entraver les exportations de l'Union et renchérir ses principales importations ;
- **les menaces sécuritaires au Sahel central et leurs extensions** : l'aggravation de l'insécurité dans le Sahel central et sa propagation aux pays côtiers de l'Union représenterait un risque majeur. Cela pourrait perturber davantage l'activité économique, freiner les investissements, augmenter le nombre de populations déplacées et détourner les ressources budgétaires vers la sécurité, au détriment des autres secteurs porteurs de croissance et du financement du développement humain ;
- **les chocs climatiques :** la dépendance des économies de l'Union à l'agriculture les rend vulnérables aux aléas climatiques (sécheresses, inondations, etc.) qui pourraient compromettre la production agricole et la sécurité alimentaire ; et
- **la mobilisation des financements extérieurs :** une réduction de l'aide au développement ainsi que le renchérissement du coût des prêts pour le financement pourraient contraindre les dépenses publiques et les investissements essentiels.

L'atténuation de ces risques exige la mise en œuvre de politiques macroéconomiques et d'actions pour assurer une croissance soutenue, inclusive et durable dans la région, notamment :

- la mutualisation des efforts des Etats membres face aux menaces sécuritaires ;
- la poursuite des réformes structurelles, en particulier dans les secteurs de l'agriculture et des innovations technologiques, afin d'accroitre les capacités productives et renforcer la résilience des économies ;

- l’accélération et la mise en œuvre efficace des réformes des finances publiques pour une meilleure mobilisation des recettes ; et
- la gestion saine et prudente de la dette publique avec un recours aux opérations de gestion de passifs afin de réduire le risque de liquidité.

III. EVOLUTION RECENTE ET PERSPECTIVES MACROECONOMIQUES 2026-2030 DES ETATS MEMBRES

3.1. BENIN

3.1.1. Evolution macroéconomique récente[9]

Une forte accélération de la croissance économique, en 2025, dans un contexte de maîtrise de l'inflation, de poursuite de l'assainissement des finances publiques et de désendettement.

Le dynamisme de l'activité économique s'est renforcé avec une croissance de 8,1% contre 7,5% de 2024. Cette accélération s'appuie sur d'excellentes performances sectorielles. En effet, le secteur primaire a bénéficié de la mise à disposition à temps des intrants et de la bonne pluviosité. Quant au secteur secondaire, il a été soutenu, principalement, par la poursuite de l'expansion de la zone industrielle de Glo-Djigbé (GDIZ). Pour ce qui est du secteur tertiaire, il s'est renforcé par la bonne tenue de l'ensemble des branches d'activité. La croissance économique est, ainsi, ressortie à 2,0 pp et 0,6 pp au-dessus respectivement des dernières prévisions de la Commission et de celles reçues du pays dans le cadre l'exercice de la surveillance multilatérale de décembre 2025. L'inflation s'est légèrement réduite à 1,1% en 2025 après une hausse de 1,2% en 2024, grâce à la détente des prix des biens de consommation.

Au niveau des finances publiques, le déficit budgétaire global est tombé à 2,7% du PIB en 2025, après 3,0% du PIB en 2024, grâce, entre autres, aux réformes aussi bien au niveau des recettes que des dépenses avec notamment la digitalisation du processus de collecte des impôts et taxes ainsi que la maitrise des dépenses courantes. S'agissant du taux d'endettement, il s'est réduit de 0,7 pp par rapport à 2024, ressortant à 52,8% en 2025, en particulier du fait des mesures visant une meilleure gestion du passif de la dette, à savoir notamment le refinancement et le rallongement de la maturité moyenne.

Pour ce qui est du solde global de la balance des paiements, il a enregistré un excédent de 226,6 mds en 2025, après un déficit de 245,7 mds en 2024. Quant à la masse monétaire, elle a augmenté de 15,3%, pour se situer à 4 225,7 mds, soit 29,6% du PIB, après 28,1% en 2024.

***Tableau 4** : Aperçu des indicateurs macroéconomiques 2023-2025 du Bénin*

INDICATEURS	**2023**	**2024**	**2025***
PIB nominal (en mds)	11 934,9	13 025,9	14 295,9
Croissance réelle (en %)			
Secteur primaire	5,1	5,9	5,7
Secteur secondaire	7,3	9,7	9,8
Secteur tertiaire y compris taxes	6,7	7,5	8,6
PIB	6,4	7,5	8,1
Finances publiques et dette (en % du PIB)			
Recettes fiscales	12,9	13,2	13,9
Solde budgétaire global	-4,1	-3,0	-2,7
Encours de la dette	54,5	53,4	52,8
Balance des Paiements (en mds de FCFA)			
Solde global	-405,4	-245,7	226,6
Situation monétaire (en Mds)			
Masse monétaire (M2)	3 612,5	3 663,6	4 225,7

Source : Commission de l'UEMOA, juin 2026.

[9] Sauf indication contraire, les données utilisées dans cette partie et concernant le secteur réel, les finances publiques et de la dette publique sont les dernières transmises officiellement à la Commission dans le cadre de la rédaction du Rapport d'exécution de la surveillance multilatérale, tandis que les données conjoncturelles sont celles reçues dans le cadre de la rédaction de la note trimestrielle de conjoncture régionale de la Commission.

3.1.2. Perspectives 2026-2030

3.1.2.1. Principales hypothèses

Les prévisions macroéconomiques 2026-2030 reposent sur les hypothèses suivantes :

- la mise en œuvre efficace de la « Vision Bénin 2060 ALAFIA, un Monde de Splendeurs » avec la consolidation des acquis enregistré avec des plans nationaux depuis 2016 ;
- la poursuite des projets d'investissements publics, dont la Territorialisation du développement à travers six (06) pôles régionaux : Plan spécifique en fonction des potentialités propres ; quatre (04) axes transversaux : l'agriculture, le tourisme, l'industrie et l'innovation ;
- la conduite des mesures de lutte contre l'extrême pauvreté avec notamment l'extension des filets sociaux aux ménages les plus vulnérables ; l'inclusion financière des femmes, des artisans et des acteurs de l'informel ;
- la valorisation de l'ensemble du patrimoine culturel, historique et naturel du Bénin : poursuite de la promotion de la destination Bénin à travers ses attractions touristiques, les diverses manifestations culturelles et artistiques dont les « Vodoun Days », etc. ;
- le développement de nouvelles industries dans chaque pôle régional ;
- la poursuite du développement des zones économiques spéciales ;
- l'expansion de l'activité industrielle portée par le développement de la zone industrielle de Glo-Djigbé ;
- la mise en œuvre de projets de reconstruction des routes, de réaménagement des routes et de construction de nouveaux ponts ;
- la mise en œuvre effective et efficace des réformes financières, avec une meilleure mobilisation des recettes (poursuivre les efforts en matière de numérisation des procédures et une amélioration de la gestion du risque fiscal, etc.) et une maîtrise des dépenses publiques ; et
- le renforcement des actions de lutte contre les incursions terroristes avec l'équipement et la formation des forces armées et de défense ainsi qu'une meilleure coordination des politiques de défense avec les autres pays de la sous-région.

3.1.2.2. Principaux résultats

3.1.2.2.1. Secteur réel et prix

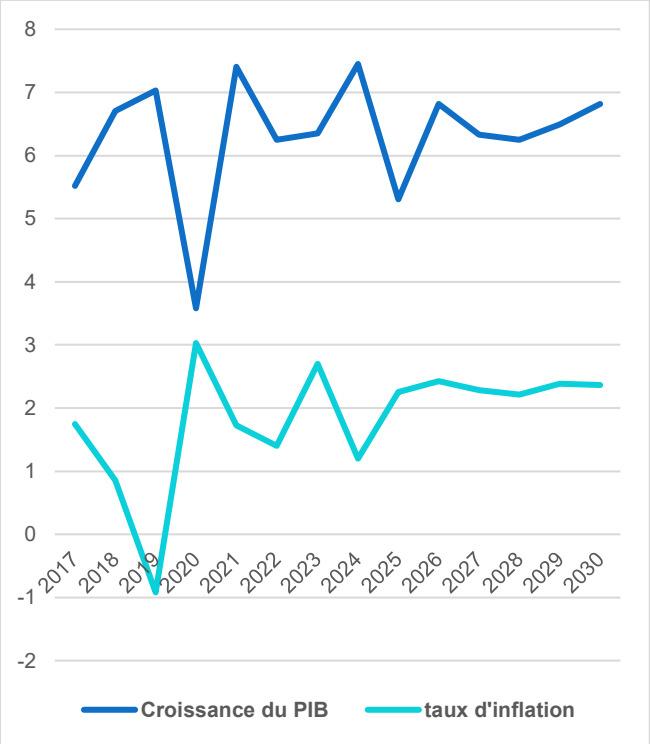
L'économie béninoise devrait poursuivre sa dynamique de croissance, portée par la consolidation des acquis des projets de développement et le renforcement des réformes sociales, avec une adaptation continue aux contraintes structurelles ainsi qu'aux risques internes et externes.

L'activité économique progresserait de 6,8% en 2026, après le pic de 8,1% en 2025. Cela représente une révision à la hausse de 0,5 pp par rapport aux dernières prévisions de la Commission. Cet ajustement s'explique principalement par la résilience du pays, portée par de perspectives agricoles favorables, l'expansion de la zone industrielle de Glo-Djigbé, ainsi que par la poursuite des investissements dans les infrastructures routières, l'énergie et le développement humain.

À moyen terme, la croissance se stabiliserait à 6,9% en 2027 et en moyenne sur la période 2028-2030. Néanmoins, ces perspectives restent soumises à de multiples incertitudes. Au niveau interne, le pays fait face aux impacts du changement climatique et aux tensions sécuritaires. Au niveau externe, il reste exposé aux conflits géopolitiques, au durcissement des conditions financières et aux conséquences de la guerre commerciale.

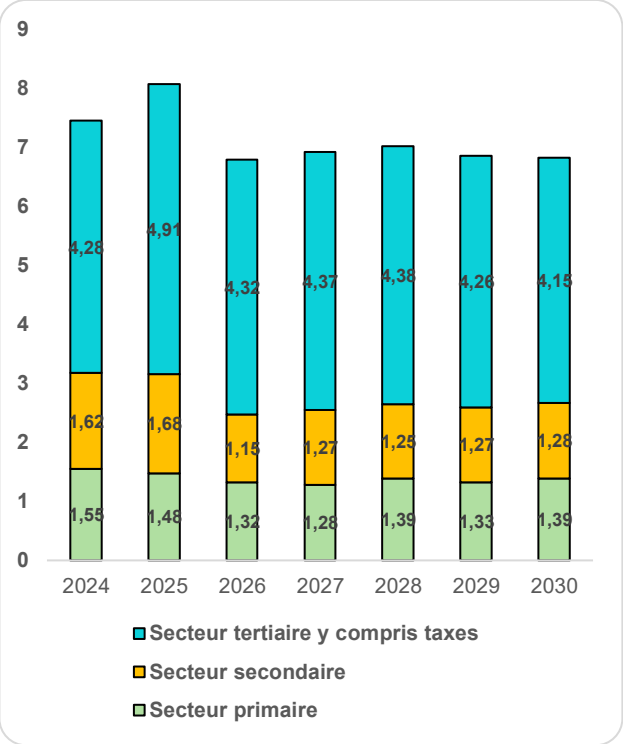
Du côté des prix, l'inflation connaîtrait une légère accélération en 2026 pour s'établir à 1,4% (contre 1,1% en 2025), avant de ressortir à 2,1% en moyenne sur la période 2027-2030.

***Figure 16** : Evolution de la croissance et d'inflation au Bénin (en %)*



Source : Commission de l'UEMOA.

***Figure 17** : Contribution des secteurs à taux la croissance du Bénin (en points)*



Source : Commission de l'UEMOA.

Du côté de la demande, sur la période 2026-2030, la croissance serait portée par la consommation finale (+5,8%, en moyenne) et l'investissement (+7,7%, en moyenne). Le taux d'investissement réel se situerait en moyenne à 30,0% sur la période après respectivement 28,8% et 28,1% en 2025 et en 2024.

3.1.2.2.2. Finances publiques et dette publique

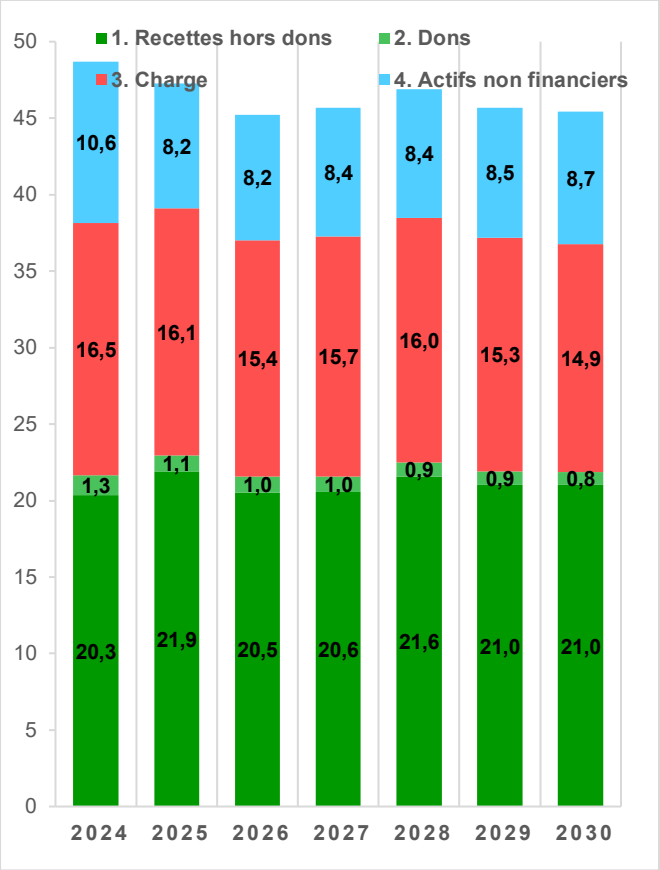
Le déficit budgétaire se creuserait en 2026 avant de passer en dessous de 3,0% du PIB à partir de 2027 pour y rester sur toute la période 2028-2030, assorti d'un taux d'endettement moyen de 52,3% du PIB.

La mobilisation des recettes publiques devrait se renforcer sur la période 2026-2030. Cette dynamique positive s'appuierait sur la poursuite de la dématérialisation, un meilleur élargissement de l'assiette fiscale et le renforcement de la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales. Ainsi, après une progression de 15,6% en 2025, les recettes totales augmenteraient de 14,0% en 2026, hissant les recettes à 16,5% du PIB contre 15,8% en 2025. Sur la période 2027-2030, elles atteindraient une moyenne de 17,7% du PIB. Cette trajectoire serait principalement portée par les recettes fiscales, qui passeraient de 13,9% du PIB en 2025 à 14,4% en 2026, pour s'établir à 15,3% en 2028 et 16,4% en 2030.

En parallèle, les dépenses publiques totales seraient maîtrisées et leur efficience optimisée sur la période 2026-2030. En 2026, elles afficheraient une hausse de 16,2%, représentant 19,7% du PIB contre 18,5% l'année précédente. Sur la période 2027-2030, leur progression serait en moyenne de 10,6%, soit environ 20,4% du PIB.

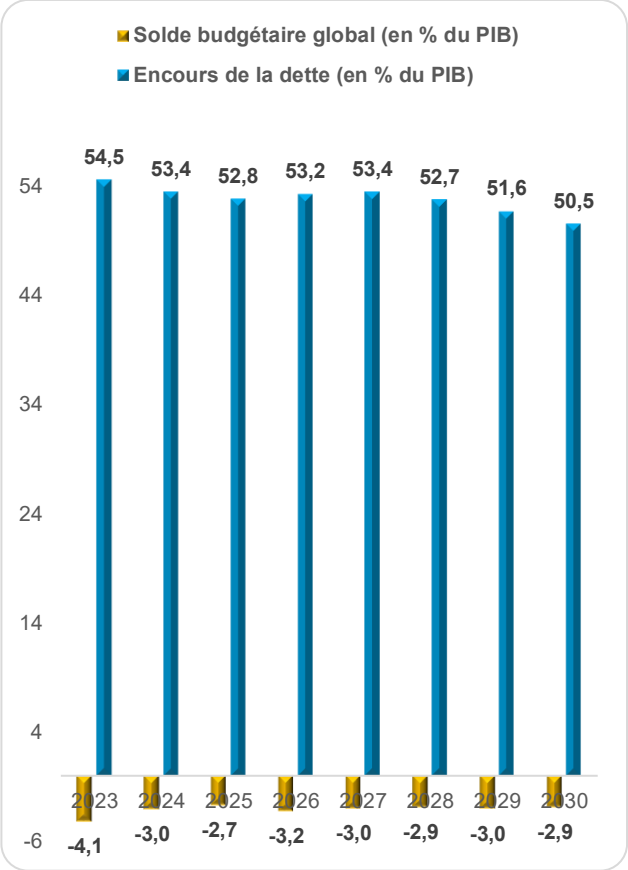
Par conséquent, le déficit budgétaire connaîtrait un creusement temporaire en 2026 passant de 2,7% du PIB en 2025 à 3,2% en 2026. Cette situation s'explique par l'effort financier requis pour atténuer les effets d'une conjoncture difficile et financer les mesures sociales des nouvelles autorités. Dès 2027, le solde budgétaire s'engagerait sur une trajectoire de consolidation, repassant sous la barre des 3% du PIB jusqu'en 2030.

***Figure 18** : Agrégats des finances publiques (en % du PIB)*



Source : Commission de l'UEMOA

***Figure 19** : Solde budgétaire et encours de la dette (en % du PIB)*



Source : Commission de l'UEMOA

La dette publique, quant à elle, devrait ressortir à 53,2% du PIB en 2026, contre 52,8% en 2025. Ensuite, elle passerait à 53,4% en 2027 et se situerait à 50,5% en 2030.

3.1.2.2.3. Balance des paiements et situation monétaire

Maintien d'un solde excédentaire de la balance des paiements et consolidation de la masse monétaire sur la période 2026-2030.

Le solde global de la balance des paiements maintiendrait sa trajectoire excédentaire sur l'horizon 2026-2030. Il s'établirait ainsi à 591,2 mds en 2026 et ressortirait à une moyenne annuelle de 299,4 mds sur la période 2027-2030.

Sur le plan monétaire, la masse monétaire poursuivrait sa consolidation avec une progression moyenne de 9,1%, pour représenter 32,4% du PIB sur la période 2026-2030. Cette dynamique serait principalement portée par l'expansion des créances sur les autres secteurs (+26,4% du PIB), reflétant un soutien accru au financement de l'activité économique.

***Tableau 5** : Agrégats de la BDP et de la monnaie du Bénin (en mds FCFA)*

Agrégats et Indicateurs	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
			Balance des paiements					
Solde des transactions courantes (en mds)	-975,9	-806,5	-931,8	-731,6	-794,3	-730,3	-768,6	-639,6
Solde des transactions courantes (en % du PIB)	-8,2	-6,2	-6,5	-5,4	-4,7	-4,0	-3,9	-2,9
Solde global (en mds)	-405,4	-245,7	226,6	591,2	261,7	376,8	335,6	223,5
	Situation monétaire							
Créance sur l'économie (en mds)	2 551,7	2 772,1	3 068,7	3521,2	4002,3	4480,0	5051,7	5722,3
Masse monétaire M2 (en mds)	3 612,5	3 663,6	4 225,7	4 795,7	5 095,8	5 456,4	5 938,2	6 528,4
Masse monétaire M2 (en % du PIB)	30,3	28,1	29,6	30,8	30,4	32,6	32,5	35,7

Source : Commission de l'UEMOA, juin 2026.

3.1.3. Risques et recommandations

L'économie béninoise s'est montrée dynamique ces dernières années grâce à la mise en œuvre de réformes stratégiques. Toutefois, bien qu'elle ait réussi à s'adapter aux différents chocs passés, les risques de dégradation des perspectives persistent. À cela s'ajoutent les incertitudes liées à l'environnement international (tensions géopolitiques et commerciales, fluctuation des cours des matières premières, etc.) et aux menaces sécuritaires. Il s'agit notamment :

- une dégradation de la situation sécuritaire notamment aux frontières, avec une intensification des attaques terroristes sur le territoire ;
- les impacts négatifs du changement climatique sur la production agricole (en particulier celle du coton) conjugués à une faiblesse de la demande mondiale ;
- les effets des contreperformances de l'économie nigériane sur le pays.

Les autorités béninoises devraient ainsi prendre les dispositions nécessaires en vue de poursuivre :

- les efforts de lutte contre le terrorisme ;
- la mise en œuvre des programmes de soutien à l'agriculture et les mesures visant sa diversification ;
- la gestion prudente des finances publiques et de la dette, notamment dans le contexte actuel de renchérissement du coût de l'emprunt sur les marchés financiers.

3.2. BURKINA FASO

3.2.1. Evolution macroéconomique récente[10]

La croissance économique poursuit son accélération, en dépit du contexte sécuritaire difficile, accompagnée d'un fort repli de l'inflation et du déficit budgétaire global.

L'activité économique burkinabè s'est accélérée pour la troisième année consécutive, le taux de croissance du PIB réel est passé de 4,8% en 2024 à 5,3% en 2025, bien que demeurant inférieur à ses niveaux d'avant la crise sanitaire de 2020. Cette dynamique est portée par l'ensemble des secteurs d'activité. En effet, le secteur primaire bénéficie notamment des actions engagées dans le cadre de l'Initiative présidentielle pour la production agricole et

[10] Sauf indication contraire les données utilisées dans cette partie au niveau du secteur réel, des finances publiques et de la dette publique sont les dernières transmises officiellement à la Commission dans le cadre du Rapport d'exécution de la surveillance multilatérale.

l'autosuffisance alimentaire, conjuguée à l'offensive agropastorale et halieutique ainsi qu'à une pluviométrie globalement satisfaisante. Quant au secteur secondaire, il a été soutenu par les activités extractives avec une production nationale d'or atteignant les 90,7 tonnes en 2025 contre 85,3 tonnes en 2024. Par ailleurs, la branche « Construction » est restée bien orientée, stimulée par la poursuite et le lancement de grands chantiers routiers, en lien avec la mise en œuvre de l'Initiative présidentielle « Faso Mêbo ».

Ainsi, la croissance économique est ressortie supérieure, en 2025, de 0,4 pp par rapport aux dernières prévisions de la Commission, tout en restant en dessous de 1,0 pp comparativement aux projections transmises par le pays lors de l'exercice de surveillance multilatérale de décembre 2025. Sur le plan des prix, l'inflation s'est repliée à 0,5% après une hausse de 4,2% en 2024, à la faveur d'une détente des prix des biens de consommation.

Au niveau des finances publiques, le déficit budgétaire global s'est fortement résorbé pour s'établir à 1,3% du PIB en 2025, contre 5,4% en 2024. Cette performance s'explique par les réformes ambitieuses menées tant sur les recettes que sur les dépenses. Il s'agit notamment de l'amélioration de la prise en charge et de l'évaluation en douane des marchandises, de l'application de la TVA aux prestations de services et ventes en ligne via les plateformes de commerce électronique, ainsi que de l'élargissement de l'assiette fiscale aux jeux de hasard. Parallèlement, le taux d'endettement a reculé de 3,5 pp par rapport à 2024 pour se situer à 53,8% en 2025, sous l'effet de sa gestion prudente.

Enfin, le solde global de la balance des paiements a enregistré un excédent exceptionnel de 2 417,6 mds en 2025, consolidant l'excédent de 1 787,5 mds relevé en 2024. Quant à la masse monétaire, elle a progressé de 17,4% soit 43,1% du PIB, contre 42,3% en 2024.

Tableau 6 : *Aperçu des indicateurs macroéconomiques 2023-2025 du Burkina Faso*

INDICATEURS	***2023***	***2024***	***2025****
PIB nominal (en mds)	12 200,4	14 022,2	16 169,9
Croissance réelle (en %)			
Secteur primaire	1,7	10,0	11,5
Secteur secondaire	4,4	-2,9	4,7
Secteur tertiaire y compris les taxes	2,9	6,0	3,6
PIB	***3,0***	***4,8***	***5,3***
Finances publiques et dette (en % du PIB)			
Recettes Fiscales	18,2	18,4	19,1
Solde budgétaire global	-6,8	-5,4	-1,3
Encours de la dette	56,9	57,3	53,8
Balance des Paiements (en mds de FCFA)			
Solde global	-347,3	455,5	1 025,2
Situation monétaire (en Mds)			
Masse monétaire	5 552,0	5 932,2	6 963,0

Source : Commission de l'UEMOA, juin 2026.

3.2.2. Perspectives 2026-2030

3.2.2.1. Principales hypothèses

Les hypothèses principales sur lesquelles reposent les prévisions sont :

- la poursuite de l'amélioration de la situation sécuritaire, avec une récupération progressive du territoire, à moyen terme, ainsi qu'un accompagnement et une réinstallation des populations déplacées internes et externes ;
- une mise en œuvre efficace du Plan R.E.L.A.N.C.E 2026-2030 dont l'ambition est de faire du pays, *une nation souveraine et prospère, bâtissant un développement endogène et durable au service du bien-être de tous* ;
- le renforcement de la production minière, avec l'entrée en production de nouvelles mines et la mise en exploitation de l'usine de raffinerie d'or ;

- la poursuite et l'accélération des grands projets d'investissement public, notamment, ceux de construction de nouveaux logements sociaux, mais aussi l'embellissement, l'assainissement et l'urbanisation accélérée de plusieurs zones stratégiques avec l'initiative « *Faso Mêbo* » ; et
- l'augmentation de la production d'électricité : construction de onze (11) nouvelles centrales solaires photovoltaïques d'une puissance cumulée de 532,8 MW et des centrales thermiques de 200 MW en Partenariats publics privés (PPP).

3.2.2.2. Principaux résultats

3.2.2.2.1. Secteur réel et prix

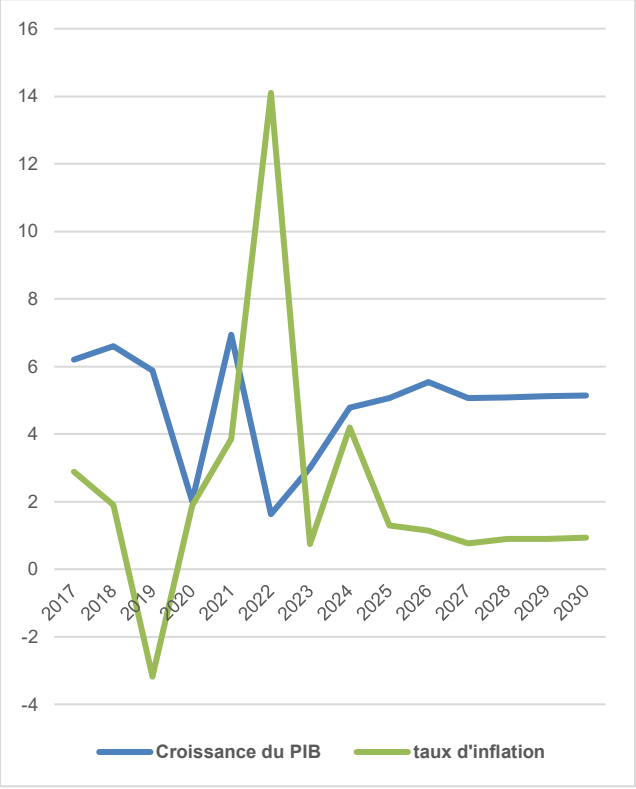
Des perspectives macroéconomiques prometteuses grâce à une économie qui s'adapte au contexte mais sur laquelle la situation sécuritaire continuerait de peser à moyen terme.

La dynamique de croissance économique devrait se maintenir en 2026 avec un taux projeté à 5,2%, soutenu par l'ensemble des secteurs d'activité. Cette prévision reste inchangée par rapport aux dernières estimations de la Commission, en lien avec les incertitudes marquées au niveau de l'environnement international et régional.

À moyen terme, l'activité resterait vigoureuse. La croissance économique s'établirait à 5,0% en 2027, puis à 5,2% en moyenne sur la période 2028-2030, se situant ainsi légèrement au-dessus de son potentiel. Néanmoins, ces perspectives demeurent soumises à de multiples risques. Sur le plan interne, la persistance des menaces sécuritaires et la vulnérabilité de la production agricole face au changement climatique constituent les principaux freins à une reprise totale de l'activité.

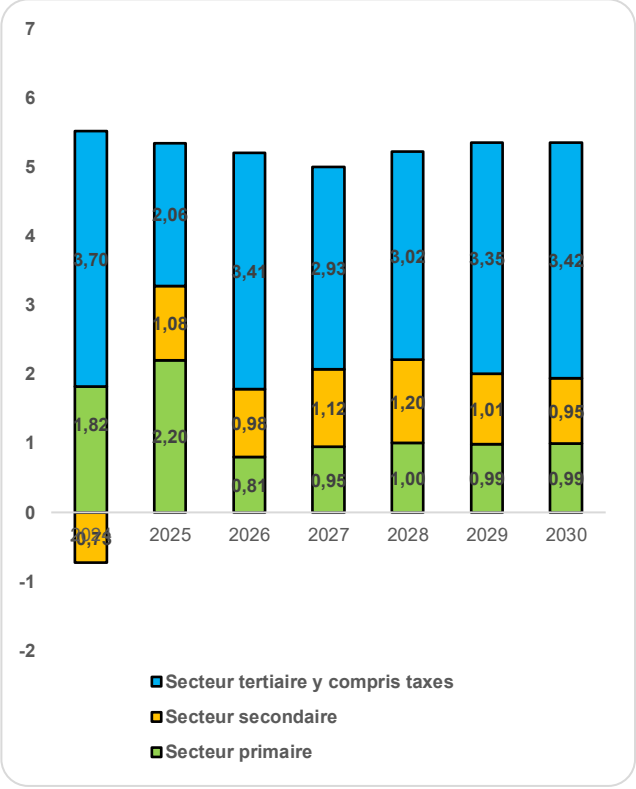
Du côté des prix, l'inflation devrait remonter à 1,4% en 2026 après le repli de 1,3% enregistré en 2025 avant de se stabiliser à 1,7% en moyenne sur la période 2027-2030.

***Figure 20** : Evolution de la croissance et du taux d'inflation au Burkina Faso (en %)*



Source : Commission de l'UEMOA.

***Figure 21** : Contribution des secteurs à la croissance du Burkina Faso (en points)*



Source : Commission de l'UEMOA.

Du côté de la demande, la consommation finale (+5,1%, en moyenne) et l'investissement (+6,7%, en moyenne), soutenu par ses composantes aussi bien privée (+11,5%, en

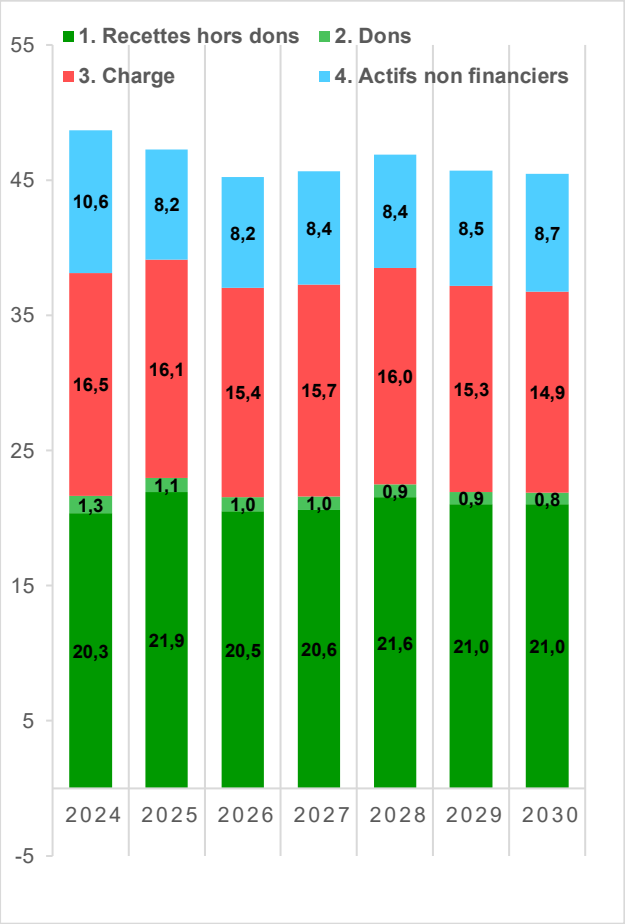
moyenne) que publique (+18,2%, en moyenne) tireraient principalement la croissance sur la période 2026-2030.

3.2.2.2.2. Finances publiques et dette publique

Grâce à la consolidation des réformes financières, les performances en matière de recettes intérieures se maintiennent, tandis que le taux d'endettement moyen est maîtrisé à 50,4% sur la période 2026-2030.

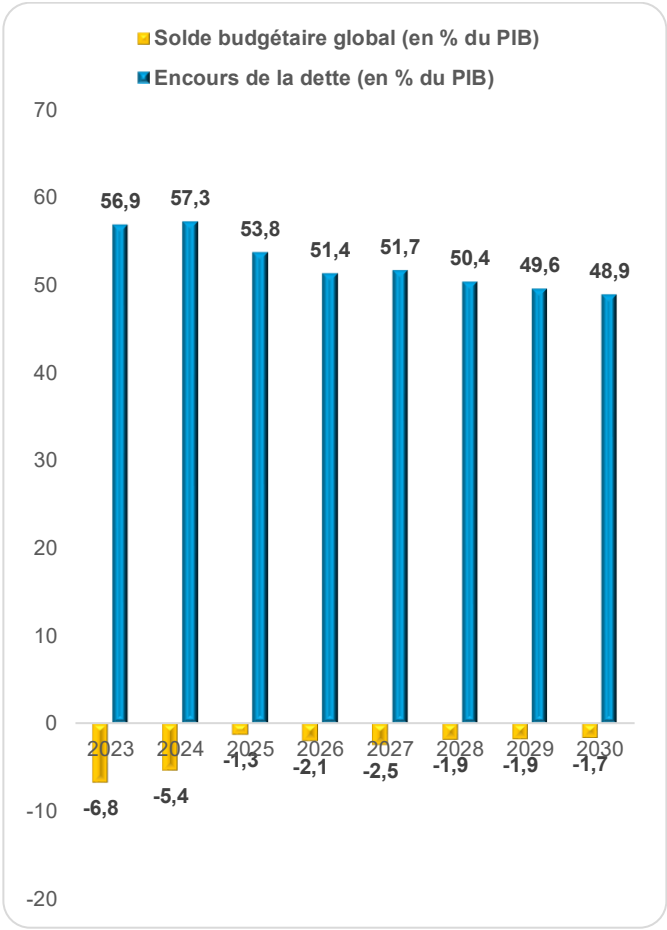
La modernisation de la gestion des finances publiques se poursuivrait via la lutte contre la corruption, le faux et la fraude fiscale ou douanière. Par ailleurs, l'extension des procédures de dématérialisation contribueraient à sécuriser les recettes de l'État et à optimiser l'exécution des dépenses publiques. Par ailleurs, l'équipement des forces de défense et de sécurité resterait une priorité pour la reconquête du territoire. En conséquence, le déficit budgétaire global s'accentuerait en 2026 pour atteindre 2,1% du PIB après 1,3% en 2025, avant de se stabiliser à 2,0% en moyenne sur la période 2027-2030, restant ainsi sous le seuil des 3%. Les recettes totales afficheraient une moyenne de 21,9 % du PIB portées par des recettes fiscales à 19,0% en 2026 pour atteindre 19,8% en 2030. Enfin, la maîtrise des dépenses courantes permettrait de maintenir les dépenses publiques à 23,9% du PIB en moyenne.

***Figure 22** : Agrégats des finances publiques (en % du PIB)*



Source : Commission de l'UEMOA.

***Figure 23** : Solde budgétaire et encours de la dette (en % du PIB)*



Source : Commission de l'UEMOA.

La dette publique devrait baisser, en 2026, à 51,4% du PIB, et à 50,2% du PIB en moyenne sur la période 2027-2030.

3.2.2.2.3. Balance des paiements et situation monétaire

Le solde global de la balance des paiements demeurerait excédentaire sur la période 2026-2030, une dynamique qui s'accompagnerait d'une consolidation de la masse monétaire.

La balance des paiements maintiendrait un solde global excédentaire sur la période 2026-2030, portée par la dynamique favorable des exportations, notamment d'or. Sur le plan monétaire, la masse monétaire poursuivrait sa consolidation avec une progression annuelle moyenne de 11,4% (soit 55,5% du PIB). Cette évolution serait principalement soutenue par l'expansion des concours bancaires à l'économie, qui s'établiraient en moyenne à 22,2% du PIB.

***Tableau 7** : Agrégats de la BDP et de la monnaie du Burkina Faso (en mds FCFA)*

Agrégats et Indicateurs	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Balance des paiements								
Solde des transactions courantes (en mds)	-617,0	-556,8	1 531,7	895,6	775,0	703,5	441,1	272,4
Solde des transactions courantes (en % du PIB)	-5,1	-4,0	9,5	5,1	4,2	3,6	2,1	1,2
Solde global (en mds)	-347,3	455,5	1 025,2	1 046,5	584,0	683,6	341,1	214,3
Situation monétaire								
Créance sur l'économie (en mds)	4321,2	4309,8	4044,1	4 654,5	4 986,6	5 234,5	5 494,2	5 838,5
Masse monétaire M2 (en mds)	5 552,0	5 932,2	6 962,9	9 540,6	9 978,1	10519,3	11022,9	11 573,2
Masse monétaire M2 (en % du PIB)	45,5	42,3	43,1	54,1	54,2	57,1	56,1	55,8

Source : Commission de l'UEMOA, juin 2026.

3.2.3. Risques et recommandations

Les perspectives macroéconomiques quoique bien orientées du Burkina Faso restent soumises à plusieurs risques majeurs :

- la dégradation de la situation sécuritaire avec l'accentuation des menaces et une reconquête lente du territoire national ;
- une faible production minière avec l'arrêt de l'exploitation de grands sites aurifères, voire le retard de l'ouverture de nouvelles mines ;
- les impacts négatifs des changements climatiques sur la production agricole.

Les autorités burkinabè devraient ainsi prendre les dispositions en vue de poursuivre :

- les efforts visant à assurer un environnement sécuritaire propice au développement des activités économiques ;
- la mise en œuvre efficace des réformes dans le secteur des mines ; et
- l'adaptation résiliente des systèmes de production au changement climatique.

3.3. CÔTE D'IVOIRE

3.3.1. Evolution macroéconomique récente[11]

Une activité économique toujours robuste dans un contexte de baisse de l'inflation et de réduction du déficit budgétaire global.

La croissance économique s'est consolidée à 6,6% en 2025, après 6,0% en 2024 portée par le dynamisme des secteurs secondaire et tertiaire. Le secteur secondaire a bénéficié de l'essor des industries extractives (montée en puissance de l'exploitation du champ pétrolier et gazier « Baleine ») et de la branche construction, soutenu par de grands projets d'infrastructures (Métro d'Abidjan, autoroute Y4, projet de Bus à Haut Niveau de Service (BRT) Yopougon-Bingerville, etc.). Le tertiaire reste tiré par le commerce, les transports et les télécommunications. Ce résultat dépasse de 0,5 point de pourcentage (pp) les prévisions de la Commission et de 0,1 pp celles soumises par le pays en décembre 2025. Par ailleurs, l'amélioration de l'approvisionnement alimentaire et la baisse des coûts de transport ont contenu l'inflation annuelle moyenne à 0,1%, après 3,5% en 2024.

Malgré le contexte électoral (présidentielles et législatives), les efforts de consolidation ont ramené le déficit budgétaire global à 3,0% du PIB en 2025, contre 4,0% en 2024. Cette performance découle d'une hausse des recettes fiscales, notamment de la TVA, du BIC hors pétrole et des droits d'enregistrement sur le café-cacao. Parallèlement, une gestion prudente a réduit le taux d'endettement de 2,4 pp, le positionnant à 57,1% du PIB.

Enfin, les échanges extérieurs se sont renforcés et le solde global de la balance des paiements a enregistré un excédent record de 2 417,6 mds en 2025, consolidant celui de 1787,5 mds relevé en 2024. La masse monétaire a progressé de 23,8%, représentant 42,2% du PIB contre 37,5% une année plus tôt.

***Tableau 8** : Aperçu des indicateurs macroéconomiques 2023-2025 de la Côte d'Ivoire*

INDICATEURS	**2023**	**2024**	**2025***
PIB nominal (en mds)	48 998,9	52 820,7	58 061,1
Croissance réelle (en %)			
Secteur primaire	3,1	5,3	4,4
Secteur secondaire	10,7	4,8	6,7
Secteur tertiaire y compris taxes	6,1	6,7	7,2
PIB	***6,6***	***6,0***	***6,6***
Finances publiques et Dette (en % du PIB)			
Recettes Fiscales	13,3	13,8	14,7
Solde budgétaire global	-5,1	-4,0	-3,0
Encours de la dette	56,7	59,5	57,1
Balance des Paiements (en mds de FCFA)			
Solde global	-1 191,9	1 787,5	2 417,6
Situation monétaire (en mds de FCFA)			
Masse monétaire	17 440,1	20 261,5	24 529,4

Source : Commission de l'UEMOA, juin 2026.

3.3.2. Perspectives 2026-2030

3.3.2.1. Principales hypothèses

Les prévisions de la Côte d'Ivoire sur la période 2026-2030 reposent sur les principales hypothèses suivantes :

- la mise en œuvre efficace du Plan National de Développement (PND) 2026-2030 à travers le renforcement de la qualité des institutions et de la gouvernance, la

[11] Sauf indication contraire les données utilisées dans cette partie au niveau du secteur réel, des finances publiques et de la dette publique sont les dernières transmises officiellement à la Commission dans le cadre de la rédaction du Rapport d'exécution de la surveillance multilatérale.

consolidation de la stabilité macroéconomique, la diversification et la transformation structurelle de l'économie ainsi que l'accélération des réformes sectorielles ;

- une bonne dynamique de la production agricole, grâce à la mise en œuvre du projet de pôle agro-industriel dans la région du Bélier (2PAI-Bélier), du projet d'aménagement des plaines alluviales du Denguélé (région), l'aménagement d'une plateforme agro-industrielle à Bouaké (15 ha) dédiée à la transformation de l'anacarde, etc. ;
- le renforcement de la gestion des finances publiques à travers la mise en œuvre de la Stratégie nationale de mobilisation des Recettes à Moyen Terme (SRMT) 2024-2028 visant à élargir l'assiette fiscale, notamment grâce à une meilleure exploitation du potentiel de l'impôt foncier, au renforcement de la fiscalité sur le commerce électronique et à la réduction du poids du secteur informel.

3.3.2.2. Principaux résultats

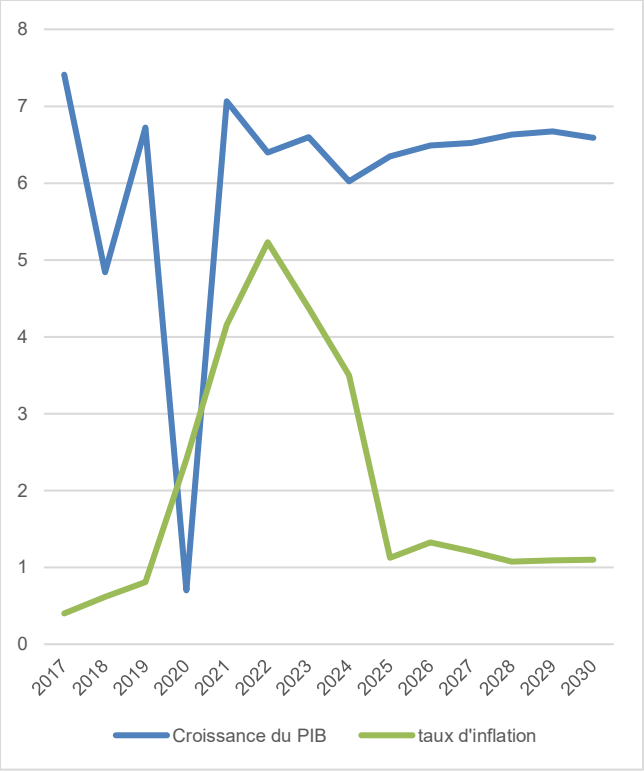
3.3.2.2.1. Secteur réel et inflation

Une croissance ivoirienne soutenue à moyen terme, mais exposée aux aléas de la conjoncture mondiale.

La croissance économique ivoirienne s'établirait à 6,0% en 2026 contre 6,5% en 2025, soit une hausse de 0,1 pp par rapport aux prévisions initiales de la Commission. Ce dynamisme, porté par le nouveau Plan National de Développement (PND) 2026-2030, est néanmoins freiné par une conjoncture internationale défavorable, marquée par le repli des cours des matières premières.

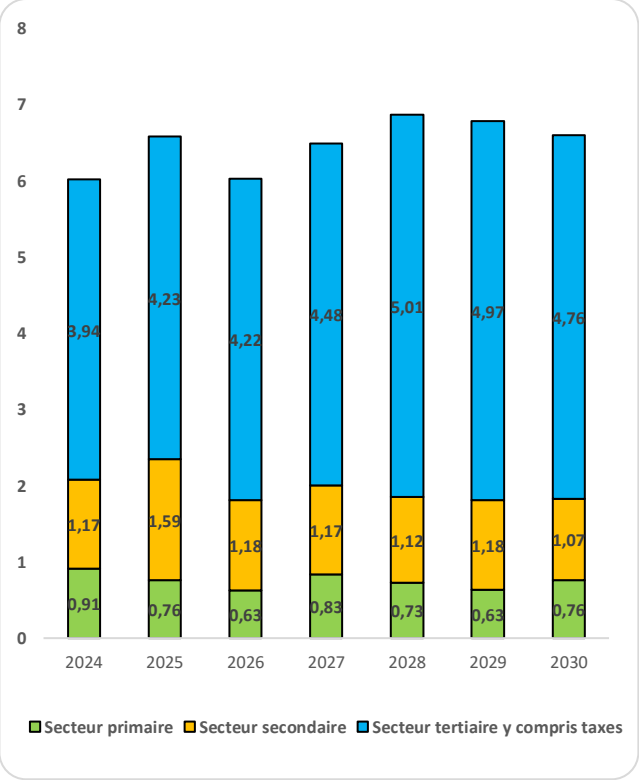
Sur la période 2027-2030, la croissance s'accélérerait à 6,7% en moyenne, soutenue par tous les secteurs d'activité, en particulier la production d'hydrocarbures et les grands projets d'investissement. L'inflation remonterait à 2,6% en 2026 après 0,1% en 2025, avant de s'établir en moyenne à 1,3% en moyenne de 2027 à 2030.

Figure 24 *: Evolution de la croissance et du taux d'inflation en Côte d'Ivoire (en %)*



Source : Commission de l'UEMOA.

Figure 25 *: Contribution des secteurs à la croissance de la Côte d'Ivoire (en points)*



Source : Commission de l'UEMOA.

Du côté de la demande, la consommation finale (+5,3%, en moyenne) et l'investissement (+7,4%, en moyenne) continueraient de porter la croissance sur la période 2026-2030.

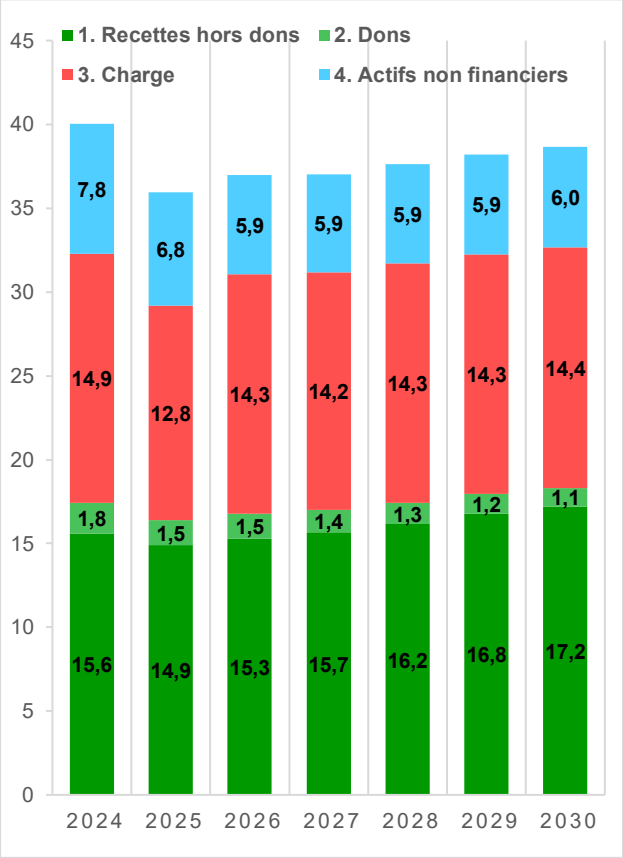
3.3.2.2.2. Finances publiques et dette publique

La mise en œuvre efficace de la SRMT 2024-2028 soutiendrait la consolidation budgétaire, maintenant le déficit sous le seuil des 3,0% du PIB dès 2027 et le taux d'endettement ressortirait en moyenne à 61,1% sur la période 2026-2030.

L'exécution des opérations financières de l'État afficherait un dynamisme positif en 2026, caractérisé par un accroissement des recettes de 9,5% soit 17,3% du PIB, contre 17,0% en 2025. Parallèlement, les dépenses totales connaîtraient une hausse de 12,0%, s'établissant à 20,8% du PIB après 20,0% l'année précédente. Cette trajectoire résulterait de l'amélioration du recouvrement des recettes fiscales attendues à 14,8% du PIB en 2026 portée par la poursuite des réformes, notamment dans le cadre de la Stratégie de Mobilisation des Recettes à Moyen Terme (SRMT).

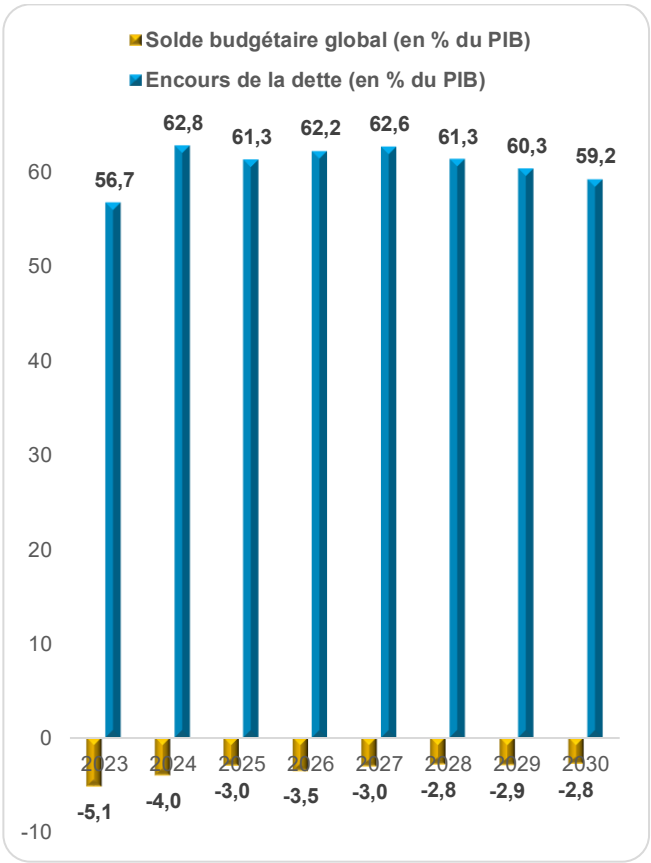
Sur la période 2027-2030, les recettes totales atteindraient une moyenne de 17,8% du PIB, soutenues par une pression fiscale qui s'élèverait à 15,7% à l'horizon 2030. Du côté des dépenses, les efforts de rationalisation se poursuivraient, appuyés par la mise en œuvre de la Stratégie nationale de lutte contre la corruption (SNLC 2024-2028) pour en renforcer la gouvernance. Elles se stabiliseraient en moyenne à 20,7% du PIB sur la période de projection. En conséquence, le déficit budgétaire global s'établirait à 3,5% du PIB en 2026 contre 3,0% en 2025, avant de refluer à 3,0% en 2027 et de se maintenir sous ce seuil jusqu'en 2030.

***Figure 26** : Agrégats des finances publiques (en % du PIB)*



Source : Commission de l'UEMOA.

***Figure 27** : Solde budgétaire et encours de la dette (en % du PIB)*



Source : Commission de l'UEMOA.

3.3.2.2.3. Balance des paiements et situation monétaire

Alors que le solde global de la balance des paiements consoliderait son excédent, la masse monétaire poursuivrait sa progression, soutenue par l'accroissement des créances sur l'économie.

Sur la période 2026-2030, la balance des paiements ressortirait excédentaire sur toute la période 2026-2030 avec un solde global qui s'afficherait en moyenne à 1 315,0 mds porté par la hausse de la production d'hydrocarbures et le dynamisme des exportations agricoles (cacao, café, anacarde, etc.).

Pour ce qui est du secteur monétaire, la masse monétaire poursuivrait sa consolidation, progressant, en moyenne, de 7,3% pour représenter 41% du PIB sur la période 2026-2030, soutenue par des créances sur les autres secteurs à hauteur de 28,6% du PIB par an

***Tableau 9** : Agrégats de la BDP et de la monnaie de la Côte d'Ivoire (en mds FCFA)*

Agrégats et Indicateurs	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Balance des paiements								
Solde des transactions courantes (en mds)	-3 944,4	-2 360,1	-517,6	-1 115,2	-1 365,2	-1 428,1	-1 207,0	-1 502,4
Solde des transactions courantes (en % du PIB)	-8,1	-4,5	-0,9	-1,8	-2,0	-1,9	-1,5	-1,7
Solde global (en mds)	-1 191,9	1 787,5	2 417,6	1 934,7	1 274,2	1 039,9	1 285,2	1 040,9
Situation monétaire								
Créance sur les autres secteurs (en mds)	11 405,7	12 716,9	14 411,8	16 383,2	18 624,3	21 053,9	23 882,0	27 096,3
Masse monétaire M2 (en mds)	17 440,1	20 261,5	24 529,4	26 194,2	27 849,3	30 204,6	32 573,5	34 910,5
Masse monétaire M2 (en % du PIB)	35,0	37,5	42,2	41,9	41,6	41,1	40,5	39,7

Source : Commission de l'UEMOA, juin 2026.

3.3.3. Risques et recommandations

Malgré des perspectives macroéconomiques prometteuses, la Côte d'Ivoire reste exposée à plusieurs risques, notamment :

- le durcissement des conditions financières mondiales, pesant sur le coût du refinancement de la dette ;
- un retard dans l'exécution du PND 2026-2030, freinant la dynamique de croissance attendue ;
- l'instabilité des cours des matières premières agricoles, accentuée par les tensions géopolitiques et commerciales internationales ;
- les aléas climatiques sur la production agricole, menaçant directement les rendements des filières d'exportation ;
- la dégradation du contexte sécuritaire, liée à la récurrence des incursions terroristes aux frontières ; et
- l'inefficacité des réformes fiscales et budgétaires (SRMT), limitant le recouvrement des recettes et la maîtrise des dépenses publiques.

En conséquence, des dispositions devraient être prises par les autorités en vue de poursuivre :

- la gestion efficace de la dette publique ;

- l'accélération de la transformation locale des produits agricoles, pour atténuer la vulnérabilité face à la volatilité des cours mondiaux ;
- la mise en œuvre des projets et programmes de développement des industries de transformation des produits agricoles, au niveau national ;
- les actions de renforcement des capacités des forces de défense et de sécurité pour lutter efficacement contre les menaces terroristes ; et
- les efforts pour une mise en œuvre efficace des réformes entreprises dans le cadre de la SRMT pour améliorer le niveau de recouvrement des recettes budgétaires, à travers l'élargissement de l'assiette fiscale, la modernisation de l'administration fiscale et douanière, la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales ainsi que la corruption.
- l'optimisation des réformes de la SRMT, par la digitalisation des régies financières, l'élargissement de l'assiette fiscale et la lutte contre la fraude ;
- la diversification des sources de financement et l'allongement de la maturité de la dette, pour parer au durcissement des conditions financières mondiales ; et

3.4. GUINEE-BISSAU

3.4.1. Evolution macroéconomique récente[12]

Une forte accélération de la croissance économique portée par le secteur primaire, dans un contexte de net recul du taux d'endettement.

En 2025, la croissance économique s'est accélérée à 5,8% contre 4,4% en 2024, dépassant de 0,7 pp les prévisions de la Commission et de 0,3 pp les projections nationales de décembre 2025. Cette performance a été portée par le secteur primaire soutenu par la hausse de la production et des exportations de noix de cajou dans un contexte de cours mondiaux élevés ainsi que par le dynamisme des secteurs secondaire et tertiaire notamment avec les branches électricité et commerce. Sur le plan interne, l'année a toutefois été marquée par des tensions politiques post-électorales en novembre. L'inflation, quant à elle, a chuté à 0,9% contre 3,7% en 2024, entraînée par le repli des prix alimentaires.

Du côté des finances publiques, la hausse des recettes et la rationalisation des dépenses ont permis de ramener le déficit budgétaire à 6,9% du PIB contre 8,2% en 2024. L'endettement s'est fortement contracté, l'encours passant de 84,8% à 75,4% du PIB, bien qu'il reste supérieur au seuil de 70 %.

Enfin, le solde global de la balance des paiements enregistre un excédent de 32,7 mds après 11,6 mds l'année précédente. La masse monétaire a progressé de 4,3%, représentant 37,2% du PIB contre 39,4 % en 2024.

[12] Sauf indication contraire les données utilisées dans cette partie au niveau du secteur réel, des finances publiques et de la dette publique sont les dernières transmises officiellement à la Commission dans le cadre du Rapport d'exécution de la surveillance multilatérale.

Tableau 10 : *Aperçu des indicateurs macroéconomiques 2023-2025 de la Guinée Bissau*

INDICATEURS	2023	2024	2025*
PIB nominal (en mds)	1 259,7	1 332,6	1 471,1
Croissance réelle (en %)			
Secteur primaire	4,7	3,1	5,8
Secteur secondaire	11,7	6,4	6,6
Secteur tertiaire y compris taxes	2,5	4,7	5,6
PIB	***4,6***	***4,4***	***5,8***
Finances publiques et dette (en % du PIB)			
Recettes Fiscales	8,7	8,2	8,3
Solde budgétaire global	-8,6	-8,2	-6,9
Encours de la dette	79,1	84,8	75,4
Balance des Paiements (en mds de FCFA)			
Solde global	-23,1	11,6	32,7
Situation monétaire (en mds de FCFA)			
Masse monétaire	494,1	524,9	547,3

Source : Commission de l'UEMOA, juin 2026.

3.4.1.1. Perspectives 2026-2030

3.4.1.1.1. Principales hypothèses

Les prévisions macroéconomiques de la Guinée Bissau, sur la période 2026-2030, reposent sur les principales hypothèses suivantes :

- une production satisfaisante de la noix de cajou et une bonne orientation de ses cours internationaux ;
- le rehaussement du niveau et de l'efficacité du contrôle des flux de noix de cajou en provenance des zones de production de Bissau (SICOCAJU) ainsi que le renforcement de l'inspection des fuites de noix de cajou au niveau des frontières ;
- la poursuite de la réhabilitation des infrastructures de base, notamment les travaux des voiries de Bissau, le projet de construction de la deuxième (2ème) sortie de Bissau, etc.
- l'augmentation de la production du riz, avec l'extension des superficies et la valorisation des terres basses ou bas-fonds (*bolanhas*), notamment dans les régions de Cacheu, Oio et Bafatá dans le cadre du projet REDE, intégrant ainsi de nouvelles zones de production ;
- la mise en œuvre des projets de construction des Centrales Solaires Photovoltaïques (Bafatá, Nhacra et 3 Îles), la réhabilitation et modernisation du Port de Bissau.

3.4.1.2. Principaux résultats

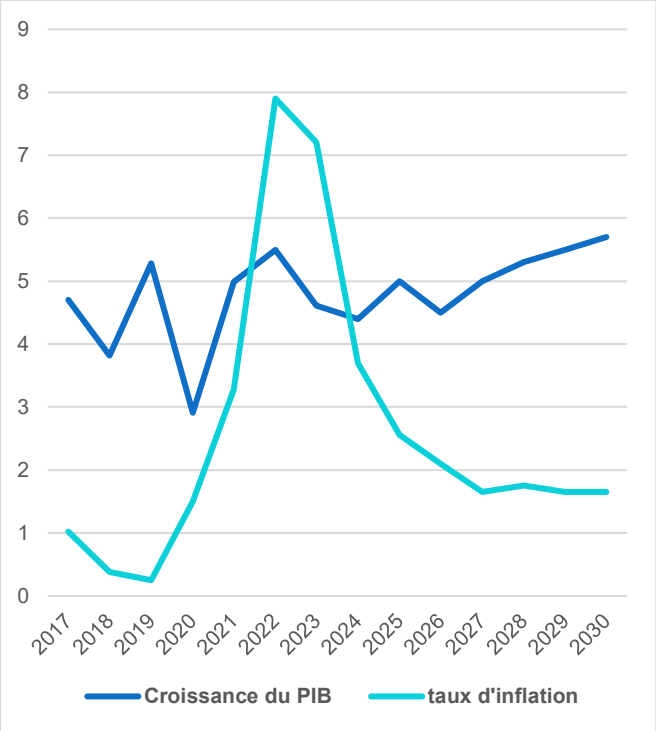
3.4.1.2.1. Secteur réel et prix

Une croissance résiliente portée par l'investissement et la filière cajou malgré les incertitudes internationales et nationales.

L'activité économique maintiendrait sa dynamique, en 2026, soutenue par l'ensemble des secteurs. Le taux de croissance serait de 5,1%, contre 5,8% en 2025, soit une hausse de 0,3 pp par rapport aux dernières prévisions de la Commission. Cette révision s'explique essentiellement par la bonne orientation de la filière noix de cajou, malgré les incertitudes politiques nationales.

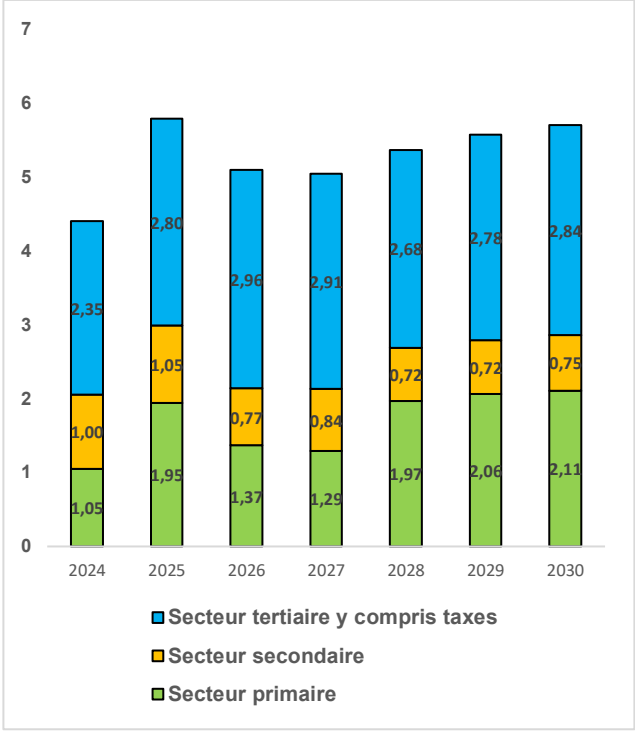
Sur la période 2026-2030, la croissance économique, bénéficierait du dynamisme de l'ensemble des secteurs d'activités et afficherait un taux moyen de 5,3% par an. L'inflation remonterait à 2,4% en 2026 avant de s'établir en moyenne, à 1,7% sur la période 2027-2030.

Figure 28 *: Evolution de la croissance et du taux d'inflation en Guinée-Bissau (en %)*



Source : Commission de l'UEMOA.

Figure 29 *: Contribution des secteurs à la croissance de la Guinée-Bissau (en points)*



Source : Commission de l'UEMOA.

Du côté de la demande, sur la période 2026-2030, la croissance serait portée, en grande partie, par l'investissement (+11,7%, en moyenne) et la consommation finale (+3,5%, en moyenne).

3.4.1.2.2. Finances publiques et dette publique

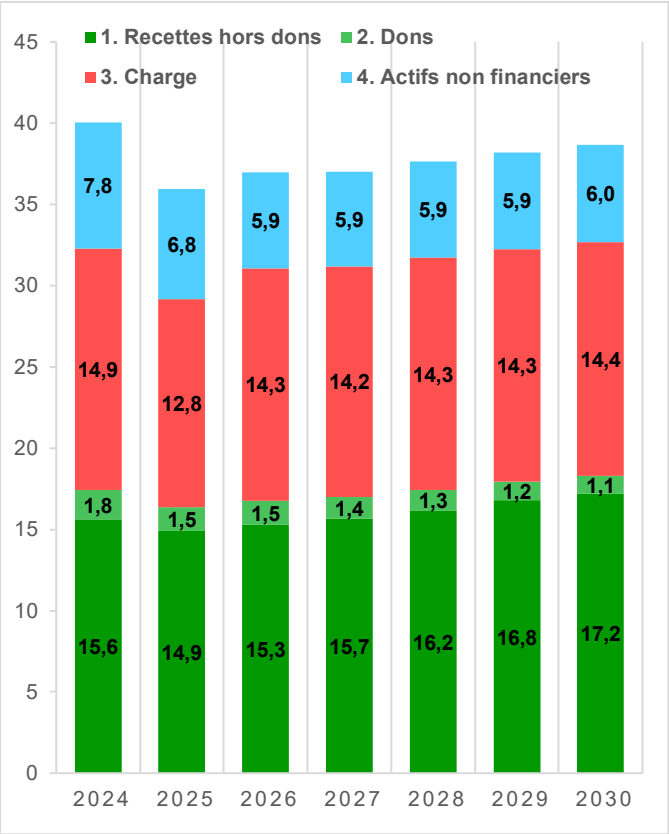
La gestion des finances publiques continuerait de se tenir dans un contexte d'endettement élevé et de consolidation des efforts pour améliorer la mobilisation des ressources afin de ramener le déficit budgétaire global en dessous de 3% en 2030.

Les efforts de consolidation budgétaire s'intensifieront, portés par une meilleure mobilisation des ressources internes. En effet, cette dernière bénéficierait notamment de l'application de la nouvelle loi sur la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) et de la rationalisation des exonérations fiscales. Ainsi, soutenues par l'optimisation du recouvrement fiscal, les recettes progresseront en moyenne de 5,9% sur la période 2026-2030 pour s'établir à 13,1% du PIB. Le taux de pression fiscale suivra une trajectoire ascendante, passant de 8,4% en 2026 à 9,1% en 2030.

En parallèle, la maîtrise rigoureuse des dépenses courantes en particulier de la masse salariale serait maintenue, contenant les dépenses totales à une moyenne de 17,3% du PIB sur la période. Sous l'effet conjugué de ces mesures, le déficit budgétaire s'engagera sur une trajectoire de réduction continue, il se situerait à 5,4% en 2026 contre 6,5 % en 2025, avant de refluer à 5,1% en 2027, 4,5% en 2028, pour s'établir respectivement à 3,6% et 2,4% en 2029 et 2030.

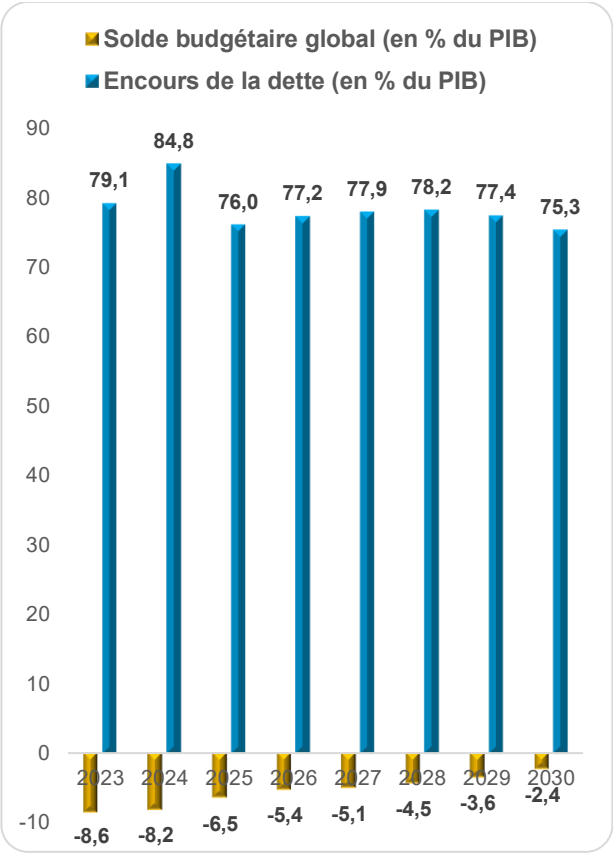
Le taux d'endettement resterait au-dessus de 70% sur toute la période 2026-2030 mais baisserait passant de 77,2% en 2026 à 75,3% en 2030.

***Figure 30** : Agrégats des finances publiques (en % du PIB)*



Source : Commission de l'UEMOA.

***Figure 31** : Solde budgétaire et encours de la dette (en % du PIB)*



Source : Commission de l'UEMOA.

3.4.1.2.3. Balance des paiements et situation monétaire

Un solde global de la balance des paiements qui resterait excédentaire et la masse monétaire qui se renforcerait soutenue par les créances sur les autres secteurs.

Le solde global de la balance des paiements afficherait un excédent de 76,7 mds en 2026, après celui de 32,7 mds en 2025. Il devrait, par la suite, continuer d'être positif, avec un montant moyen de 52,7 mds sur la période 2027-2030.

La situation monétaire devrait, quant à elle, être marquée par une hausse de 8,6% de la masse monétaire, en moyenne et par an, sur la période, pour un ratio d'environ 40,2% du PIB, accompagnée d'une dynamique favorable des créances sur les autres secteurs dans le cadre du soutien aux activités économiques.

***Tableau 11** : Agrégats de la BDP et de la monnaie de la Guinée Bissau (en mds FCFA)*

Agrégats et Indicateurs	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Balance des paiements								
Solde des transactions courantes (en mds)	-97,2	-98,1	-89,5	-82,3	-93,7	-79,8	-79,2	-96,5
Solde des transactions courantes (en % du PIB)	-7,7	-7,4	-6,1	-5,3	-5,7	-4,6	-4,3	-4,9
Solde global (en mds)	-23,1	11,6	32,7	76,7	45,4	58,9	56,3	50,2
	Situation monétaire							
Créance sur les autres secteurs (en mds)	172,9	151,9	173,3	180,2	178,6	180,9	189,2	193,5
Masse monétaire M2 (en mds)	494,1	524,9	547,3	593,9	645,7	699,3	759,4	825,1
Masse monétaire M2 (en % du PIB)	39,2	39,4	37,2	38,2	39,2	40,2	41,2	42,2

Source : Commission de l'UEMOA, juin 2026.

3.4.1.3. Risques et recommandations

Les projections macroéconomiques de la Guinée Bissau sont sujettes à des risques majeurs liés, entre autres, à :

- l'instabilité politique accentuant ainsi les incertitudes sur la gestion des finances publiques et les investissements ;
- la baisse des résultats des campagnes de production de noix de cajou, en lien avec des conditions météorologiques défavorables et des prix aux producteurs peu encourageants ;
- la lenteur dans la mise en œuvre des réformes fiscales, notamment la loi sur la TVA ; et
- la poursuite de la hausse du taux d'endettement dans un contexte de renchérissement du financement qui menacerait la soutenabilité de la dette du pays.

Ainsi, des dispositions devraient être prises en vue de poursuivre :

- les actions en faveur de la diversification du tissu productif du pays ;
- les efforts pour accélérer les réformes visant à accroître les ressources intérieures ; et
- les mesures visant à maîtriser, voire réduire, le taux d'endettement du pays grâce, entre autres, à une gestion saine et prudente de la dette publique et un recours aux opérations de gestion de passifs afin de réduire le risque de liquidité.

3.5. MALI

3.5.1. Evolution macroéconomique récente[13]

L'économie malienne poursuit son redressement, dans un contexte sécuritaire difficile, soutenue par une amélioration de la production minière et agricole ainsi qu'une inflation en hausse.

La croissance économique est remontée à 5,6% en 2025, après 5,0% en 2024, portée principalement par l'ensemble des secteurs de production notamment l'agriculture grâce à une pluviosité satisfaisante et la reprise de l'activité extractive en particulier le démarrage de l'exploitation du lithium dans un contexte de relance des investissements miniers. La croissance dépasse de 0,7 pp les prévisions de la Commission et ressort en dessous de 0,5 pp des projections nationales de décembre 2025. L'inflation est ressortie à 2,3% en 2025, contre 3,2% en 2024, sous l'effet du recul des prix des produits alimentaires.

Au niveau des finances publiques, le déficit budgétaire global est resté pour la deuxième année consécutive en dessous de 3% du PIB passant de 2,2% en 2024 à 1,6% du PIB en 2025. Cette situation reflète d'une part la bonne mobilisation des ressources et d'autre part une meilleure maîtrise des dépenses courantes. S'agissant de la dette publique, son encours en pourcentage du PIB est ressorti à 41,8% en 2025, contre 42,0% en 2024.

Les échanges extérieurs, ont affiché un excédent, en 2025, de 437,2 mds du solde global de la balance des paiements après celui de 347,4 mds enregistrés en 2024. La masse monétaire s'est, quant à elle, inscrite en légère hausse de 12,0% pour représenter 30,8% du PIB après 29,7% en 2024.

[13] Sauf indication contraire les données utilisées dans cette partie au niveau du secteur réel, des finances publiques et de la dette publique sont les dernières transmises officiellement à la Commission dans le cadre du Rapport d'exécution de la surveillance multilatérale.

***Tableau 12** : Aperçu des indicateurs macroéconomiques 2023-2025 du Mali*

INDICATEURS	2023	2024	2025*
PIB nominal (en mds)	15 029,6	16 226,6	17 498,1
Croissance réelle (en %)			
Secteur primaire	2,7	8,8	6,3
Secteur secondaire	3,5	-5,0	1,9
Secteur tertiaire y compris taxes	6,6	7,1	6,6
PIB	***4,8***	***5,0***	***5,6***
Finances publiques et dette (en % du PIB)			
Recettes fiscales	12,7	13,5	14,1
Solde budgétaire global	-3,6	-2,2	-1,6
Encours de la dette	43,8	42,0	41,8
Balance des Paiements (en mds de FCFA)			
Solde global	-555,3	347,4	437,2
Situation monétaire (en Mds)			
Masse monétaire	4 729,1	4 814,3	5 392,0

Source : Commission de l'UEMOA, juin 2026.

3.5.2. Perspectives 2026-2030

3.5.2.1. Principales hypothèses

Les prévisions reposent principalement sur les hypothèses suivantes :

- la reprise progressive du territoire national à moyen terme, grâce à la mise en œuvre de la Loi d'orientation et de programmation militaire (LOPM) et de la Loi de programmation relative à la sécurité intérieure ;
- la tenue satisfaisante, à moyen terme, de la production agricole, notamment cotonnière ;
- la construction de la route Kwala Mourdiah-Nara, du quatrième pont de Bamako, de nouvelles lignes ferroviaires (voie ferrée Bamako – Conakry ; Bamako-Bougouni-Sikasso-Ouangolodougou (569 km) et de la bretelle Sikasso- Bobo Dioulasso) ;
- la bonne mise en œuvre des réformes dans le domaine minier et l'amélioration de la production minière (or, lithium, etc.) ; et
- la mise en œuvre efficace de la Stratégie Nationale Pour l'émergence et le développement durable 2024-2033 découlant du plan de développement à long terme dénommé « *Vision 2063* » notamment ses onze (11) projets structurants dans l'ensemble des domaines (infrastructures, mines, énergie, développement humain, etc.).

3.5.2.2. Résultats

3.5.2.2.1. Secteur réel et prix

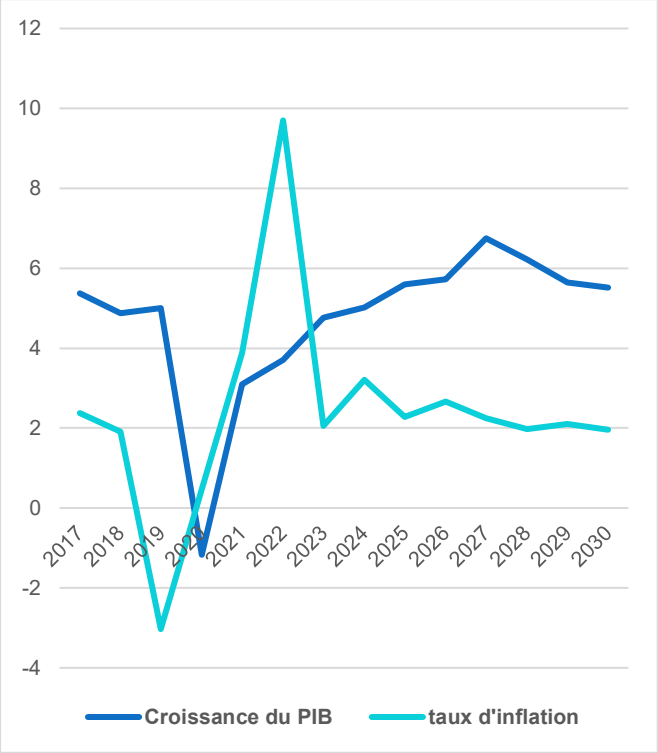
La croissance économique se conforterait à moyen terme, mais elle reste toujours empreinte d'importants risques, en particulier sécuritaires.

Le dynamisme de l'activité économique se maintiendrait, dans un contexte marqué par la reconquête du territoire. Ainsi, la croissance s'établirait à 5,7% en 2026 soit une hausse de 0,5 pp par rapport aux dernières prévisions de la Commission. Elle serait soutenue par l'ensemble des secteurs, à la faveur notamment de la montée en puissance de la production de lithium et de l'amélioration de l'offre énergétique. Sur la période 2027-2030, la croissance économique progresserait en moyenne de 6,0% par an, porté par l'élan du secteur extractif

ainsi que par la poursuite des réformes structurelles visant l'amélioration du climat des affaires.

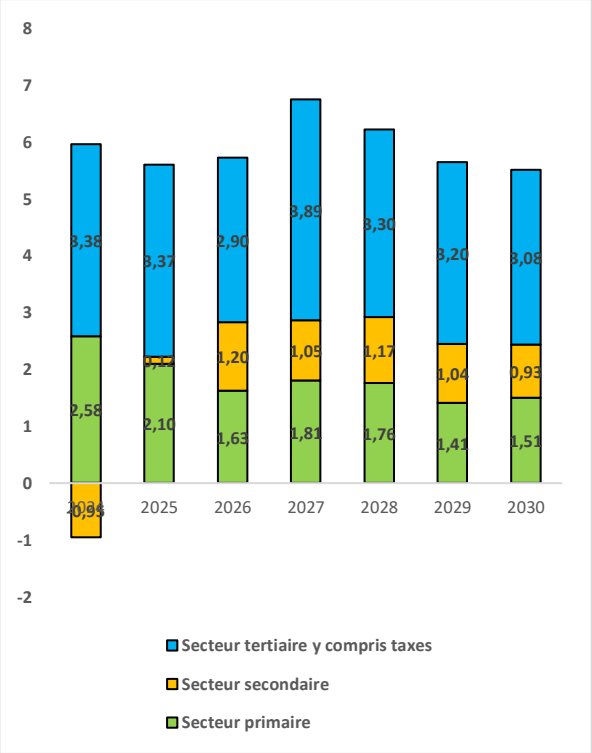
Au niveau des prix, l'inflation fléchirait à 2,7% en 2026, avant de se stabiliser en moyenne à 2,1% par an sur l'horizon 2027-2030.

***Figure 32** : Evolution de la croissance et du taux d'inflation au Mali (en %)*



Source : Commission de l'UEMOA.

***Figure 33** : Contribution des secteurs à la croissance du Mali (en points)*



Source : Commission de l'UEMOA.

Du côté de la demande, sur la période 2026-2030, la croissance serait portée par l'investissement (+9,9%) et la consommation finale (+4,9% en moyenne).

3.5.2.2.2. Finances publiques et dette publique

Le déficit budgétaire global continuerait à se maintenir en dessous de 3,0% du PIB sur la période 2026-2030 avec un taux d'endettement moyen de 42,3%.

La gestion des finances publiques serait renforcée par la poursuite des réformes fiscales. Celles-ci prévoient notamment le rehaussement de la taxe sur les entreprises de télécommunications, ainsi que l'application de la contribution spéciale de solidarité sur le chiffre d'affaires des sociétés assujetties à l'IS ou aux BIC. Grâce à ces mesures, les recettes totales devraient atteindre en moyenne 19,4% du PIB sur la période 2026-2030, portées par une progression des recettes fiscales de 13,5% du PIB en 2026 à 14,5% en 2030.

En parallèle, les efforts d'optimisation des dépenses publiques se poursuivraient, maintenant ces dernières à une moyenne annuelle de 19,9% du PIB sur la période. Par conséquent, le déficit budgétaire global entamerait une trajectoire descendante, passant de 2,7% du PIB en 2026 à 2,1% en 2030. Cette maîtrise budgétaire permettra de stabiliser le taux d'endettement : attendu à 43,0% en 2026 après 41,8% en 2025, il s'établirait en moyenne à 42,2% sur la période 2027-2030.

***Figure 34** : Agrégats des finances publiques (en % du PIB)*

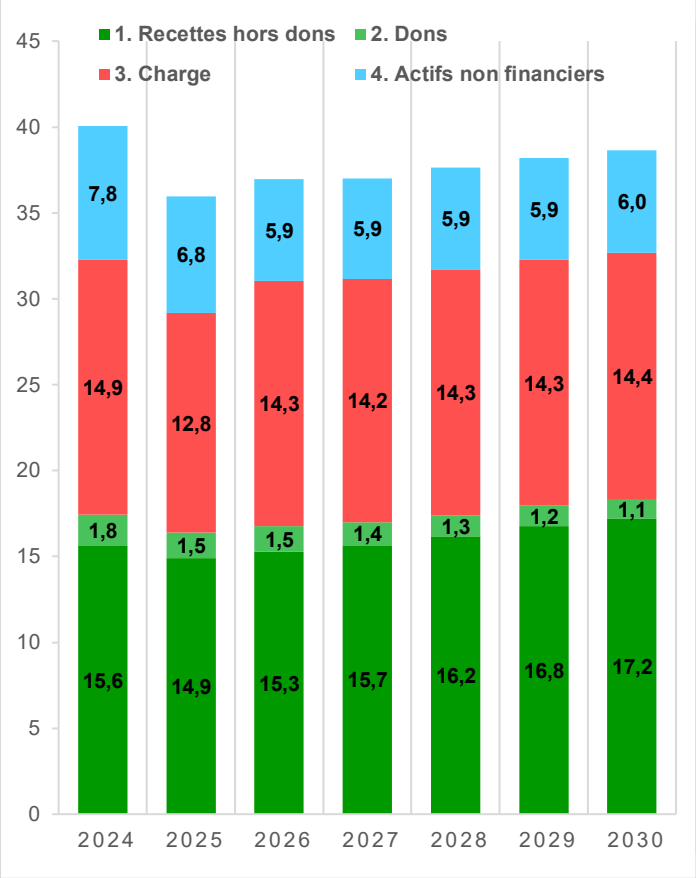
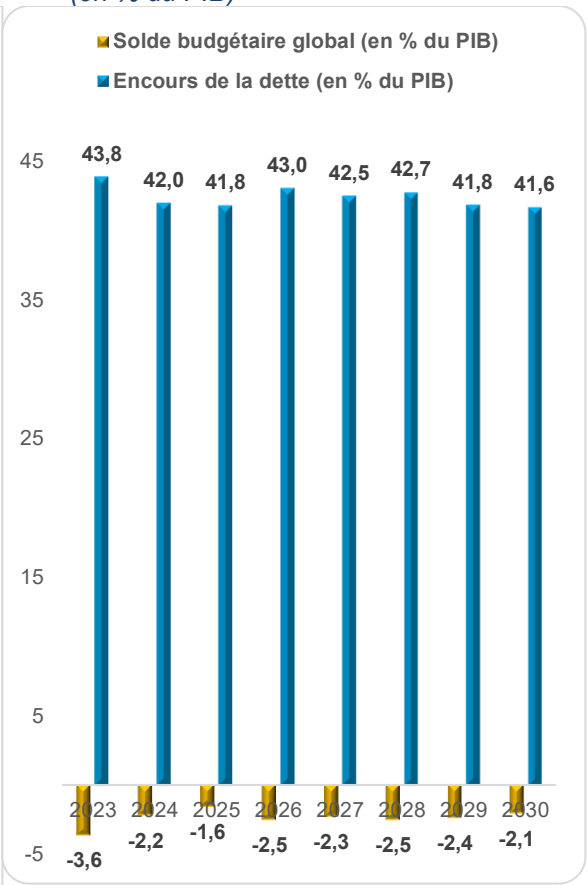


***Figure 35** : Solde budgétaire et encours de la dette (en % du PIB)*



3.5.2.2.3. Balance des paiements et situation monétaire

Les échanges extérieurs se bonifieraient de la bonne tenue des exportations minières, avec un solde global de la balance des paiements qui resterait excédentaire sur toute la période, ainsi qu'une masse monétaire qui se consoliderait.

Le solde global de la balance des paiements ressortirait excédentaire de 399,5 mds en 2026, après celui de 437,2 mds relevés en 2025. Pour la période 2027-2030, il afficherait en moyenne, un excédent de 510,1 mds, tiré par les exportations minières.

Au niveau du secteur monétaire, la masse monétaire se renforcerait, avec un taux de croissance de 6,0%, en moyenne par, pour se situer à 33,9% du PIB sur la période 2026-2030, grâce, entre autres, à une amélioration des créances sur les autres secteurs.

Tableau 13 : Agrégats de la BDP et de la monnaie du Mali (en mds FCFA)

Agrégats et Indicateurs	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Balance des paiements								
Solde des transactions courantes (en mds)	-976,8	-702,6	-260,6	-561,7	-464,5	-482,5	-308,2	-312,0
Solde des transactions courantes (en % du PIB)	-6,5	-4,3	-1,5	-3,0	-2,3	-2,3	-1,4	-1,3
Solde global	-555,3	347,4	437,2	399,5	402,5	454,4	546,0	637,6
Situation monétaire								
Créance sur les autres secteurs (en mds)	3 786,2	3 854,8	3 788,4	4 068,9	4 292,4	4 528,2	4 777,0	5 025,7
Masse monétaire M2 (en mds)	4 729,1	4 814,3	5 392,0	5 867,7	6 338,3	6 872,7	7 044,7	7 216,7
Masse monétaire M2 (en % du PIB)	31,5	29,7	30,8	31,5	31,7	36,9	35,2	34,0

Source : Commission de l'UEMOA, juin 2026.

3.5.3. Risques et recommandations

Les risques qui pèsent sur les perspectives macroéconomiques du Mali sont liés à plusieurs facteurs, à savoir :

- la dégradation de la situation sécuritaire nationale, marquée par une faible progression dans la reconquête du territoire et des tensions sociopolitiques ;
- la recrudescence des sécheresses, liées aux conséquences du dérèglement climatique (sécheresse, inondations, etc.) conduisant à des productions agricoles vivrières ainsi qu'à des exportations faibles ;
- le retard dans la mise en œuvre des projets structurants de la Stratégie Nationale Pour l'émergence et le développement durable 2024-2033 ; et
- l'inefficacité des réformes dans le secteur des mines, avec la fermeture de plusieurs mines et des retards dans la reprise de leurs productions.

Les autorités devraient prendre les dispositions en vue de poursuivre :

- les efforts visant à assurer un environnement sécuritaire stable, notamment à travers le renforcement des institutions propices au développement des activités économiques ;
- le renforcement et la mise en œuvre des plans d'accompagnement des acteurs du monde rural ; et
- les actions pour rendre les cadres réglementaires transparents dans le domaine des mines et accroitre leur production ainsi que leur contribution au budget national.

3.6. NIGER

3.6.1. Evolution macroéconomique récente[14]

L'activité économique maintient son dynamisme grâce au renforcement de la production pétrolière et agricole dans un contexte de reprise des investissements et de chute de l'inflation.

L'activité a poursuivi sa consolidation avec une croissance économique passant de 8,3% en 2024 à 6,9% en 2025 soit en dessous de 1,9 pp par rapport aux dernières prévisions de la Commission et de 0,2 pp au-dessus de celles du pays de décembre 2025. Elle a bénéficié de la montée en puissance de la production pétrolière particulièrement du brut destiné à l'exportation et d'une meilleure tenue de la branche agriculture qui se renforce avec l'intensification des activités liées au projet de la grande irrigation.

Du côté des prix, l'inflation record de 9,1% de 2024 chute a laissé place à une déflation de 4,7% en 2025. Cette situation a été en grande partie soutenue par les mesures de régulation du marché prise par les Autorités du pays. Il s'agit notamment des opérations de vente de céréales à prix modérés pour les populations vulnérables, les actions de constitution d'une Réserve Alimentaire Stratégique Nationale par des achats directs aux producteurs et la reconduction des mesures administratives d'interdiction d'exportation de certaines céréales.

Au niveau des finances publiques, l'assainissement budgétaire s'est intensifié. Ainsi, le déficit budgétaire global s'est résorbé, passant de 4,3% du PIB en 2024 à 2,9% en 2025, en lien avec une amélioration dans le recouvrement des recettes et la rationalisation des dépenses publiques notamment courantes. Quant au taux d'endettement, il a augmenté de 0,9 pp pour s'établir à 48,2% en 2025.

[14] Sauf indication contraire les données utilisées dans cette partie au niveau du secteur réel, des Finances publiques et de la dette publiques sont les dernières transmises officiellement à la Commission dans le cadre du Rapport d'exécution de la surveillance multilatérale

Les échanges extérieurs se sont renforcés avec l'exportation du pétrole brut permettant à la balance des paiements d'afficher un solde global excédentaire de 203,8 mds, en 2025, après cinq (05) années consécutives de déficit. La masse monétaire s'est, quant elle, consolidée avec une hausse de 10,6%, représentant ainsi 17,7% du PIB contre 16,5% en 2024.

***Tableau 14** : Aperçu des indicateurs macroéconomiques 2023-2025 du Niger*

INDICATEURS	**2023**	**2024**	**2025***
PIB nominal (en mds)	10 281,2	11 963,1	12 354,0
Croissance réelle (en %)			
Secteur primaire	4,4	18,1	6,4
Secteur secondaire	1,5	13,0	6,4
Secteur tertiaire y compris taxes	1,6	-3,0	7,7
PIB	***2,6***	***8,3***	***6,9***
Finances publiques et dette (en % du PIB)			
Recettes fiscales	8,0	7,0	9,3
Solde budgétaire global	-5,3	-4,3	-2,9
Encours de la dette	51,6	47,3	48,2
Balance des Paiements (en mds de FCFA)			
Solde global	-299,4	-121,7	203,8
Situation monétaire (en mds)			
Masse monétaire	1 844,9	1 972,5	2 181,8

Source : Commission de l'UEMOA, juin 2026.

3.6.2. Perspectives 2026-2030

3.6.2.1. Principales hypothèses

Les prévisions macroéconomiques du Niger reposent essentiellement sur les hypothèses suivantes :

- un apaisement progressif des menaces sécuritaires, grâce à la poursuite des actions de renforcement des capacités (équipements, effectifs, formation, etc.) des forces de défense et de sécurité et une bonne coordination des stratégies militaires régionales ;
- la mise en œuvre efficace du « Programme de la Refondation de la République » (PRR) 2025-2026 notamment à travers ses projets structurants dans le domaine des infrastructures et de l'agriculture notamment le Programme de la Grande Irrigation ;
- la construction et l'exploitation de nouvelles centrales d'énergie solaire, le projet de construction des lignes électriques, la mise en exploitation du barrage de Kandadji qui devrait renforcer la production d'électricité et la culture irriguée, le développement des zones économiques spéciales ;
- la montée en puissance de la production pétrolière et la mise en exploitation de nouvelles mines d'uranium, notamment par la Société Minière de DASA SA (SOMIDA) et de la Société des mines d'Azelik (SOMINA), respectivement, à partir de 2026 et 2027 ; et
- la promotion de projets privés, notamment l'usine de production d'engrais à Tahoua ; l'usine d'aliments pour bétail et volaille ; l'agropole avec le pôle agroindustriel couvrant les chaines de valeur prioritaires, l'usine de transformation de la canne à sucre.

3.6.2.2. Principaux résultats

3.6.2.2.1. Secteur réel et prix

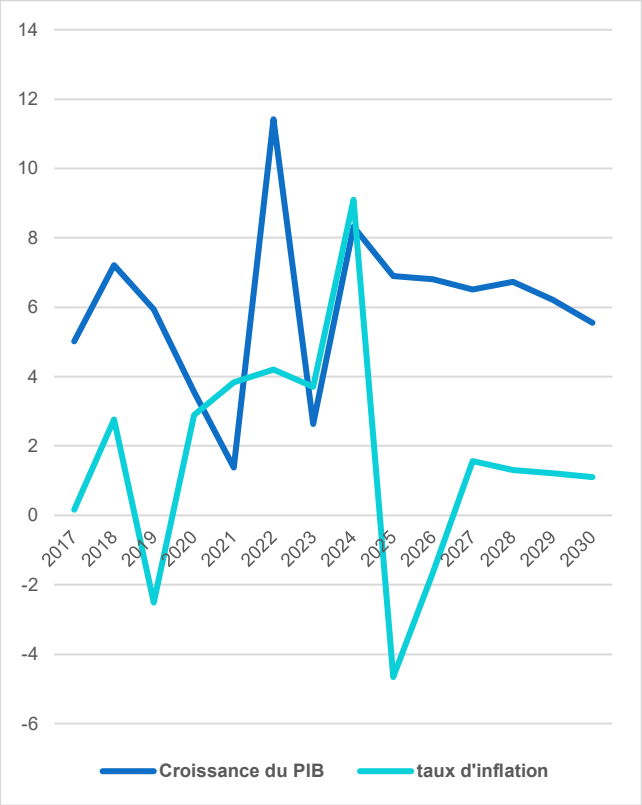
Une croissance économique revigorée par les activités extractives et la production agricole, mais que les menaces sécuritaires continueraient de fragiliser.

L'activité économique bénéficierait de la mise en œuvre effective du PRR 2025-2029, du regain de dynamisme de l'exploitation pétrolière et du renforcement de la production agricole soutenu par le Programme de la Grande Irrigation. La reprise de plusieurs projets

d'infrastructures majeurs, tels que le barrage de Kandadji et divers chantiers routiers, soutiendrait également cette dynamique. Dans ce contexte, la croissance économique s'établirait à 6,8% en 2026, après un taux de 6,9% en 2025. Par rapport aux précédentes prévisions de la Commission, cette trajectoire est revue à la baisse de 1,0 pp, en raison des incertitudes liées à l'environnement international et régional. À moyen terme, sur la période 2027-2030, la croissance ressortirait à 6,3% en moyenne annuelle.

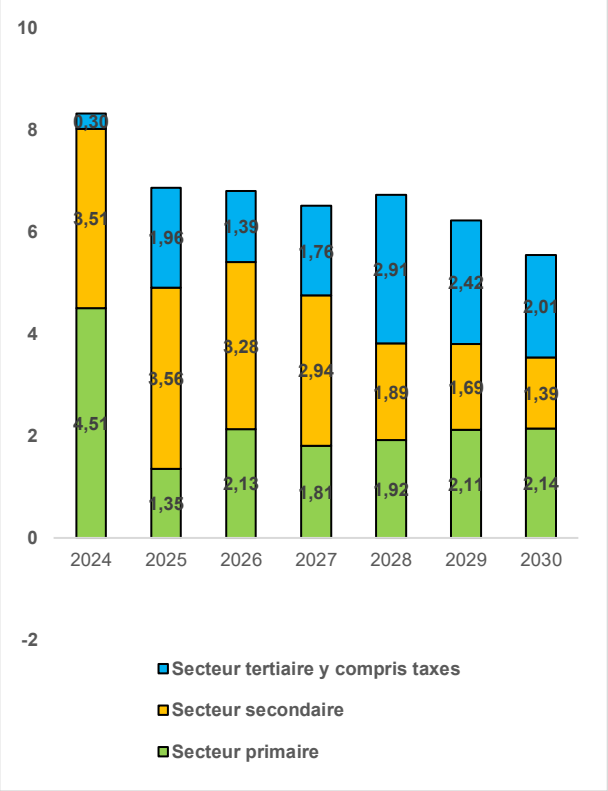
Pour ce qui est de l'inflation, elle s'établirait à -2,6% en 2026 après son repli de 4,7% en 2025 et, en moyenne, elle serait à 1,3% en moyenne par an sur la période 2027-2030.

Figure 36 *: Evolution de la croissance et du taux d'inflation au Niger (en %)*



Source : Commission de l'UEMOA.

Figure 37 *: Contribution des secteurs à la croissance du Niger (en point)*



Source : Commission de l'UEMOA.

Du côté de la demande, la croissance serait tirée par la consommation finale (+5,6%, en moyenne) et l'investissement (+6,5%, en moyenne) sur la période 2025-2030.

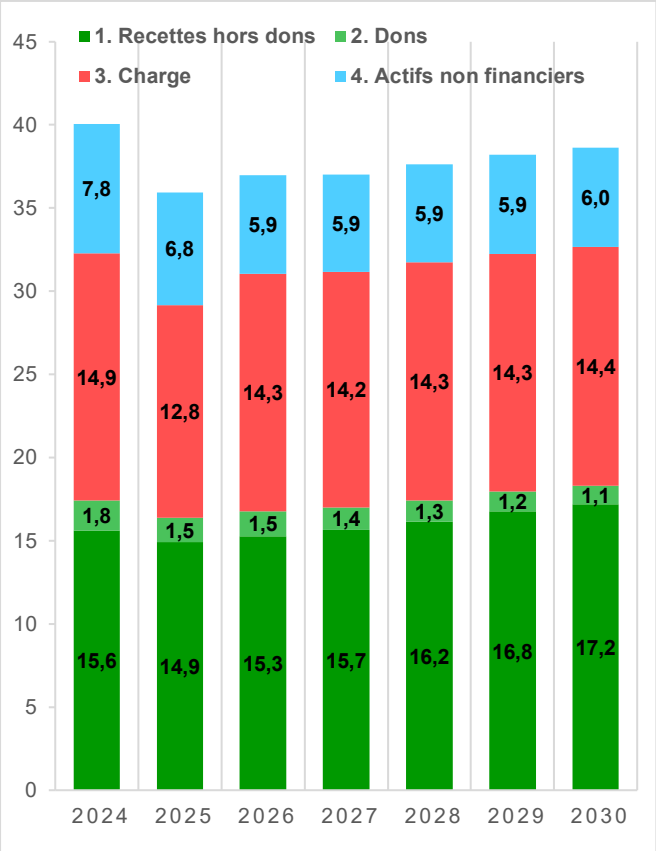
3.6.2.2.2. Finances publiques et dette publique

L'exécution budgétaire se traduirait par une réduction du déficit global résultant d'un accroissement des recettes intérieures et de la maitrise des dépenses publiques, avec un taux d'endettement moyen de 49,0% du PIB sur la période 2025-2029.

La situation budgétaire devrait poursuivre sa consolidation, soutenue par la mise en œuvre des réformes du Programme Économique et Financier du FMI. En 2026, la mobilisation des recettes atteindrait 12% du PIB, portée par la bonne dynamique des recettes fiscales (9,3% du PIB). Les dépenses publiques, quant à elles, seraient maîtrisées à 15,1% du PIB grâce à des mesures d'efficacité. Le déficit budgétaire global ressortirait ainsi à 3,1% du PIB, après 2,9% en 2025.

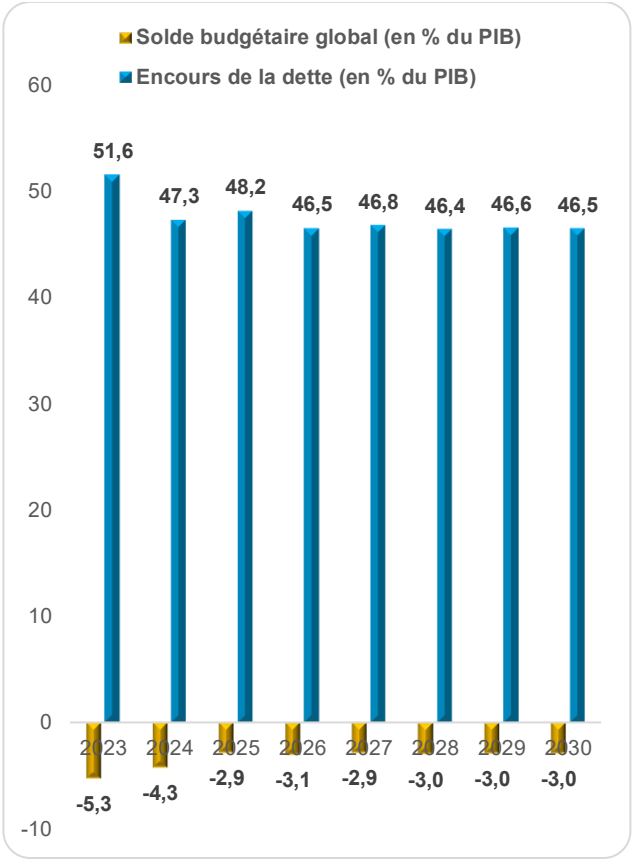
Sur la période 2027-2030, les recettes totales s'élèveraient en moyenne à 12,3% du PIB par an, face à des dépenses publiques de 15,3% du PIB. Le déficit budgétaire se situerait à 2,9% du PIB en 2027, avant de se stabiliser à 3,0% sur la période 2028-2030. Concernant la dette publique, son encours ressortirait à 46,5% du PIB en 2026, et en moyenne à 46,6% sur la période 2027-2030.

***Figure 38** : Agrégats des finances publiques*



Source : Commission de l'UEMOA.

***Figure 39** : Solde budgétaire et encours de la dette (en % du PIB)*



Source : Commission de l'UEMOA.

3.6.2.2.3. Balance des paiements et situation monétaire

L'excédent de la balance des paiements s'accentuerait, porté par les exportations de pétrole brut et de produits miniers. Parallèlement, la masse monétaire se consoliderait sous l'effet de la progression des créances sur les autres secteurs.

Les échanges extérieurs devraient profiter de l'exportation du pétrole brut et de la reprise de celles de l'uranium. Ainsi, le solde global de la balance des paiements ressortirait excédentaire sur l'ensemble de la période 2026-2030, avec une moyenne de 520,2 mds.

Sur le plan monétaire, la masse monétaire se renforcerait de 7,4% en moyenne pour représenter 18,8% du PIB sur la période horizon, portée notamment par une amélioration des créances sur les autres secteurs.

***Tableau 15** : Agrégats de la BDP et de la monnaie du Niger (en mds FCFA)*

Agrégats et Indicateurs	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Balance des paiements								
Solde des transactions courantes (en mds)	-1 414,8	-728,4	-728,3	-474,6	-248,0	-211,0	-176,4	-142,2
Solde des transactions courantes (en % du PIB)	-13,8	-6,1	-5,9	-3,5	-1,7	-1,4	-1,1	-0,8
Solde global (en mds)	-299,3	-121,7	203,8	342,8	486,1	494,5	579,1	698,7
Situation monétaire								
Créance sur les autres secteurs (en mds)	1 253,9	1 358,0	1 298,9	1327,8	1322,9	1342,1	1338,7	1348,9
Masse monétaire M2 (en mds)	1 844,9	1 972,5	2 181,8	2 477,6	2 608,3	2 765,4	2 913,8	3 111,8
Masse monétaire M2 (en % du PIB)	17,9	16,5	17,7	18,4	18,3	19,4	19,0	19,0

Source : Commission de l'UEMOA, juin 2026.

3.6.3. Risques et recommandations

Les perspectives économiques favorables du Niger sont exposées à d'importants risques baissiers, à savoir, notamment :

- une dégradation de la situation sécuritaire perturbant l'activité économique (notamment, l'agriculture et le commerce) ;
- le dérèglement climatique avec des périodes de sécheresse de plus en plus rapprochées induisant de mauvaises campagnes agricoles ;
- un retard dans la mise en œuvre du PRR 2025-2029 donc des grands projets d'investissement (barrage de Kandadji, routes, etc.) ainsi que le début d'exploitation des nouvelles mines d'uranium et les difficultés d'exportation du pétrole brut.

Les dispositions devraient être prises en vue de poursuivre :

- les efforts visant à assurer un environnement sécuritaire propice au développement des activités économiques et sociales ;
- les initiatives de développement des cultures irriguées ainsi que les mesures d'accompagnement du monde rural pour atténuer la vulnérabilité de la production agricole vis-à-vis de la pluviométrie ; et
- les actions pour faire aboutir les grands projets et l'ouverture des mines d'uranium, dans les délais, et garantir une bonne exportation du pétrole brut.

3.7. SENEGAL

3.7.1. Evolution macroéconomique récente[15]

Une amélioration de la croissance soutenue par le démarrage de la production pétrolière, dans un contexte difficile de gestion des finances publiques.

L'économie sénégalaise a enregistré une croissance de 6,7% en 2025, contre 6,5% en 2024. Ce dynamisme a été principalement porté par le secteur secondaire, grâce au démarrage de l'exploitation gazière, à la production de pétrole en année pleine et à la mise en service d'une

[15] Sauf indication contraire, les données utilisées dans cette partie au niveau du secteur réel, des finances publiques et de la dette publique sont les dernières transmises officiellement à la Commission dans le cadre du Rapport d'exécution de la surveillance multilatérale.

quatrième cimenterie. Les secteurs primaire et tertiaire ont également contribué à cette trajectoire, bien que dans une moindre mesure. Cette performance s'aligne sur les dernières prévisions de la Commission, mais reste inférieure de 1,1 pp aux projections du pays formulées en décembre 2025. Quant à l'inflation, elle est remontée à 1,4% en 2025 contre 0,8% en 2024, sous l'effet notable de la hausse des prix des produits alimentaires ainsi que des services d'hébergement et de restauration.

Du côté des finances publiques, l'exécution budgétaire est restée marquée par la poursuite de la politique de consolidation. Ainsi, le déficit budgétaire global s'est nettement réduit, passant de 13,7% en 2024 à 6,4% en 2025. Cette amélioration résulte d'une bonne mobilisation des recettes notamment fiscales, qui atteignent 19% du PIB contre 18,9% l'année précédente combinée à une rationalisation des dépenses publiques. L'encours de la dette publique, quant à lui, s'établit à 117,0% du PIB contre 121,3% en 2024, restant pour la deuxième année consécutive supérieur à la richesse nationale.

S'agissant des échanges extérieurs, la balance commerciale affiche une nette amélioration. Son solde global dégage un excédent de 478,6 mds, contre 89,1 mds en 2024, une progression essentiellement portée par le démarrage des exportations d'hydrocarbures.

Enfin, la masse monétaire a progressé de 13,3% en 2025, contre 3,9% un an auparavant. Cette évolution reflète principalement la hausse des avoirs extérieurs nets, en lien direct avec l'amélioration des comptes extérieurs. En parallèle, les crédits à l'économie ont augmenté de 8,4% en glissement annuel, témoignant de la bonne dynamique du financement du secteur privé.

***Tableau 16** : Aperçu des indicateurs macroéconomiques 2023-2025 du Sénégal*

INDICATEURS	**2023**	**2024**	**2025***
PIB nominal (en mds)	18 619,5	19 506,3	21 535,2
Croissance réelle (en %)			
Secteur primaire	5,9	-0,8	7,0
Secteur secondaire	5,2	17,2	16,7
Secteur tertiaire y compris taxes	3,5	4,3	2,5
PIB	***4,3***	***6,5***	***6,7***
Finances publiques et Dette (en % du PIB)			
Recettes fiscales	18,6	18,9	19,0
Solde budgétaire global	-14,8	-13,7	-6,4
Encours de la dette	92,0	121,3	117,0
Balance des Paiements (en mds de FCFA)			
Solde global	120,2	89,1	478,6
Situation monétaire (en mds de FCFA)			
Masse monétaire	9 827,6	10 206,5	11 568,4

Source : Commission de l'UEMOA, juin 2026.

3.7.2. Perspectives 2026-2030

3.7.2.1. Principales hypothèses

Les prévisions reposent principalement sur les principales hypothèses suivantes :

- la montée en puissance progressive de la production pétrolière et gazière portée notamment par le déploiement du Réseau gazier Sénégal (RGS) destiné à acheminer le gaz naturel vers les centrales électriques ;
- le renforcement de la connectivité et de la mobilité à travers le Programme spécial de désenclavement, la construction de l'autoroute Dakar-Tivaouane-Saint-Louis, la modernisation ferroviaire (ligne Dakar-Kidira et phase 3 du TER), la rénovation des

aéroports secondaires, ainsi que l'appui aux secteurs de la pêche (motorisation des pirogues et développement de la pêche continentale) ;

- l'opérationnalisation de l'Agenda National de Transformation (ANT) 2050, via la Stratégie Nationale de Développement (SND) 2025-2029. Celle-ci intègre le réseau de gazoducs d'environ 400 km connectant les gisements offshore (Yaakaar-Teranga, GTA, Sangomar) aux centrales et industries, ainsi que l'Initiative des « Autoroutes de l'Eau » visant à sécuriser l'approvisionnement hydrique du pays ; et
- l'optimisation de la gestion des finances publiques par la poursuite de la consolidation budgétaire et le maintien d'une politique d'endettement prudente, garante de la viabilité de la dette publique.

3.7.2.2. Principaux résultats

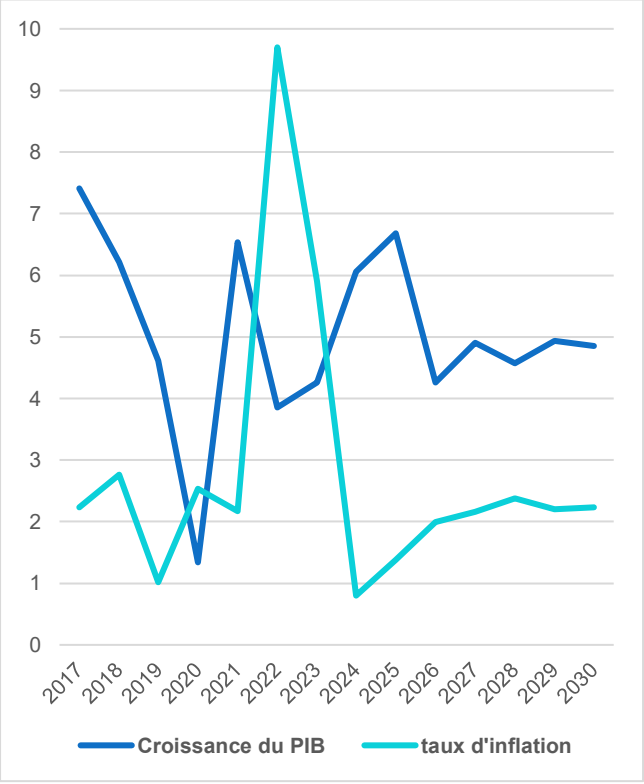
3.7.2.2.1. Secteur réel et prix

Des perspectives de croissance économique bien orientées mais en net ralentissements pénalisés par un contexte international et interne difficile ainsi qu'une production pétrolière en dessous des attentes.

En 2026, la croissance économique ressortirait à 4,3%, marquant un net ralentissement par rapport aux 6,7% initialement attendus, soit un recul de 2,4 pp par rapport aux dernières projections de la Commission. Cette forte correction à la baisse s'explique par un environnement international contraignant et des perspectives de production pétrolière inférieures aux prévisions antérieures. À moyen terme, sur la période 2027-2030, l'activité économique se stabiliserait à un rythme annuel moyen de 4,8%.

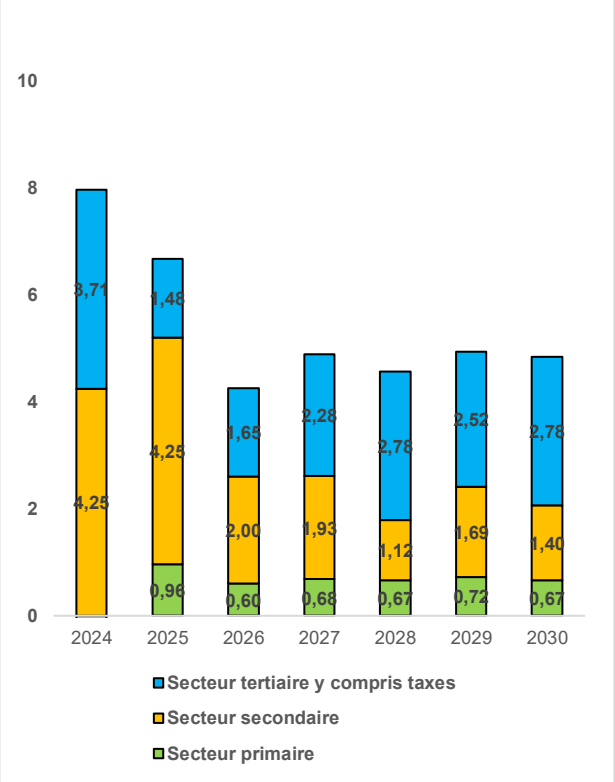
Sur le front des prix, l'inflation s'accélérerait pour s'établir à 2,0% en 2026, contre 1,4% en 2025. Sur la période 2027-2030, elle se situerait en moyenne à 2,2% par an.

***Figure 40** : Evolution de la croissance et taux d'inflation au Sénégal (en %)*



Source : Commission de l'UEMOA.

***Figure 41** : Contribution des secteurs à la du croissance du Sénégal (en point)*



Source : Commission de l'UEMOA.

Du côté de la demande, sur la période 2026-2030, la croissance serait portée par la consommation finale (+5,7%, en moyenne) et l'investissement (+7,4%, en moyenne).

3.7.2.2.2. Finances publiques et dette publique

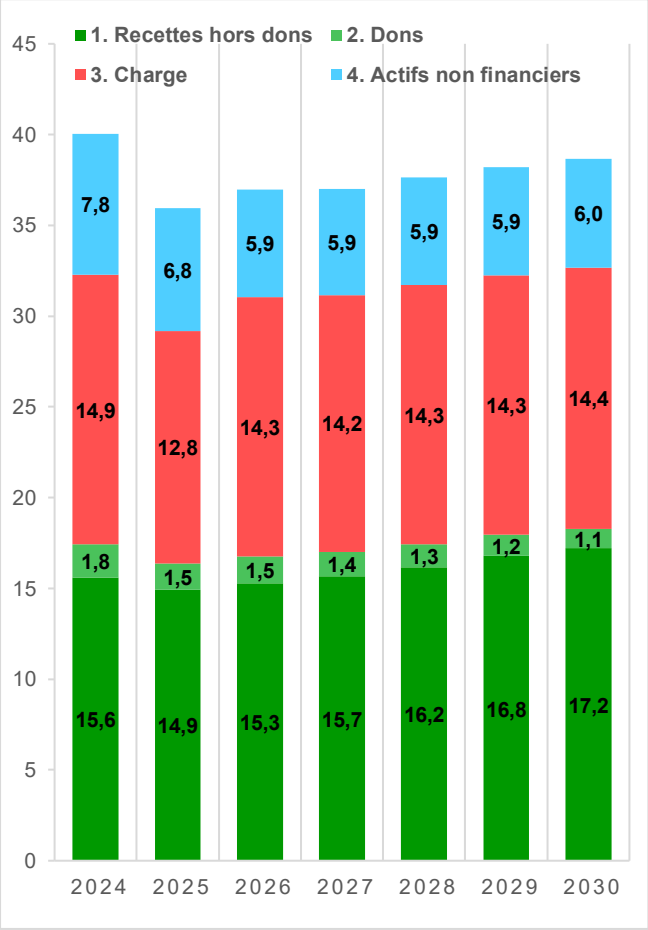
Si la poursuite des efforts de redressement des finances publiques permettrait de ramener le déficit budgétaire sous la barre des 3% du PIB dès 2029, le taux d'endettement public, bien qu'orienté à la baisse, devrait se maintenir au-delà des 100% à l'horizon 2030.

La gestion des finances publiques s'inscrirait dans une dynamique de transformation profonde. Cela se traduirait par la poursuite de réformes majeures visant à élever les standards de performance et d'intégrité, notamment le déploiement de la plateforme numérique « APPEL » (Achats Publics en Procédures Électroniques), le démarrage des opérations de dépenses sur ressources externes via le SYSBUDGEP, et l'application des recommandations de la Cour des Comptes issues de son dernier audit des finances publiques.

Sous l'effet de ces réformes, les recettes totales s'élèveraient à 21,0% du PIB en 2025, contre 20,7% en 2024, tandis que les dépenses totales reculeraient à 25,5% du PIB en 2025 après 27,1% en 2024. Le déficit budgétaire global entamerait ainsi une trajectoire descendante, ressortant à 4,4% en 2026 contre 6,4% en 2025.

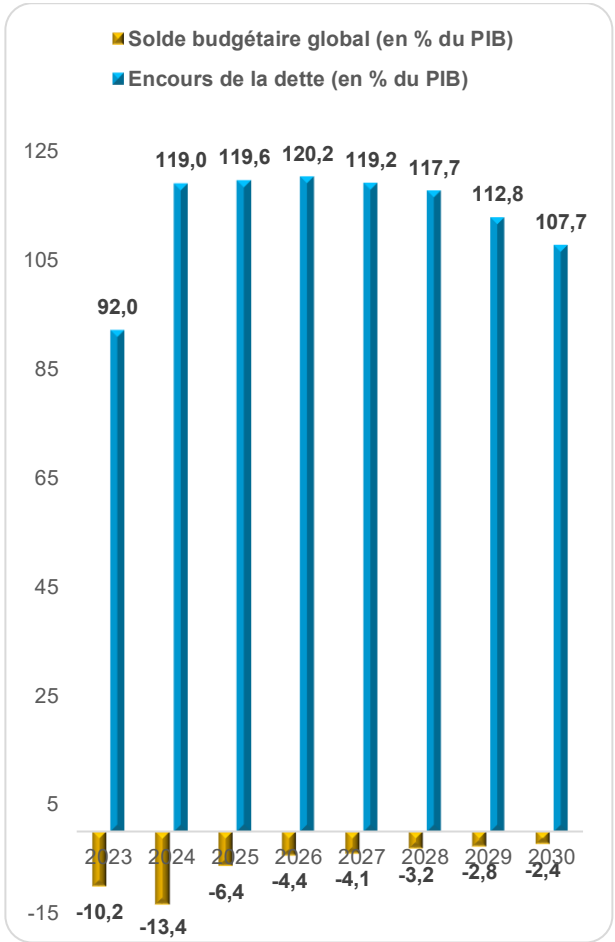
Sur la période 2027-2030, les recettes totales s'établiraient en moyenne à 21,7% du PIB par an, pour des dépenses publiques maîtrisées à 24,2% du PIB. Cette dynamique permettrait au déficit budgétaire global de repasser sous la barre des 3,0% du PIB dès 2029. Enfin, la contraction progressive du déficit, conjuguée à une gestion prudente de la dette, soutiendrait le désendettement public, maintenant le taux d'endettement bien en deçà du seuil des 100% à l'horizon 2030.

***Figure 42** : Agrégats des finances publiques (en % du PIB)*



Source : Commission de l'UEMOA.

***Figure 43** : Solde budgétaire et encours de la dette (en % du PIB)*



Source : Commission de l'UEMOA.

3.7.2.2.3. Balance des paiements et situation monétaire

Un solde global de la balance des paiements qui continuerait de ressortir en excédent, renforcé par le pétrole et le gaz naturel, tandis que la masse monétaire se consoliderait sur la période 20256-2030.

Les échanges extérieurs resteraient caractérisés par un excédent structurel du solde global de la balance des paiements, attendu à 632,7 mds en moyenne sur la période 2026-2030. En parallèle, la masse monétaire progresserait de 5,9% sur la période 2026-2030, pour s'établir à un niveau moyen de 54,4% du PIB.

***Tableau 17** : Agrégats de la BDP et de la monnaie du Sénégal (en mds FCFA)*

Agrégats et Indicateurs	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Balance des paiements								
Solde des transactions courantes (en mds)	-3 682,9	-2 244,6	-716,6	-688,0	-661,2	-711,2	-623,4	-689,3
Solde des transactions courantes (en % du PIB)	-19,8	-11,5	-3,3	-3,0	-2,7	-2,7	-2,2	-2,3
Solde global (en mds)	120,2	89,1	478,6	457,7	687,0	642,9	655,4	720,6
Situation monétaire								
Créance sur les autres secteurs (en mds)	6 403,5	6 728,8	7 296,3	7 987,9	8 533,9	9 170,3	9 908,7	10 697,0
Masse monétaire M2 (en mds)	9 827,6	10 206,5	11 568,4	12 003,7	12 741,6	13 602,4	14 439,3	15 402,4
Masse monétaire M2 (en % du PIB)	52,8	51,3	53,5	52,5	52,2	55,8	55,7	55,6

Source : Commission de l'UEMOA, juin 2026.

3.7.3. Risques et recommandations

Les risques qui entourent ces perspectives macroéconomiques plutôt favorables sont essentiellement liés aux facteurs suivants :

- la dégradation du climat social et politique interne sur les investissements ;
- le durcissement des conditions financières ; et
- la lenteur dans la mise en œuvre des réformes, notamment celles portant sur la gouvernance, la fiscalité, l'énergie, le développement du secteur privé, etc.

Les autorités sénégalaises devraient prendre les dispositions en vue de poursuivre :

- les efforts visant à préserver un climat politique et social favorable à l'activité économique ;
- les actions vigoureuses entreprises dans le but de restaurer la crédibilité budgétaire ; et
- les mesures pour la mise en œuvre efficace des réformes visant l'amélioration du développement économique et social.

3.8. TOGO

3.8.1. Evolution macroéconomique récente[16]

Une croissance robuste, signe d'une économie résiliente dans un contexte d'accentuation des menaces terroristes dans la région des Savanes.

En 2025, la croissance économique s'est établie à 6,1% (contre 6,5% en 2024), portée par le dynamisme de l'ensemble des secteurs d'activités. Cette performance, soutenue par les réformes de la Feuille de route gouvernementale (FdR – Togo 2025), dépasse de 0,3 point de pourcentage (pp) les dernières prévisions de la Commission et ressort en dessous de 0,1 pp de celles du pays de décembre 2025. Parallèlement, l'inflation a fortement reflué pour atteindre 0,5% en 2025 contre 2,9% en 2024, portée par la baisse des prix des denrées alimentaires et des transports.

Sur le plan des finances publiques, le déficit budgétaire global a été ramené à 3,2% du PIB en 2025, contre 5,2% en 2024. Cette tendance s'explique par une réduction rigoureuse des dépenses publiques qui passent de 22,6% du PIB à 19,6%, combinée à un faible niveau de mobilisation de recettes (+1,8%) faisant ressortir le taux de pression fiscale à 13,1% du PIB après 13,6% en 2024. Cette trajectoire a favorisé le désendettement avec un taux d'endettement qui est retombé à 61,7% en 2025 contre 65,3% en 2024, conformément à l'objectif des autorités de ramener le risque de surendettement à un niveau modéré d'ici 2026.

Enfin, les comptes extérieurs et monétaires révèlent une balance des paiements déficitaire de 76,1 mds en 2025, après un excédent de 43,9 mds en 2024. La masse monétaire a progressé de 4,4%, s'établissant à 45,1% du PIB contre 46,8% en 2024.

***Tableau 18** : Aperçu des indicateurs macroéconomiques 2023-2025 du Togo*

INDICATEURS	**2023**	**2024**	**2025***
PIB nominal (en mds)	5 954,2	6 458,1	6 994,8
Croissance réelle (en %)			
Secteur primaire	5,7	5,8	6,3
Secteur secondaire	3,5	4,9	7,0
Secteur tertiaire y compris taxes	6,1	6,3	6,5
PIB	***6,2***	***6,5***	***6,1***
Finances publiques et Dette (en % du PIB)			
Recettes fiscales	13,6	13,6	13,1
Solde budgétaire global	-6,2	-5,2	-3,2
Encours de la dette	62,3	65,3	61,7
Balance des Paiements (en mds de FCFA)			
Solde global	52,5	43,9	-76,1
Situation monétaire (en mds de FCFA)			
Masse monétaire	2 781,9	3 022,7	3 155,7

Source : Commission de l'UEMOA, juin 2026.

3.8.2. Perspectives 2026-2030

3.8.2.1. Principales hypothèses

Les prévisions reposent sur les hypothèses suivantes :

- la consolidation des acquis de la mise en œuvre de la Feuille de route gouvernementale Togo 2025 (FdR – Togo 2025) ;

[16] Sauf indication contraire les données utilisées dans cette partie au niveau du secteur réel, des Finances publiques et de la dette publiques sont les dernières transmises officiellement à la Commission dans le cadre du Rapport d'exécution de la surveillance multilatérale.

- le renforcement de la production agricole, notamment grâce à la mise en œuvre du schéma directeur pour l'agriculture irriguée 2024-2028, les aménagements des périmètres irrigués de l'Oti et du Mô et à l'opérationnalisation de l'Agence de transformation agricole (ATA) ;
- le développement des infrastructures avec la construction de 20 000 logements sociaux, de routes et de la Plateforme industrielle d'Adétikopé ;
- le développement des activités de fabrication et d'exploitation des ressources minières (production d'engrais phosphatés, exploitation de manganèse de Nayega) ;
- le projet photovoltaïque d'Awandjelo et la modernisation de la zone de Kpalimé/Kpimé ; et
- la mise en œuvre efficace du Plan de mobilisation des recettes 2025-2026 et une gestion prudente de la dette publique.

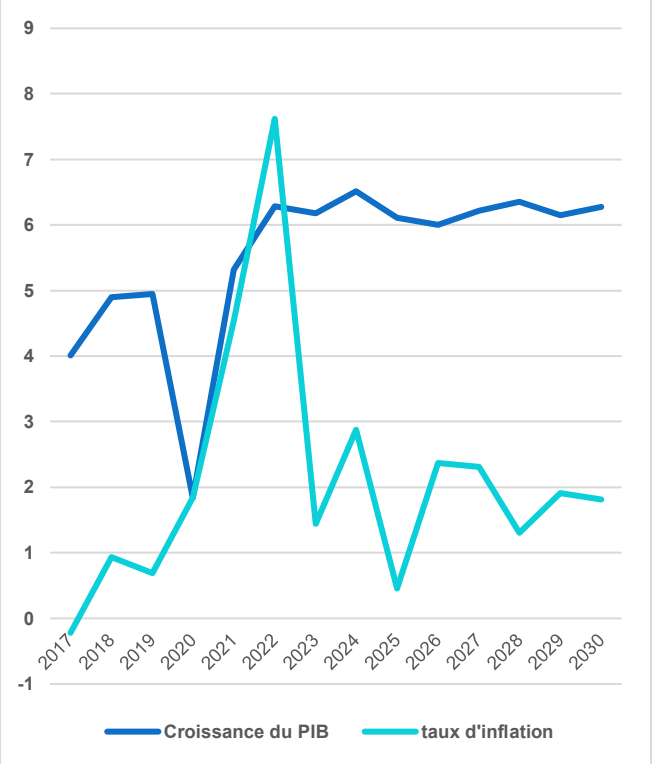
3.8.2.2. Principaux résultats

3.8.2.2.1. Secteur réel et dette

Une trajectoire de croissance économique solide, soutenue par la bonne orientation de l'ensemble des secteurs, mais fragilisée par les tensions sociales et menaces sécuritaires aux frontières du pays.

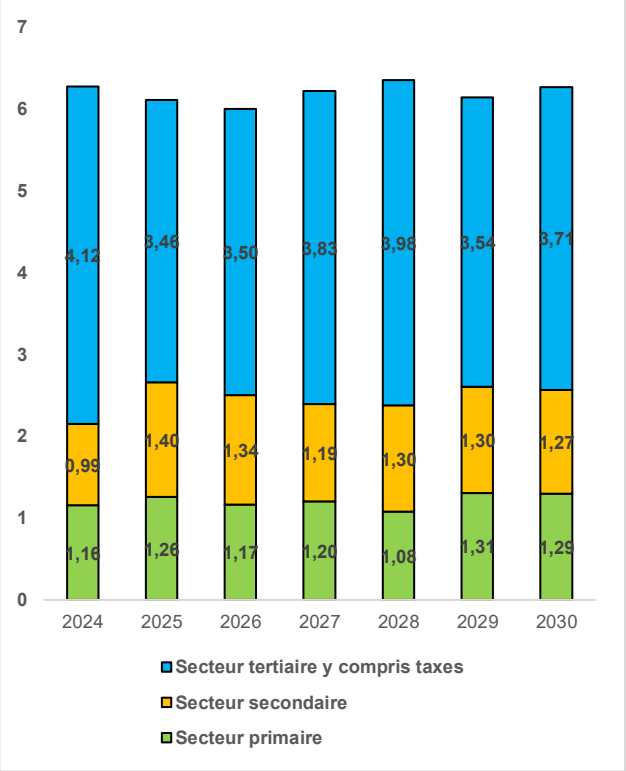
L'activité économique maintiendrait sa dynamique de croissance, soutenue par l'ensemble des secteurs, et portée en particulier par la hausse de la production agricole (noix de cajou et soja) et le dynamisme de l'exploitation minière (manganèse). En lien avec la dégradation de l'environnement international, le taux de croissance fléchirait légèrement pour s'établir à 6,0% en 2026 contre 6,1% en 2025 soit une prévision identique aux dernières projections de la Commission. Sur la période 2027-2030, l'activité se consoliderait avec un taux de croissance moyen de 6,2%. Parallèlement, les tensions inflationnistes resteraient maîtrisées avec un taux qui s'élèverait à 2,4% en 2026 avant de se stabiliser, en moyenne, à 1,8% sur la période 2027-2030.

***Figure 44** : Evolution de la croissance et du taux d'inflation au Togo (en %)*



Source : Commission de l'UEMOA.

***Figure 45** : Contribution des secteurs à la croissance du Togo (en points)*



Source : Commission de l'UEMOA.

Du côté de la demande, sur la période 2026-2030, la croissance serait portée principalement par la consommation (+5,7%) et l'investissement (+11,9%).

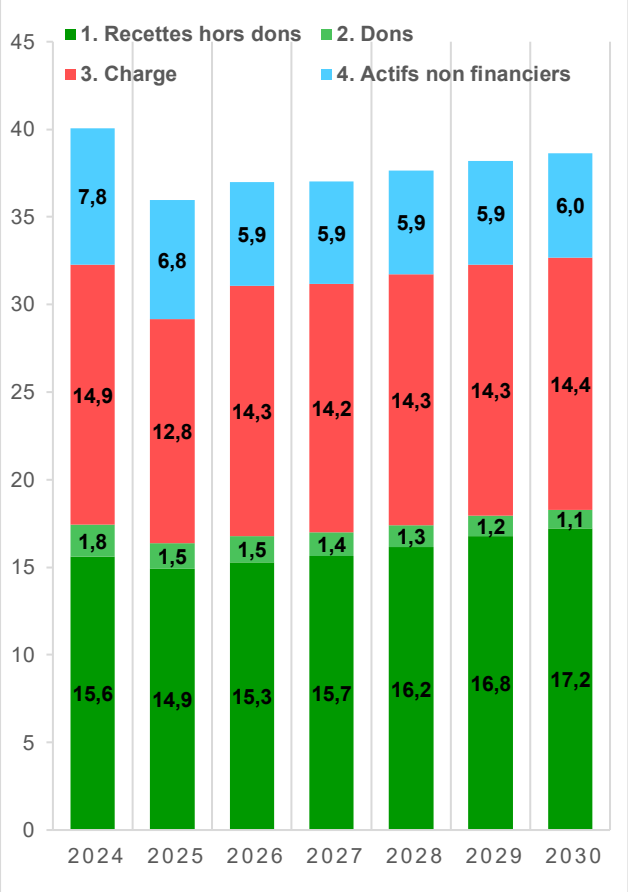
3.8.2.2.2. Finances publiques et dette publique

Les efforts de consolidation ramèneraient le déficit budgétaire à 3,0% du PIB dès 2027. Cette trajectoire, soutenue par l'optimisation du recouvrement des recettes et la maîtrise des dépenses, permettrait de fléchir le taux d'endettement à une moyenne de 62,5% sur la période 2026-2030.

Les recettes totales se situeraient à 16,7% du PIB en 2026 pour atteindre une moyenne de 17,3% sur la période 2027-2030. Cette progression proviendrait d'un meilleur recouvrement fiscal, soutenu par le dynamisme de l'activité économique globale et le déploiement du plan de mobilisation des recettes. La modernisation de l'e-administration, portée par le Projet d'Accélération Numérique du Togo (PANT), y contribuerait également.

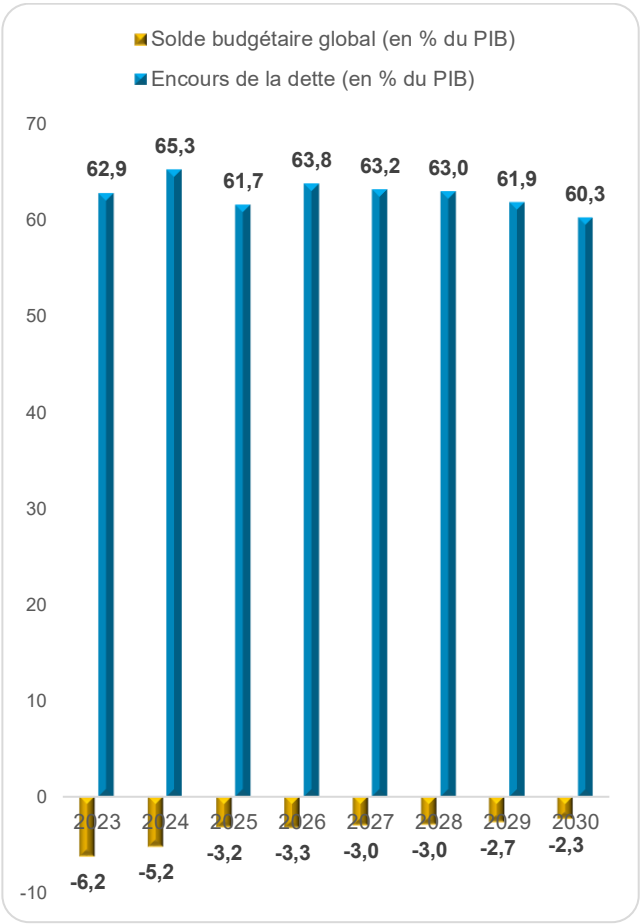
Quant aux dépenses, elles s'établiraient à 20,2% du PIB en 2026 ainsi qu'en moyenne sur la période 2027-2030. Par conséquent, le déficit budgétaire ressortirait à 3,3% en 2026, avant de refluer à 3,0% en 2027 et de se maintenir sous ce seuil jusqu'en 2030. Quant à l'encours de la dette publique, après une légère hausse à 63,8% du PIB en 2026 contre 61,7% en 2025, il amorcerait une trajectoire descendante pour s'établir à 60,3% en 2030.

***Figure 46** : Agrégats des finances publiques (en % du PIB)*



Source : Commission de l'UEMOA.

***Figure 47** : Solde budgétaire et encours de la dette (en % du PIB)*



Source : Commission de l'UEMOA.

3.8.2.2.3. Balance des paiements et situation monétaire

Un solde global de la balance des paiements serait excédentaire sur toute la période et la masse monétaire qui se consoliderait avec un accroissement des créances sur les autres secteurs.

Le solde global de la balance des paiements ressortirait avec un excédent moyen de 82,5 mds sur la période 2026-2030, après le déficit de 76,1 mds en 2025. La masse monétaire augmenterait de 9,7% en 2026 pour atteindre 46,0% du PIB, contre 44,7% en 2025 et, en moyenne, de 8,0% sur la période 2026-2030, soit 45,9% du PIB.

***Tableau 19** : Agrégats de la BDP et de la monnaie du Togo (en mds FCFA)*

Agrégats et Indicateurs	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Balance des paiements								
Solde des transactions courantes (en mds)	-222,0	-163,0	-236,6	-303,5	-362,5	-409,6	-498,6	-494,0
Solde des transactions courantes (en % PIB)	-3,7	-2,5	-3,4	-4,1	-4,6	-4,8	-5,4	-5,0
Solde global (en mds)	52,5	43,9	-76,1	80,8	86,1	84,5	82,8	78,0
Situation monétaire								
Créance sur les autres secteurs (en mds)	1798,2	1952,5	2160,3	2398,2	2628,0	2889,6	3187,1	3512,6
Masse monétaire (en mds)	2 571,7	2 815,2	3 067,1	3 365,2	3 649,8	3 906,1	4 218,6	4 569,9
Masse monétaire (en % PIB)	43,6	43,6	44,7	46,0	45,8	45,7	45,9	46,0

Source : Commission de l'UEMOA, juin 2026.

3.8.3. Risques et recommandations

La bonne orientation des perspectives macroéconomiques du Togo reste sujette à des risques baissiers liés, notamment, à :

- l'exacerbation des tensions sécuritaires avec la recrudescence des incursions terroristes aux frontières septentrionales menace l'intégrité du territoire national et la stabilité macroéconomique ;
- l'intensification des chocs climatiques notamment la récurrence et la sévérité des aléas météo-climatiques pèsent lourdement sur la productivité agricole et la sécurité alimentaire ;
- la vulnérabilité accrue de la dette publique : la trajectoire haussière de l'endettement présente un risque majeur pour la soutenabilité à moyen terme des finances publiques.

Les Autorités togolaises devraient prendre les dispositions en vue de poursuivre :

- les efforts de sécurisation du territoire, grâce à la mutualisation des actions au niveau régional ;
- la mise en œuvre des réformes visant à améliorer le cadre de vie des populations ; et
- la gestion prudente de la dette, à travers le renforcement des mesures d'assainissement de la gestion budgétaire.

Conclusion

Les perspectives macroéconomiques de l'Union restent globalement bien orientées, sur la période 2026-2030, avec une croissance qui retrouverait sa trajectoire d'avant la crise de Covid-19, une inflation en baisse et le renforcement des mesures de consolidation budgétaire pour assurer la viabilité de la dette et, plus largement, la soutenabilité des finances publiques. Cependant, ces perspectives sont tributaires de l'évolution d'un environnement international et régional de plus en plus trouble et incertain. Ainsi, la balance des risques penche vers une dégradation de ces perspectives avec d'éventuelles corrections pour acter la dégradation des différentes projections des agrégats macroéconomiques régionaux au cours de la prochaine édition de la note de cadrage macroéconomique de l'Union.

Ainsi, les recommandations suivantes sont formulées à l'endroit des Etats membres :

- poursuivre et renforcer les actions de coordination régionale ainsi que de mutualisation des efforts face au défi sécuritaire ;
- veiller à une mise en œuvre efficace des programmes et projets de développement structurants porteurs de croissance, notamment dans l'agriculture, pour la rendre moins vulnérable aux effets du changement climatique, et les infrastructures (énergétiques, routières, etc.) ;
- soutenir les politiques d'appui au renforcement de la productivité et de la compétitivité des entreprises privées nationales, notamment au regard de l'évolution des politiques industrielles et commerciales des pays partenaires, et pour minimiser les coûts et bénéficier au mieux des avantages liés à la ZLECAF ;
- accélérer la mise en œuvre des réformes, dont celles relatives aux finances publiques, pour une meilleure mobilisation des ressources intérieures avec la mise en œuvre du plan d'actions pour la mobilisation des recettes fiscales adopté par Décision n°01/2024/CM/UEMOA du 11 juillet 2024 ;
- réévaluer la politique de transition fiscale, surtout dans le contexte international actuel (droits de douane US et conséquences sur les produits de l'UE et de la Chine), notamment à travers un meilleur ciblage des produits, des taxes et des exonérations ;
- privilégier la recherche de financements concessionnels et innovants en vue de garantir la soutenabilité des finances publiques et de la dette publique, ainsi que celle du service de la dette, dans un contexte marqué par un renchérissement des conditions de financement au niveau mondial et régional ; et
- poursuivre les efforts d'amélioration de l'efficacité des dépenses publiques, en particulier celle des investissements publics, pour garantir la réalisation, à moyen terme, de performances de croissance à même de contribuer à la réduction de la pauvreté et s'assurer une trajectoire macroéconomique pouvant faciliter l'atteinte des objectifs de développement durable (ODD).

SOURCES DE DONNEES

Banque Africaine de Développement	https://dataportal.opendataforafrica.org/, Rapport pays 2025
Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO)	https://www.bceao.int/fr/content/la-base-des-donnees-economiques-et-financieres
Banque mondiale	https://www.worldbank.org/en/research/commodity-markets
CNUCED	https://unctadstat.unctad.org/FR/Index.html
Index Mundi	https://www.indexmundi.com/commodities/
Fonds monétaire international	https://www.imf.org/en/Publications/SPROLLs/world-economic-outlook-databases
OCDE	https://data.oecd.org/fr/
Organisation mondiale pour l'Alimentation	http://www.fao.org/statistics/fr/

ANNEXES

UEMOA

Tableau A.1 : PIB nominal (en mds de FCFA)

Années	C.UEMOA		Pays
	juil-26	juil-25	juin-26
2015	70 345,3	70 345,2	70 345,3
2016	75 001,0	75 000,9	75 001,0
2017	79 978,2	79 938,1	79 978,2
2018	85 332,3	85 305,8	85 332,3
2019	91 694,4	91 495,8	91 694,4
2020	95 003,4	94 661,9	95 003,4
2021	103 179,6	103 022,6	103 179,6
2022	114 338,2	113 610,1	114 338,2
2023	124 278,4	122 386,5	124 278,4
2024	135 355,4	133 270,9	135 355,4
2025	148 380,1	143 869,6	148 380,1
2026	159 417,8	155 569,6	161 319,7
2027	170 341,4	167 634,6	nd
2028	184 181,9	180 617,6	nd
2029	198 933,9	194 773,7	nd
2030	214 646,9	nd	nd

Tableau A.2 : Taux de croissance économique (en %)

Années	C.UEMOA		Pays
	juin-25	octobre-24	juin-25
2015	6,5	6,5	6,5
2016	6,2	6,2	6,2
2017	6,5	6,5	6,5
2018	5,6	5,6	5,6
2019	6,0	5,9	6,0
2020	1,3	1,4	1,3
2021	5,9	6,1	5,9
2022	5,6	5,7	5,6
2023	5,3	5,3	5,3
2024	6,1	6,1	6,2
2025	6,5	7,3	6,5
2026	5,7	6,4	5,9
2027	6,0	6,2	nd
2028	6,2	6,0	nd
2029	6,1	5,8	nd
2030	6,0	nd	nd

Tableau A.3 : Taux de croissance par secteur (en %)

Secteurs	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Secteur primaire	3,8	7,8	6,3	3,0	5,2	5,1	5,0	5,3
Secteur secondaire	6,9	5,4	7,5	9,6	5,9	5,3	5,5	5,0

Secteur tertiaire y compris les taxes	5,7	5,6	7,8	4,9	6,4	7,0	6,9	6,7
PIB	**5,3**	**6,1**	**6,5**	**5,7**	**6,0**	**6,2**	**6,1**	**6,0**

Tableau A.4 : Contribution à la croissance (en points)

Secteurs	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Secteur primaire	0,8	1,7	1,4	0,7	1,2	1,1	1,1	1,1
Secteur secondaire	1,6	1,2	1,6	2,2	1,4	1,2	1,3	1,2
Secteur tertiaire y compris les taxes	2,8	3,2	3,4	2,9	3,5	3,8	3,8	3,7
PIB	**5,3**	**6,1**	**6,5**	**5,7**	**6,0**	**6,2**	**6,1**	**6,0**

Tableau A.5 : Recettes totales (en mds de FCFA)

Années	C.UEMOA		Pays
	juil-26	juil-25	juin-26
2015	11 205,2	366 712,0	11 205,2
2016	11 987,0	11 207,2	11 987,0
2017	13 024,4	11 987,0	13 024,4
2018	13 572,2	13 024,4	13 572,2
2019	15 456,5	13 572,2	15 456,5
2020	15 515,0	15 446,2	15 515,0
2021	17 563,6	15 515,3	17 563,6
2022	19 017,6	17 564,2	19 017,6
2023	21 087,5	19 168,2	21 087,5
2024	23 113,4	21 133,2	23 113,4
2025	26 597,5	23 244,8	26 597,5
2026	28 541,5	26 098,8	30 163,6
2027	30 985,4	28 423,8	nd
2028	33 937,0	30 972,7	nd
2029	36 895,7	34 221,0	nd
2030	40 062,2	nd	nd

Tableau A.6 : Dépenses Totales (en mds de FCFA)

Années	C.UEMOA		Pays
	juin-25	octobre-24	juin-25
2015	juil-26	juil-25	juin-26
2016	13 478,0	366 712,0	13 428,9
2017	14 714,1	13 373,5	14 628,4
2018	15 796,1	14 612,9	15 738,2
2019	16 324,5	15 731,8	16 324,5
2020	19 550,9	16 318,1	18 208,6
2021	21 437,7	19 561,6	21 426,4
2022	23 904,1	21 435,0	23 571,7
2023	28 428,3	23 826,1	27 788,0
2024	29 245,4	28 117,1	28 631,8
2025	30 343,2	29 503,9	30 427,8
2026	31 271,7	30 306,8	32 053,9
2027	33 506,8	32 093,9	nd
2028	36 319,9	34 448,4	nd
2029	39 240,1	36 978,6	nd
2030	42 434,7	nd	nd

Tableau A.7 : Evolution des indicateurs macroéconomiques (en %)

Indicateurs	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Solde budgétaire global, dons compris / PIB nominal	-8,2	-6,6	-5,3	-3,2	-3,3	-3,0	-2,8	-2,7	-2,5
Encours de la dette publique / PIB nominal	58,1	60,3	64,9	62,9	65,1	65,1	64,1	62,6	61,2
Variation de l'IHPC	7,4	3,7	3,5	0,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0
Masse salariale / Recettes fiscales	39,4	38,7	37,3	33,5	33,8	32,8	31,6	30,2	29,3
Taux de pression fiscale	13,4	14,0	14,2	15,1	15,1	15,4	15,6	15,9	16,1

BENIN

Tableau B.1 : PIB nominal (en mds de FCFA)

Années	C.UEMOA		Pays
	juil-26	juil-25	juin-26
2015	6 732,8	6 732,8	6 732,8
2016	7 005,2	7 005,2	7 005,2
2017	7 415,4	7 375,3	7 415,4
2018	7 964,6	7 922,0	7 964,6
2019	8 610,8	8 432,2	8 610,8
2020	9 338,3	9 008,8	9 338,3
2021	9 809,7	9 809,7	9 809,7
2022	10 854,5	10 854,5	10 854,5
2023	11 934,9	11 934,9	11 934,9
2024	13 025,9	13 025,9	13 025,9
2025	14 295,9	14 354,3	14 295,9
2026	15 558,4	15 612,9	15 676,9
2027	16 739,0	16 910,3	17 187,0
2028	18 281,5	18 571,4	18 846,5
2029	19 954,1	20 507,3	20 656,1
2030	21 699,0	22 443,2	nd

Tableau B.2 : Taux de croissance économique (%)

Années	C.UEMOA		Pays
	juil-26	juil-25	juin-26
2015	1,8	1,8	1,8
2016	3,3	3,3	3,3
2017	5,5	5,7	5,5
2018	6,7	6,7	6,7
2019	7,0	6,9	7,0
2020	3,6	3,8	3,6
2021	7,4	7,2	7,4
2022	6,3	6,3	6,3
2023	6,4	6,4	6,4
2024	7,5	7,5	7,5
2025	8,1	6,4	8,1
2026	6,8	6,2	7,5
2027	6,9	6,7	7,5
2028	7,0	6,6	7,5
2029	6,9	6,9	7,5
2030	6,8	6,9	7,5

Tableau B.3 : Taux de croissance par secteur (en %)

Agrégats	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Secteur primaire	5,1	5,9	5,7	5,2	5,1	5,7	5,5	5,8
Secteur secondaire	4,8	5,6	5,3	5,3	5,2	5,9	5,6	6,0
Secteur tertiaire	7,6	8,6	8,8	5,5	5,5	5,5	5,5	5,5

PIB	6,4	7,5	8,1	6,8	6,9	7,0	6,9	6,8
Consommation finale	5,2	4,5	7,3	6,8	5,3	5,5	5,3	5,9
Privée	6,0	5,0	7,5	6,9	5,0	5,2	5,1	5,8
Publique	0,4	0,9	5,7	5,6	7,5	7,2	6,7	6,5
FBCF	15,8	10,6	10,7	17,5	16,5	13,5	13,2	11,2
Privée	8,3	16,5	13,4	16,9	15,9	12,9	13,8	11,4
Publique	36,0	-2,1	3,9	19,2	18,1	15,3	11,8	10,7
Exportations	4,3	4,4	-0,6	5,3	13,0	9,4	8,8	7,7
Importations	10,4	-0,8	0,9	20,9	17,9	13,5	12,3	10,1

Tableau B.4 : Contribution à la croissance (en point)

Agrégats	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Secteur primaire	1,4	1,6	1,5	1,3	1,3	1,4	1,3	1,4
Secteur secondaire	1,2	1,6	1,7	1,1	1,3	1,3	1,3	1,3
Secteur tertiaire y compris les taxes	3,8	4,3	4,9	4,3	4,4	4,4	4,3	4,2
PIB	**6,4**	**7,5**	**8,1**	**6,8**	**6,9**	**7,0**	**6,9**	**6,8**
Consommation finale	4,0	3,4	5,4	5,0	3,9	4,0	3,8	3,9
Investissement	3,9	2,9	3,0	5,4	5,0	4,9	4,8	5,0
Echanges extérieurs	-1,6	1,2	-0,3	-3,6	-2,0	-1,8	-1,8	-2,0

Tableau B.5 : Recettes totales (en mds de FCFA)

Années	C.UEMOA		Pays
	juil-26	juil-25	juin-26
2015	848,4	848,3	848,3
2016	780,4	780,4	780,4
2017	1 001,7	1 001,7	1 001,7
2018	1 075,8	1 075,8	1 075,8
2019	1 185,7	1 185,7	1 185,7
2020	1 296,3	1 296,3	1 296,3
2021	1 387,7	1 387,7	1 387,7
2022	1 553,2	1 553,2	1 553,2
2023	1 795,1	1 795,1	1 795,1
2024	1 952,4	1 991,1	1 952,4
2025	2 257,8	2 297,8	2 257,8
2026	2 568,1	2 567,9	2 568,1
2027	2 870,5	2 815,8	2 918,1
2028	3 177,3	3 137,8	3 285,0
2029	3 550,3	3 580,4	3 709,4
2030	3 977,0	3 580,4	nd

Tableau B.6 : Dépenses Totales (en mds de FCFA)

Années	C.UEMOA		Pays
	juil-26	juil-25	juin-26
2015	1 242,3	1 222,2	1 242,3

2016	1 086,3	1 080,8	1 086,3
2017	1 318,1	1 311,7	1 318,1
2018	1 305,9	1 303,4	1 305,9
2019	1 227,3	1 231,2	1 227,3
2020	1 719,9	1 718,1	1 719,9
2021	1 949,4	1 947,7	1 949,4
2022	2 149,5	2 153,0	2 149,5
2023	2 289,8	2 287,9	2 289,8
2024	2 344,8	2 466,1	2 344,8
2025	2 648,5	2 723,1	2 648,5
2026	3 055,1	3 036,8	3 055,1
2027	3 367,7	3 312,4	3 393,0
2028	3 700,4	3 666,3	3 794,1
2029	4 147,5	4 123,7	4 273,6
2030	4 597,3	4 123,7	nd

Tableau B.7 : Secteur extérieur et monnaie (en mds)

Agrégats	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Solde global (BDP)	-405,3	-245,7	226,6	591,2	261,7	376,8	335,6	223,5
Masse monétaire (M2)	3 613,9	3 663,6	4 225,7	4 795,7	5 095,8	5 456,4	5 938,2	6 528,4

Tableau B.8 : Indicateurs macroéconomiques (en %)

Indicateurs	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Solde budgétaire global, dons compris / PIB nominal	-4,1	-3,0	-2,7	-3,2	-3,0	-2,9	-3,0	-2,9
Encours de la dette publique / PIB nominal	54,5	53,4	52,8	53,2	53,4	52,7	51,6	50,5
Variation de l'IHPC	2,7	1,2	1,1	1,4	0,9	2,5	2,7	2,4
Masse salariale / Recettes fiscales	33,0	33,2	30,4	32,4	31,4	31,3	30,5	30,5
Taux de pression fiscale	12,2	12,9	13,2	14,0	14,4	14,7	15,0	15,6

BURKINA FASO

Tableau C.1 : PIB nominal (en mds de FCFA)

Années	C.UEMOA		Pays
	juil-26	juil-25	juin-26
2015	6 995,3	6 995,3	6 995,3
2016	7 605,1	7 605,1	7 605,1
2017	8 191,3	8 191,3	8 191,3
2018	8 826,1	8 826,1	8 826,1
2019	9 393,8	9 393,8	9 483,6
2020	10 202,3	10 202,3	10 202,3
2021	10 922,9	10 892,7	10 922,9
2022	11 615,9	11 876,3	11 615,9
2023	12 200,4	12 490,2	12 200,4
2024	14 022,2	13 692,6	14 022,2
2025	16 169,9	14 784,3	16 169,9
2026	17 637,6	15 727,6	18 830,2
2027	18 410,0	16 761,4	nd
2028	19 646,0	17 999,2	nd
2029	20 729,6	19 376,8	nd
2030	21 789,6	20 754,4	nd

Tableau C.2 : Taux de croissance économique (%)

Années	C.UEMOA		Pays
	juil-26	juil-25	juin-26
2015	3,9	3,9	3,9
2016	6,0	6,0	6,0
2017	6,2	6,2	6,2
2018	6,6	6,6	6,6
2019	5,9	5,9	5,5
2020	2,0	2,0	2,0
2021	6,9	6,9	6,9
2022	1,6	1,5	1,6
2023	3,0	3,0	3,0
2024	4,8	5,1	4,8
2025	5,3	5,8	5,3
2026	5,2	6,3	5,7
2027	5,0	5,5	nd
2028	5,2	6,0	nd
2029	5,4	6,5	nd
2030	5,1	6,9	nd

Tableau C.3 : Taux de croissance par secteur (en %)

Agrégats	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Secteur primaire	1,7	10,0	11,5	4,0	4,7	5,0	5,0	5,0
Secteur secondaire	4,4	-2,9	4,7	4,3	5,0	5,3	4,5	4,2
Secteur tertiaire	2,7	6,8	3,4	6,4	4,5	5,4	6,1	5,9
PIB	**3,0**	**4,8**	**5,3**	**5,2**	**5,0**	**5,2**	**5,4**	**5,1**
Consommation finale	6,5	8,8	5,9	5,2	4,8	5,2	5,3	5,2

Privée	7,2	8,7	5,2	5,9	5,5	5,7	5,5	5,3
Publique	4,7	9,0	7,5	3,5	2,9	3,9	4,7	4,7
FBCF	6,6	10,5	7,1	5,3	3,6	5,0	6,0	5,4
Privée	17,8	3,3	1,4	1,1	2,9	4,3	4,3	4,5
Publique	0,8	14,8	10,1	7,4	4,0	5,3	6,8	5,8
Exportations	-0,6	5,2	8,1	11,9	8,6	10,5	8,6	5,9
Importations	12,7	8,0	39,9	9,8	7,6	8,9	8,1	6,3

Tableau C.4 : Contribution à la croissance (en point)

Agrégats	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Secteur primaire	0,3	1,8	2,2	0,8	0,9	1,0	1,0	1,0
Secteur secondaire	1,1	-0,7	1,1	1,0	1,1	1,2	1,0	0,9
Secteur tertiaire y compris les taxes	1,6	3,7	2,1	3,4	2,9	3,0	3,4	3,2
PIB	**3,0**	**4,8**	**5,3**	**5,2**	**5,0**	**5,2**	**5,4**	**5,1**
Consommation finale	6,0	8,4	5,8	5,2	4,7	5,2	5,2	5,2
Investissement	1,5	-2,2	12,4	1,2	1,4	1,2	1,6	1,6
Echanges extérieurs	-4,5	-1,4	-12,8	-1,2	-1,1	-1,1	-1,4	-1,4

Tableau C.5 : Recettes totales (en mds de FCFA)

Années	C.UEMOA		Pays
	juil-26	juil-25	juin-26
2015	1 182,5	1 182,5	1 182,5
2016	1 306,0	1 306,0	1 306,0
2017	1 570,2	1 570,2	1 570,2
2018	1 699,9	1 699,9	1 699,9
2019	1 832,1	1 832,1	1 832,1
2020	1 939,3	1 939,3	1 939,3
2021	2 189,1	2 189,1	2 189,1
2022	2 505,7	2 505,7	2 505,7
2023	2 694,8	2 694,8	2 694,8
2024	3 035,3	3 030,7	3 035,3
2025	3 714,2	3 234,2	3 714,2
2026	3 804,0	3 541,3	3 722,0
2027	3 971,9	3 762,4	nd
2028	4 418,1	3 961,9	nd
2029	4 542,9	4 348,2	nd
2030	4 762,3	4 734,4	nd

Tableau C.6 : Dépenses Totales (en mds de FCFA)

Années	C.UEMOA		Pays
	juil-26	juil-25	juin-26
2015	1 242,3	1 222,2	1 242,3
2016	1 086,3	1 080,8	1 086,3
2017	1 318,1	1 311,7	1 318,1
2018	1 305,9	1 303,4	1 305,9
2019	1 227,3	1 231,2	1 227,3
2020	1 719,9	1 718,1	1 719,9

2021	1 949,4	1 947,7	1 949,4
2022	2 149,5	2 153,0	2 149,5
2023	2 289,8	2 287,9	2 289,8
2024	2 344,8	2 466,1	2 344,8
2025	2 648,5	2 723,1	2 648,5
2026	3 055,1	3 036,8	3 055,1
2027	3 367,7	3 312,4	3 393,0
2028	3 700,4	3 666,3	3 794,1
2029	4 147,5	4 123,7	4 273,6
2030	4 597,3	4 123,7	nd

Tableau C.7 : Secteur extérieur et monnaie (en mds)

Agrégats	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Solde global (BDP)	-347,3	455,4	1 025,1	1 046,5	584,0	683,6	341,1	214,3
Masse monétaire (M2)	5 552,0	5 932,2	6 962,9	9 540,6	9 978,1	10519,3	11022,9	11573,2

Tableau C.8 : Indicateurs macroéconomiques (en %)

Indicateurs	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Solde budgétaire global, dons compris / PIB nominal	-6,8	-5,4	-1,3	-2,1	-2,5	-1,9	-1,9	-1,7
Encours de la dette publique / PIB nominal	56,9	57,3	53,8	51,4	51,7	50,4	49,6	48,9
Variation de l'IHPC	0,7	4,2	-0,5	2,7	1,8	1,7	2,1	0,9
Masse salariale / Recettes fiscales	43,8	41,3	37,8	36,3	36,1	35,1	33,7	33,4
Taux de pression fiscale	18,2	18,4	19,1	19,0	19,1	19,2	19,7	19,8

CÔTE D'IVOIRE

Tableau D.1 : PIB nominal (en mds de FCFA)

Années	C.UEMOA		Pays
	juil-26	juil-25	juin-26

2015	27 086,4	27 086,3	27 086,4
2016	28 686,7	28 686,7	28 686,7
2017	30 491,6	30 491,6	30 491,6
2018	32 506,1	32 506,2	32 506,1
2019	35 379,0	35 379,1	35 379,0
2020	36 278,0	36 278,0	36 278,0
2021	40 366,9	40 366,9	40 366,9
2022	44 238,8	43 771,2	44 238,8
2023	48 998,9	47 790,9	48 998,9
2024	52 820,7	52 400,0	52 820,7
2025	58 061,1	56 456,5	58 061,1
2026	62 454,0	61 442,7	62 340,4
2027	66 961,4	66 578,1	67 790,4
2028	73 525,8	72 021,5	73 698,0
2029	80 355,2	77 652,0	80 761,6
2030	87 874,8	nd	87 685,1

Tableau D.2 : Taux de croissance économique (%)

Années	C.UEMOA		Pays
	juil-26	juil-25	juin-26
2015	8,8	8,8	8,8
2016	7,2	7,2	7,2
2017	7,4	7,4	7,4
2018	4,8	4,8	4,8
2019	6,7	6,7	6,7
2020	0,7	0,7	0,7
2021	7,1	7,1	7,1
2022	6,4	6,2	6,4
2023	6,6	6,5	6,6
2024	6,0	6,0	6,0
2025	6,6	6,0	6,6
2026	6,0	6,3	6,2
2027	6,5	6,9	6,5
2028	6,9	6,6	6,4
2029	6,8	6,9	7,7
2030	6,6	nd	6,6

Tableau D.3 : Taux de croissance par secteur (en %)

Agrégats	**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**	**2030**
Secteur primaire	3,1	5,3	4,4	3,7	5,0	4,5	4,0	4,9
Secteur secondaire	10,7	4,8	6,7	5,0	5,0	4,8	5,2	4,7
Secteur tertiaire	6,0	6,7	7,3	7,2	8,5	8,9	8,6	8,0
PIB	**6,6**	**6,0**	**6,6**	**6,0**	**6,5**	**6,9**	**6,8**	**6,6**
Consommation finale	4,5	9,3	5,1	5,5	5,3	5,1	5,3	5,2
Privée	4,7	9,3	5,3	5,9	5,1	5,2	5,3	5,5
Publique	3,5	9,3	3,9	3,4	6,8	4,9	5,8	3,4
FBCF	10,9	2,6	6,9	5,1	7,2	8,2	9,6	12,9
Privée	9,3	12,4	7,7	5,1	6,2	8,9	11,2	14,9

Publique	14,3	-17,9	4,6	5,1	10,3	6,2	5,1	6,8
Exportations	9,3	-10,4	16,8	14,9	28,0	10,2	12,9	15,8
Importations	9,3	-1,3	4,9	13,2	27,8	8,0	11,5	13,1

Tableau D.4 : Contribution à la croissance (en point)

Agrégats	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Secteur primaire	0,5	0,9	0,8	0,6	0,8	0,7	0,6	0,8
Secteur secondaire	2,5	1,2	1,6	1,2	1,2	1,1	1,2	1,1
Secteur tertiaire y compris les taxes	3,6	3,9	4,2	4,2	4,5	5,0	5,0	4,8
PIB	**6,6**	**6,0**	**6,6**	**6,0**	**6,5**	**6,9**	**6,8**	**6,6**
Consommation finale	3,2	6,5	3,7	3,9	3,8	3,6	3,7	3,5
Investissement	2,0	0,9	1,7	2,3	2,6	2,2	2,3	1,4
Echanges extérieurs	-0,1	-3,5	3,7	0,6	0,2	1,1	0,8	1,6

Tableau D.5 : Recettes totales (en mds de FCFA)

Années	C.UEMOA		Pays
	juil-26	juil-25	juin-26
2015	3 916,9	3 916,9	3 916,8
2016	4 176,6	4 176,6	4 176,6
2017	4 523,4	4 523,4	4 523,4
2018	4 764,1	4 764,1	4 764,1
2019	5 158,4	5 158,4	5 158,4
2020	5 289,2	5 289,2	5 289,2
2021	6 140,2	6 140,2	6 140,2
2022	6 684,4	6 684,4	6 684,4
2023	7 771,7	7 771,7	7 771,7
2024	8 663,5	8 775,9	8 663,5
2025	9 868,9	9 729,2	9 868,9
2026	10 806,5	10 864,1	10 748,2
2027	11 743,0	11 966,9	nd
2028	13 027,1	13 268,1	nd
2029	14 358,3	14 587,7	nd
2030	15 897,9	15 907,3	nd

Tableau D.6 : Dépenses Totales (en mds de FCFA)

Années	C.UEMOA		Pays
	juil-26	juil-25	juin-26
2015	4 469,8	4 469,8	4 469,8
2016	5 014,6	5 014,6	5 014,6
2017	5 521,8	5 521,8	5 521,8
2018	5 708,3	5 708,3	5 708,3
2019	5 943,9	5 943,9	5 943,9
2020	7 255,1	7 255,1	7 255,1
2021	8 102,0	8 102,0	8 102,0
2022	9 666,3	9 666,3	9 666,3
2023	10 279,8	10 279,8	10 279,8
2024	10 757,2	10 896,5	10 757,2

2025	11 593,6	11 442,0	11 593,6
2026	12 705,3	12 705,3	13 125,8
2027	13 927,3	13 927,3	nd
2028	15 277,5	15 277,5	nd
2029	16 794,4	16 794,4	nd
2030	18 311,3	18 311,3	nd

Tableau D.7 : Secteur extérieur et monnaie (en mds)

Agrégats	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Solde global (BDP)	-1 191,7	1 787,4	2 417,7	1 934,7	1 274,2	1 039,9	1 285,2	1 040,9
Masse monétaire (M2)	17171,7	19819,9	24529,4	26194,2	27849,3	30204,6	32573,5	34910,5

Tableau D.8 : Indicateurs macroéconomiques (en %)

Indicateurs	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Solde budgétaire global, dons compris / PIB nominal	-5,1	-4,0	-3,0	-3,5	-3,0	-2,8	-2,9	-2,8
Encours de la dette publique / PIB nominal	56,7	62,8	61,3	62,2	62,6	61,3	60,3	59,2
Variation de l'IHPC	4,4	3,5	0,1	4,4	-0,1	1,0	0,9	1,1
Masse salariale / Recettes fiscales	34,5	32,5	29,8	30,8	30,0	28,3	26,8	25,6
Taux de pression fiscale	13,3	13,8	14,7	14,8	15,1	15,3	15,5	15,7

GUINEE-BISSAU

Tableau E.1 : PIB nominal (en mds de FCFA)

Années	C.UEMOA		Pays
	juil-26	juil-25	juin-26
2015	681,3	681,3	681,3
2016	737,8	737,8	737,8
2017	853,6	853,6	853,6
2018	863,3	863,2	863,2
2019	935,3	930,9	935,2
2020	981,5	969,1	981,4

2021	1 057,9	1 041,8	1 057,8
2022	1 157,8	1 147,1	1 157,8
2023	1 259,7	1 260,3	1 259,7
2024	1 332,5	1 285,4	1 332,6
2025	1 471,1	1 375,5	1 471,1
2026	1 554,6	1 424,8	1 575,1
2027	1 647,2	1 508,1	1 702,4
2028	1 739,5	1 583,2	1 855,8
2029	1 843,2	1 657,6	2 048,4
2030	1 955,1	nd	2 270,3

Tableau E.2 : Taux de croissance économique (%)

Années	C.UEMOA		Pays
	juil-26	juil-25	juin-26
2015	6,1	6,1	6,1
2016	5,4	5,4	5,4
2017	4,7	4,7	4,7
2018	3,8	3,7	3,8
2019	5,3	5,6	5,3
2020	2,9	2,1	2,9
2021	5,0	5,2	5,0
2022	5,5	5,6	5,5
2023	4,6	4,5	4,6
2024	4,4	4,8	4,4
2025	5,8	4,7	5,8
2026	5,1	4,5	5,0
2027	5,0	5,0	6,5
2028	5,4	4,9	6,9
2029	5,6	5,0	7,1
2030	5,7	nd	7,5

Tableau E.3 : Taux de croissance par secteur (en %)

Agrégats	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Secteur primaire	4,7	3,1	5,8	4,1	3,9	6,0	6,2	6,3
Secteur secondaire	11,7	6,4	6,6	4,8	5,2	4,5	4,5	4,8
Secteur tertiaire	2,2	4,7	5,3	5,2	5,6	5,0	5,2	5,4
PIB	**4,6**	**4,4**	**5,8**	**5,1**	**5,0**	**5,4**	**5,6**	**5,7**
Consommation finale	-0,5	4,5	5,4	3,1	3,2	3,8	3,5	3,8
Privée	-0,5	3,0	6,8	3,5	3,3	3,7	3,4	3,7
Publique	-0,4	11,8	-0,7	0,8	2,7	4,4	4,0	4,2
FBCF	8,9	13,4	3,5	3,6	1,9	6,3	6,3	6,5
Privée	9,2	17,3	1,4	3,8	0,9	5,0	5,7	5,1
Publique	8,2	4,0	9,1	3,2	4,4	9,4	7,7	10,0
Exportations	-5,1	-26,4	39,6	5,5	6,6	6,0	4,7	4,1
Importations	-6,1	2,4	5,8	10,6	1,9	2,1	2,2	2,3

Tableau E.4 : Contribution à la croissance (en point)

Agrégats	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030

Secteur primaire	1,6	1,1	1,9	1,4	1,3	2,0	2,1	2,1
Secteur secondaire	1,7	1,0	1,0	0,8	0,8	0,7	0,7	0,8
Secteur tertiaire y compris les taxes	1,3	2,3	2,8	3,0	2,9	2,7	2,8	2,8
PIB	4,6	4,4	5,8	5,1	5,0	5,4	5,6	5,7
Consommation finale	-0,5	4,3	5,1	2,9	3,0	3,4	3,2	2,9
Investissement	4,1	5,2	-2,3	4,3	1,6	1,6	2,3	4,3
Echanges extérieurs	1,0	-5,1	3,0	-2,1	0,5	0,3	0,1	-2,1

Tableau E.5 : Recettes totales (en mds de FCFA)

Années	C.UEMOA		Pays
	juil-26	juil-25	juin-26
2015	126,8	126,8	126,8
2016	112,2	112,2	112,2
2017	143,7	143,7	143,7
2018	128,6	128,6	128,6
2019	130,1	130,1	130,1
2020	134,5	134,5	134,5
2021	144,5	144,5	144,5
2022	164,0	164,0	164,0
2023	164,8	164,8	164,8
2024	173,0	173,0	173,0
2025	194,1	206,7	194,1
2026	209,3	209,3	230,2
2027	221,5	221,5	259,1
2028	235,4	235,4	295,0
2029	247,3	247,3	332,9
2030	259,2	nd	372,5

Tableau E.6 : Dépenses Totales (en mds de FCFA)

Années	C.UEMOA		Pays
	juil-26	juil-25	juin-26
2015	142,5	141,1	142,5
2016	144,2	142,4	144,2
2017	155,8	155,3	155,8
2018	166,7	161,4	166,7
2019	161,8	172,2	161,8
2020	219,8	219,8	219,8
2021	217,6	217,6	217,6
2022	237,4	237,4	237,4
2023	273,4	273,4	273,4
2024	282,7	282,7	282,7
2025	296,3	292,7	296,3
2026	285,0	292,3	289,7
2027	293,6	297,4	319,4
2028	301,0	303,0	348,6
2029	314,6	297,0	396,2
2030	314,4	nd	443,5

Tableau E.7 : Secteur extérieur et monnaie (en mds)

Agrégats	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Solde global (BDP)	-23,1	11,6	32,7	76,7	45,4	58,9	56,3	50,2
Masse monétaire (M2)	494,1	524,9	547,3	593,9	645,7	699,3	759,4	825,1

Tableau E.8 : Indicateurs macroéconomiques (en %)

Indicateurs	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Solde budgétaire global, dons compris / PIB nominal	-8,6	-8,2	-6,5	-5,4	-5,1	-4,5	-3,6	-2,4
Encours de la dette publique / PIB nominal	79,1	84,8	76,0	77,2	77,9	78,2	77,4	75,3
Variation de l'IHPC	7,2	3,7	0,9	2,4	1,9	1,4	1,9	1,7
Masse salariale / Recettes fiscales	54,1	54,3	50,7	50,0	49,4	47,6	43,7	42,2
Taux de pression fiscale	8,7	8,2	8,3	8,4	8,3	8,5	9,0	9,1

MALI

Tableau F.1 : PIB nominal (en mds de FCFA)

Années	C.UEMOA		Pays
	juil-26	juil-25	juin-26
2015	9 213,0	9 213,0	9 213,0
2016	9 922,5	9 922,5	9 922,5
2017	10 630,9	10 630,9	10 630,9
2018	11 313,3	11 313,3	11 313,3
2019	11 997,9	11 997,9	11 997,9
2020	11 913,8	11 913,8	11 913,8
2021	12 753,8	12 753,8	12 753,8
2022	14 059,5	13 956,0	14 059,5
2023	15 029,6	14 934,7	15 029,6
2024	16 226,6	15 967,3	16 226,6
2025	17 498,1	16 531,5	17 498,1
2026	18 605,0	17 944,2	19 036,3

2027	20 006,9	19 194,8	20 818,9
2028	21 230,9	20 541,8	22 776,7
2029	22 790,8	21 914,5	24 908,2
2030	24 207,8	nd	27 198,6

Tableau F.2 : Taux de croissance économique (%)

Années	C.UEMOA		Pays
	juil-26	juil-25	juin-26
2015	6,2	6,2	6,2
2016	6,0	6,0	6,0
2017	5,4	5,4	5,4
2018	4,9	4,9	4,9
2019	5,0	5,0	5,0
2020	- 1,2	- 1,2	- 1,2
2021	3,1	3,1	3,1
2022	3,7	3,5	3,7
2023	4,8	4,7	4,8
2024	5,0	5,0	5,0
2025	5,6	5,2	5,6
2026	5,7	5,7	6,3
2027	6,8	5,4	7,1
2028	6,2	5,6	7,3
2029	5,7	5,4	7,2
2030	5,5	nd	7,1

Tableau F.3 : Taux de croissance par secteur (en %)

Agrégats	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Secteur primaire	2,7	8,9	7,0	5,4	6,0	5,9	4,7	5,1
Secteur secondaire	3,5	-4,5	0,6	6,5	5,7	6,3	5,6	5,0
Secteur tertiaire	5,9	4,9	6,3	5,1	8,0	6,8	6,8	5,6
PIB	**4,8**	**5,0**	**5,6**	**5,7**	**6,8**	**6,2**	**5,7**	**5,5**
Consommation finale	4,4	4,5	5,1	4,9	4,1	5,2	5,4	5,1
Privée	3,8	4,2	4,5	4,7	4,0	5,3	5,6	5,3
Publique	7,2	6,1	7,7	5,6	4,4	4,8	4,4	4,2
FBCF	6,5	7,7	9,5	7,1	12,3	9,1	7,2	6,8
Privée	4,3	5,0	5,8	5,4	14,4	11,2	7,6	7,1
Publique	8,6	10,3	12,8	8,5	10,6	7,4	6,9	6,5
Exportations	17,3	10,1	12,6	6,9	7,0	14,1	7,9	7,3
Importations	12,8	8,5	11,2	6,1	8,3	11,2	8,0	2,7

Tableau F.4 : Contribution à la croissance (en point)

Agrégats	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Secteur primaire	0,8	2,6	2,1	1,6	1,8	1,8	1,4	1,5
Secteur secondaire	0,7	-0,9	0,1	1,2	1,1	1,2	1,0	0,9
Secteur tertiaire y compris les taxes	3,2	3,4	3,4	2,9	3,9	3,3	3,2	3,1
PIB	**4,8**	**5,0**	**5,6**	**5,7**	**6,8**	**6,2**	**5,7**	**5,5**
Consommation finale	4,0	4,1	4,6	4,4	3,7	4,5	4,6	4,4

Investissement	2,1	2,1	2,7	2,3	5,0	3,1	2,6	0,3
Echanges extérieurs	-1,3	-1,2	-1,7	-0,9	-1,9	-1,4	-1,6	0,8

Tableau F.5 : Recettes totales (en mds de FCFA)

Années	C.UEMOA		Pays
	juil-26	juil-25	juin-26
2015	1 481,0	1 481,0	1 481,0
2016	1 792,0	1 792,0	1 792,0
2017	1 790,2	1 790,2	1 790,2
2018	1 476,4	1 476,4	1 476,4
2019	2 241,7	2 241,7	2 241,7
2020	1 944,1	1 944,1	1 944,1
2021	2 347,6	2 347,6	2 347,6
2022	2 317,7	2 468,1	2 317,7
2023	2 645,4	2 691,0	2 645,4
2024	3 055,9	3 055,9	3 055,9
2025	3 375,8	3 122,9	3 375,8
2026	3 507,1	3 063,9	3 696,2
2027	3 831,6	3 259,3	nd
2028	4 141,8	3 454,7	nd
2029	4 551,3	3 650,1	nd
2030	4 776,9	nd	nd

Tableau F.6 : Dépenses Totales (en mds de FCFA)

Années	C.UEMOA		Pays
	juil-26	juil-25	juin-26
2015	1 622,3	1 622,3	1 622,3
2016	2 116,5	2 116,5	2 116,5
2017	2 045,0	2 045,0	2 045,0
2018	1 926,4	1 926,4	1 926,4
2019	2 410,5	2 410,5	2 410,5
2020	2 626,6	2 626,6	2 626,6
2021	2 868,4	2 868,4	2 868,4
2022	2 937,3	3 082,3	2 937,3
2023	3 192,0	3 388,4	3 192,0
2024	3 412,4	3 582,4	3 412,4
2025	3 653,0	3 659,8	3 653,0
2026	3 977,2	4 047,2	4 118,9
2027	4 287,8	4 387,8	nd
2028	4 674,1	4 804,1	nd
2029	5 098,9	5 198,9	nd
2030	5 098,9	nd	nd

Tableau F.7 : Secteur extérieur et monnaie (en mds)

Agrégats	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Solde global (BDP)	-555,3	347,4	437,2	399,5	402,5	454,4	546,0	637,6
Masse monétaire (M2)	4 729,1	4 814,3	5 392,0	5 867,7	6 338,3	6 872,7	7 044,7	7 216,7

Tableau F.8 : Indicateurs macroéconomiques (en %)

Indicateurs	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Solde budgétaire global, dons compris / PIB nominal	-3,6	-2,2	-1,6	-2,5	-2,3	-2,5	-2,4	-2,1
Encours de la dette publique / PIB nominal	43,8	42,0	41,8	43,0	42,5	42,7	41,8	41,6
Variation de l'IHPC	2,1	3,2	2,3	2,7	2,3	2,0	2,1	2,0
Masse salariale / Recettes fiscales	49,6	44,1	41,6	45,2	42,7	41,8	40,3	41,1
Taux de pression fiscale	12,7	13,5	14,1	13,5	13,8	14,2	14,7	14,5

NIGER

Tableau G.1 : PIB nominal (en mds de FCFA)

Années	C.UEMOA		Pays
	juil-26	juil-25	juin-26
2015	5 725,1	5 725,1	5 725,2
2016	6 162,4	6 162,4	6 162,4
2017	6 494,7	6 494,7	6 494,7
2018	7 130,4	7 130,4	7 114,5
2019	7 552,1	7 552,1	7 567,9
2020	7 911,2	7 911,2	7 911,0
2021	8 270,8	8 270,8	8 270,9
2022	9 688,1	9 569,9	9 688,1
2023	10 281,2	9 792,5	10 281,2
2024	11 963,1	10 908,4	11 963,1
2025	12 354,0	11 606,0	12 354,0
2026	13 441,8	12 368,4	13 195,0
2027	14 245,7	13 131,7	14 340,0
2028	15 356,1	13 895,0	15 506,0

2029	16 363,5	14 658,3	16 775,0
2030	17 498,5	15 421,7	nd

Tableau G.2 : Taux de croissance économique (%)

Années	C.UEMOA		Pays
	juil-26	juil-25	juin-26
2015	4,8	4,8	4,8
2016	6,0	5,7	6,0
2017	5,0	5,0	5,0
2018	7,2	7,2	7,2
2019	5,9	5,9	5,9
2020	3,6	3,5	3,6
2021	1,4	1,4	1,4
2022	11,4	11,9	11,4
2023	2,6	2,8	2,6
2024	8,3	10,3	8,3
2025	6,9	6,8	6,9
2026	6,8	6,9	7,0
2027	6,5	6,1	6,5
2028	6,7	5,7	6,0
2029	6,2	5,9	6,0
2030	5,5	nd	6,0

Tableau G.3 : Taux de croissance par secteur (en %)

Agrégats	**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**	**2030**
Secteur primaire	5,4	12,0	3,5	5,7	4,9	5,2	5,9	5,9
Secteur secondaire	6,2	16,3	15,3	13,1	11,1	6,8	6,1	5,0
Secteur tertiaire	-0,6	2,6	5,5	2,5	4,6	8,6	6,9	5,7
PIB	**2,6**	**8,3**	**6,9**	**6,8**	**6,5**	**6,7**	**6,2**	**5,5**
Consommation finale	3,0	5,1	5,9	5,6	5,4	5,8	5,5	5,5
Privée	6,6	6,3	5,6	5,7	5,6	5,7	5,0	5,6
Publique	-12,6	-1,1	7,7	5,0	4,7	6,2	8,8	5,2
FBCF	-3,3	-13,4	14,8	9,3	13,1	13,2	10,8	6,6
Privée	6,4	-14,2	4,8	6,2	9,7	12,1	11,7	6,6
Publique	-16,9	-11,9	32,3	13,5	17,6	14,5	9,9	6,7
Exportations	-14,1	20,9	41,5	24,3	24,9	16,9	9,5	4,7
Importations	-14,3	-17,9	21,3	10,6	13,6	10,0	8,6	9,3

Tableau G.4 : Contribution à la croissance (en point)

Agrégats	**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**	**2030**
Secteur primaire	2,0	4,5	1,4	2,1	1,8	1,9	2,1	2,1
Secteur secondaire	1,3	3,5	3,6	3,3	2,9	1,9	1,7	1,4
Secteur tertiaire y compris les taxes	-0,7	0,3	2,0	1,4	1,8	2,9	2,4	2,0
PIB	**2,6**	**8,3**	**6,9**	**6,8**	**6,5**	**6,7**	**6,2**	**5,5**
Consommation finale	2,5	4,2	4,7	4,4	4,2	4,5	4,2	4,2
Investissement	-2,4	-1,9	2,0	1,5	1,4	1,6	2,2	2,2

Echanges extérieurs	2,6	6,0	0,2	1,0	0,9	0,7	-0,2	-0,2

Tableau G.5 : Recettes totales (en mds de FCFA)

Années	C.UEMOA		Pays
	juil-26	juil-25	juin-26
2015	999,8	999,8	999,8
2016	913,9	913,9	913,9
2017	1 022,9	1 022,9	1 022,9
2018	1 291,2	1 291,2	1 291,2
2019	1 362,4	1 362,4	1 362,4
2020	1 388,4	1 388,6	1 388,4
2021	1 518,0	1 518,5	1 518,0
2022	1 429,2	1 429,5	1 429,2
2023	1 063,0	1 063,1	1 063,0
2024	1 102,8	1 102,9	1 102,8
2025	1 563,7	1 712,5	1 563,7
2026	1 617,1	1 833,1	1 676,0
2027	1 756,1	1 997,5	2 938,0
2028	1 884,3	2 139,9	3 152,1
2029	2 014,6	2 299,9	3 366,1
2030	2 151,3	nd	3 580,2

Tableau G.6 : Dépenses Totales (en mds de FCFA)

Années	C.UEMOA		Pays
	juil-26	juil-25	juin-26
2015	1 384,5	1 384,5	1 384,5
2016	1 187,7	1 187,7	1 187,7
2017	1 263,5	1 269,1	1 263,5
2018	1 505,4	1 505,3	1 505,4
2019	1 625,1	1 631,8	1 625,1
2020	1 810,6	1 809,7	1 810,6
2021	1 966,8	2 006,9	1 966,8
2022	2 075,7	2 075,7	2 075,7
2023	1 611,0	1 611,1	1 611,0
2024	1 617,0	1 616,5	1 617,0
2025	1 922,0	2 098,9	1 922,0
2026	2 034,0	2 194,8	2 131,0
2027	2 166,5	2 365,5	2 283,0
2028	2 348,2	2 520,8	2 376,0
2029	2 503,0	2 684,9	2 531,0
2030	2 671,7	nd	2 725,0

Tableau G.7 : Secteur extérieur et monnaie (en mds)

Agrégats	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030

Solde global (BDP)	-299,3	-121,7	203,8	342,8	486,1	494,5	579,1	698,7
Masse monétaire (M2)	1 844,9	1 972,5	2 181,8	2 477,6	2 608,3	2 765,4	2 913,8	3 111,8

Tableau G.8 : Indicateurs macroéconomiques (en %)

Indicateurs	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Solde budgétaire global, dons compris / PIB nominal	-5,3	-4,3	-2,9	-3,1	-2,9	-3,0	-3,0	-3,0
Encours de la dette publique / PIB nominal	51,6	47,3	48,2	46,5	46,8	46,4	46,6	46,5
Variation de l'IHPC	3,7	9,1	-4,7	-1,6	1,3	1,6	1,3	1,1
Masse salariale / Recettes fiscales	33,0	33,2	30,4	32,4	31,4	31,3	30,5	30,5
Taux de pression fiscale	12,2	12,9	13,2	14,0	14,4	14,7	15,0	15,6

SENEGAL

Tableau H.1 : PIB nominal (en mds de FCFA)

Années	C.UEMOA		Pays
	juil-26	juil-25	juin-26
2015	10 508,7	10 508,7	10 508,7
2016	11 283,4	11 283,4	11 283,4
2017	12 191,8	12 191,8	12 191,8
2018	12 840,1	12 840,1	12 840,1
2019	13 712,7	13 712,7	13 712,7
2020	14 119,4	14 119,4	14 119,4
2021	15 261,1	15 261,1	15 261,1
2022	17 330,1	17 330,1	17 330,1
2023	18 619,5	18 619,5	18 619,5
2024	19 893,0	19 893,0	19 506,3
2025	21 634,6	22 094,8	21 535,2
2026	22 850,8	23 761,2	23 071,8
2027	24 397,0	25 550,8	nd
2028	25 910,7	27 400,3	nd
2029	27 726,8	29 654,1	nd
2030	29 687,5	nd	nd

Tableau H.2 : Taux de croissance économique (%)

Années	C.UEMOA		Pays
	juil-26	juil-25	juin-26
2015	6,4	6,4	6,4
2016	6,4	6,4	6,4
2017	7,4	7,4	7,4
2018	6,2	6,2	6,2
2019	4,6	4,6	4,6
2020	1,3	1,3	1,3
2021	6,5	6,5	6,5
2022	3,9	3,9	3,9
2023	4,3	4,3	4,3
2024	6,1	6,1	6,5
2025	6,7	7,9	6,7
2026	4,3	5,6	3,2
2027	4,9	5,4	2,1
2028	4,6	5,5	3,4
2029	4,9	5,8	4,1
2030	4,8	nd	nd

Tableau H.3 : Taux de croissance par secteur (en %)

Agrégats	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Secteur primaire	5,9	-3,0	7,0	4,4	5,0	4,9	5,3	4,8
Secteur secondaire	5,2	18,7	16,7	7,2	6,7	3,9	5,8	4,8
Secteur tertiaire	3,8	3,5	2,4	2,8	4,0	4,3	5,0	5,5
PIB	**4,3**	**6,1**	**6,7**	**4,3**	**4,9**	**4,6**	**4,9**	**4,8**
Consommation finale	5,0	4,3	5,7	5,6	5,9	5,6	5,6	5,8
Privée	5,0	3,0	5,8	5,5	5,7	5,5	5,1	5,8
Publique	5,0	10,3	5,3	6,2	6,6	6,0	7,6	5,6
FBCF	9,3	-9,3	16,3	6,4	7,5	5,7	5,7	7,2
Privée	7,5	-12,5	21,3	7,7	7,2	6,1	5,2	7,6
Publique	18,4	6,0	-3,2	0,2	9,1	3,6	8,6	4,8
Exportations	-6,0	23,1	34,5	26,6	17,1	7,6	9,4	13,7
Importations	-0,4	-13,4	22,3	18,7	13,0	16,9	10,1	13,7

Tableau H.4 : Contribution à la croissance (en point)

Agrégats	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Secteur primaire	0,9	-0,5	1,0	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7
Secteur secondaire	1,2	4,3	4,2	2,0	1,9	1,1	1,7	1,4
Secteur tertiaire y compris les taxes	2,2	2,3	1,5	1,7	2,3	2,8	2,5	2,8
PIB	**4,3**	**6,1**	**6,7**	**4,3**	**4,9**	**4,6**	**4,9**	**4,8**
Consommation finale	4,1	3,5	4,6	4,5	4,8	4,6	4,7	4,9
Investissement	1,4	-9,4	2,6	0,2	0,6	6,6	2,7	3,1
Echanges extérieurs	-1,2	11,9	-0,6	-0,5	-0,5	-6,7	-2,5	-3,1

Tableau H.5 : Recettes totales (en mds de FCFA)

Années	C.UEMOA		Pays
	juil-26	juil-25	juin-26
2015	2 026,1	2 026,1	2 026,1
2016	2 334,6	2 334,6	2 334,6
2017	2 376,6	2 376,6	2 376,6
2018	2 425,5	2 425,5	2 425,5
2019	2 788,8	2 788,8	2 788,8
2020	2 819,9	2 819,9	2 819,9
2021	3 045,3	3 045,3	3 045,3
2022	3 468,9	3 468,9	3 468,9
2023	3 859,8	3 859,8	3 859,8
2024	4 005,2	3 990,0	4 005,2
2025	4 477,1	4 515,6	4 477,1
2026	4 808,2	5 051,9	5 728,4
2027	5 252,0	5 514,9	6 113,2
2028	5 607,3	6 466,6	6 444,4
2029	6 021,8	7 119,3	18 286,0
2030	6 455,4	nd	nd

Tableau H.6 : Dépenses Totales (en mds de FCFA)

Années	C.UEMOA		Pays
	juil-26	juil-25	juin-26
2015	2 413,3	2 413,3	2 413,3
2016	2 704,0	2 704,0	2 704,0
2017	2 738,8	2 738,8	2 738,8
2018	2 903,0	2 903,0	2 903,0
2019	5 343,2	5 343,2	5 343,2
2020	4 328,8	4 328,8	4 328,8
2021	4 776,8	4 776,8	4 776,8
2022	6 256,9	6 001,3	6 256,9
2023	6 609,1	6 672,8	6 609,1
2024	6 674,1	6 212,2	6 674,1
2025	5 864,6	6 479,1	5 864,6
2026	5 819,9	6 652,5	6 888,5
2027	6 262,1	6 796,6	7 063,4
2028	6 448,8	7 521,5	7 238,9
2029	6 794,1	7 994,6	21 190,8
2030	7 173,5	nd	nd

Tableau H.7 : Secteur extérieur et monnaie (en mds)

Agrégats	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Solde global (BDP)	120,2	89,1	478,6	457,7	687,0	642,9	655,4	720,6

Masse monétaire (M2)	9 827,6	10206,5	11568,4	12003,7	12741,6	13602,4	14439,3	15402,4

Tableau H.8 : Indicateurs macroéconomiques (en %)

Indicateurs	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Solde budgétaire global, dons compris / PIB nominal	-10,2	-13,4	-6,4	-4,4	-4,1	-3,2	-2,8	-2,4
Encours de la dette publique / PIB nominal	92,0	119,0	119,	120,2	119,2	117,7	112,8	107,7
Variation de l'IHPC	5,9	0,8	1,4	2,0	2,2	2,4	2,2	2,2
Masse salariale / Recettes fiscales	36,7	38,0	35,2	34,8	32,8	32,1	31,2	30,4
Taux de pression fiscale	18,9	18,6	18,9	18,8	19,3	19,5	19,7	19,8

TOGO

Tableau I.1 : PIB nominal (en mds de FCFA)

Années	C.UEMOA		Pays
	juil-26	juil-25	juin-26
2015	3 402,7	3 402,7	3 402,7
2016	3 597,8	3 597,8	3 597,8
2017	3 708,9	3 708,9	3 708,9
2018	3 904,4	3 904,4	3 904,4
2019	4 097,2	4 097,1	4 097,1
2020	4 308,9	4 259,3	4 259,5
2021	4 736,6	4 625,8	4 736,6
2022	5 393,3	5 104,8	5 393,3
2023	5 897,9	5 563,5	5 954,2
2024	6 458,6	6 098,4	6 458,1
2025	6 866,0	6 666,5	6 994,8
2026	7 315,6	7 287,8	7 593,9
2027	7 934,4	7 999,5	8 253,9
2028	8 491,4	8 605,3	8 974,6
2029	9 170,9	9 352,9	9 773,4
2030	9 934,6	nd	10 669,7

Tableau I.2 : Taux de croissance économique (%)

Années	C.UEMOA	Pays

	juil-26	juil-25	juin-26
2015	5,5	5,5	5,5
2016	5,7	5,7	5,7
2017	4,0	4,0	4,0
2018	4,8	4,8	4,8
2019	5,0	4,9	4,9
2020	2,2	2,0	2,0
2021	5,1	6,0	5,1
2022	6,4	5,8	6,3
2023	6,2	6,4	6,2
2024	6,5	6,3	6,5
2025	6,1	5,9	6,2
2026	6,0	5,8	6,5
2027	6,2	6,2	6,6
2028	6,4	6,4	6,6
2029	6,1	6,1	6,8
2030	6,3	nd	7,0

Tableau I.3 : Taux de croissance par secteur (en %)

Agrégats	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Secteur primaire	5,7	5,8	6,3	5,9	6,1	5,4	6,7	6,6
Secteur secondaire	3,5	4,9	7,0	6,6	5,9	6,5	6,4	6,3
Secteur tertiaire	7,2	6,2	6,3	4,0	6,8	7,7	6,4	7,4
PIB	**6,2**	**6,5**	**6,1**	**6,0**	**6,2**	**6,4**	**6,1**	**6,3**
Consommation finale	7,5	5,7	5,3	5,4	5,7	5,9	5,9	5,6
Privée	6,0	4,6	6,3	5,5	5,4	5,5	5,4	5,8
Publique	15,7	11,4	0,5	5,2	7,6	7,9	8,4	4,5
FBCF	-20,5	4,5	2,6	14,4	12,3	15,0	15,0	11,6
Privée	-25,8	4,1	7,3	13,2	11,9	10,6	14,4	10,2
Publique	-9,5	5,2	-5,3	16,7	13,0	22,8	16,0	13,9
Exportations	5,3	-0,6	16,1	16,4	14,5	15,3	8,3	11,3
Importations	1,3	-0,8	7,3	14,5	13,7	16,8	11,8	11,4

Tableau I.4 : Contribution à la croissance (en point)

Agrégats	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Secteur primaire	1,1	1,2	1,3	1,2	1,2	1,1	1,3	1,3
Secteur secondaire	0,7	1,0	1,4	1,3	1,2	1,3	1,3	1,3
Secteur tertiaire y compris les taxes	4,3	4,4	3,5	3,5	3,8	4,0	3,5	3,7
PIB	**6,2**	**6,5**	**6,1**	**6,0**	**6,2**	**6,4**	**6,1**	**6,3**
Consommation finale	6,6	5,1	4,7	4,8	5,0	5,2	5,1	4,8
Investissement	-1,1	1,3	0,3	2,2	2,4	3,4	3,5	3,0
Echanges extérieurs	0,8	0,2	1,1	-0,9	-1,1	-2,2	-2,4	-1,6

Tableau I.5 : Recettes totales (en mds de FCFA)

Années	C.UEMOA		Pays
	juil-26	juil-25	juin-26

2015	625,9	625,9	625,9
2016	571,3	571,3	571,3
2017	595,8	595,8	595,8
2018	710,8	710,8	710,8
2019	746,9	746,9	746,9
2020	703,4	703,4	703,4
2021	791,1	791,2	791,1
2022	894,5	894,5	894,5
2023	1 093,0	1 093,0	1 093,0
2024	1 125,2	1 125,2	1 125,2
2025	1 145,9	1 279,8	1 145,9
2026	1 221,1	1 292,5	1 356,8
2027	1 338,8	1 434,5	nd
2028	1 445,6	1 556,7	nd
2029	1 609,1	1 732,1	nd
2030	1 782,2	nd	nd

Tableau I.6 : Dépenses Totales (en mds de FCFA)

Années	C.UEMOA		Pays
	juil-26	juil-25	juin-26
2015	780,6	780,6	780,6
2016	789,0	789,0	789,0
2017	603,6	603,6	603,6
2018	733,8	733,8	733,8
2019	678,9	678,9	678,9
2020	1 006,6	1 006,6	1 006,6
2021	1 007,3	1 006,8	1 007,3
2022	1 316,9	1 316,9	1 316,9
2023	1 463,6	1 463,6	1 463,6
2024	1 461,5	1 461,5	1 461,5
2025	1 369,0	1 480,8	1 369,0
2026	1 459,2	1 501,3	1 575,3
2027	1 578,0	1 667,8	nd
2028	1 696,6	1 795,9	nd
2029	1 853,3	1 970,8	nd
2030	2 013,6	nd	nd

Tableau I.7 : Secteur extérieur et monnaie (en mds)

Agrégats	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Solde global (BDP)	52,5	43,9	-76,1	80,8	86,1	84,5	82,8	78,0
Masse monétaire (M2)	2 571,7	2 815,2	3 067,1	3 365,2	3 649,8	3 906,1	4 218,6	4 569,9

Tableau I.8 : Indicateurs macroéconomiques (en %)

Indicateurs	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Solde budgétaire global, dons compris / PIB nominal	-6,2	-5,2	-3,2	-3,3	-3,0	-3,0	-2,7	-2,3
Encours de la dette publique / PIB nominal	62,9	65,3	61,7	63,8	63,2	63,0	61,9	60,3
Variation de l'IHPC	1,4	2,9	0,5	1,3	2,6	1,4	2,1	2,1
Masse salariale / Recettes fiscales	37,2	35,7	40,2	40,2	38,7	37,0	33,9	31,1
Taux de pression fiscale	13,6	13,6	13,5	13,5	13,9	14,2	14,8	15,3